

Digest 2015



LA VIE INTERNATIONALE

Politique étrangère, diplomatie, sécurité nationale



La Vie Internationale

Revue fondée par le ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie.

La Vie Internationale est la principale publication mensuelle russe qui traite de la politique étrangère ; paraissant depuis 1954, elle est largement connue en Russie et à l'étranger.

Les liens solides avec le ministère des Affaires étrangères permettent à la revue de parler dans le langage professionnel de la politique extérieure et de la diplomatie russes, d'exposer une analyse objective des problèmes politiques et économiques auxquels sont confrontés le pays et la communauté mondiale.

Le Conseil de la revue est dirigé par le ministre des Affaires étrangères de Russie Sergueï Lavrov.

L'auditoire auquel la revue s'adresse va de l'administration du Président russe et du gouvernement de la Fédération de Russie aux milieux financiers, économiques et diplomatiques, aux scientifiques, militants d'ONG et étudiants.

La Vie Internationale est éditée en russe, anglais, français, chinois, allemand, espagnol et arabe.

Chef du projet

Armen Oganessian

Rédacteur en chef de la revue *La Vie Internationale*

Rédactrice responsable du projet

Evguenia Pyadycheva

Secrétaire d'édition de la revue *La Vie Internationale*,
docteur en histoire

Mise en pages, design, photos

Irina Znatnova

Directrice de la publication de la revue *La Vie Internationale*

Édition française

© Progress ID, pour la version française

Directeur général : Sarkis Oganian

Chef de la rédaction : Margarita Tarverdova

Traducteurs : Ekaterina Kolodotchkina, Alexandre Svetlov

Rédactrice : Olga Ivanova

Opérateur : Alexeï Ouvarov

Gorokhovskiy pereoulouk, Moscou, 105064,

Fédération de Russie.

Tél. : +7 (499) 265 37 81, fax : +7 (499) 265 37 71 ;

E-mail : info@interaffaires.ru

© Rédaction de la revue *La Vie Internationale*, 2015

Le conseil de la revue

Sergueï Lavrov

Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie

Alexandre Avdeev

Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire au Vatican

Youri Chafranik

Président de l'Union des industriels du pétrole et du gaz de Russie, président de la fondation « Politique internationale et Ressources »

Andreï Denissov

Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire en Chine, docteur en sciences économiques

Alexandre Dzassokhov

Docteur d'État en sciences politiques

Alexeï Fedotov

Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire en Slovaquie, docteur en droit

Igor Ivanov

Président du Conseil russe des Affaires internationales, membre-correspondant de l'Académie des sciences de Russie, docteur d'État en histoire

Constantin Kossatchev

Président du Comité pour les Affaires étrangères du Conseil de la Fédération, docteur en droit

Vladimir Loukine

Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire, docteur d'État en histoire, professeur

Mikhaïl Marguelov

Vice-président de la société anonyme ouverte « CA Transneft »

Alexeï Mechkov

Vice-ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie

Alexandre Panov

Docteur d'État en sciences politiques

Gueorgui Petrov

Vice-président de la CCI de la Fédération de Russie

Alexeï Pouchkov

Président du Comité de la Douma d'État pour les Affaires internationales, docteur en histoire

Sergueï Riabkov

Vice-ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie

Mikhaïl Seslavinski

Directeur de l'Agence fédérale pour la presse et la communication

Vladimir Tchijov

Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Union européenne

Vitali Tchourkine

Ambassadeur de la Fédération de Russie à l'ONU, docteur en histoire

Vladimir Titov

Premier vice-ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie

Anatole Torkounov

Recteur de l'Institut (Université) d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO), académicien de l'Académie des sciences de Russie, docteur d'État en sciences politiques

Sergueï Viazalov

Directeur général du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie

Alexandre Yakovenko

Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire en Grande-Bretagne, docteur d'État en droit, professeur

Armen Oganessian

Rédacteur en chef de la revue La Vie Internationale

POLITIQUE

- Sergueï Lavrov**, *ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie*. Sécurité et stabilité, un enjeu mondial 4
- Sergueï Kazennov, Vladimir Koumatchev**. Qui veut la paix prépare la paix. Réflexions sur fond de la crise politique actuelle 15

RELATIONS BILATÉRALES

- Alexeï Mechkov**. Russie vs Europe : et après ? 43

VECTEUR PROCHE-ORIENTAL

- Alexandre Yakovenko**. Proche-Orient : tirer la leçon des événements ou récidiver? 55
- Sergueï Ivanov**. Le Proche-Orient et les contradictions entre sunnites et chiites 65

DU RÉDACTEUR EN CHEF

- Armen Oganessian**. Tués, pas recensés.... 77

TENDANCES

- Youri Chafranik**. La Commission européenne visiblement en rupture avec les réalités vitales dans de nombreuses sphères, mais surtout dans le secteur énergie 81
- Nikolaï Platochkine**. La crise grecque : à qui la faute et que faire ? 89
- Ivan Kravtchenko**. La terre promise face à une charge pénible 101
- Rouslan Dzarassov**. Les intérêts des États-Unis en Eurasie et en Ukraine 115

JALONS DE L'HISTOIRE

- Evguenia Pyadycheva, Alexeï Filitov**. Yalta : 70 ans déjà 139
- Igor Maksimytchev**. Un quart de siècle de la « grande RFA ». Les Allemands et les leçons de l'histoire 151
- John Beyrle**. Des Américains sur la place Rouge 171



Sécurité et stabilité, un enjeu mondial

Sergueï LAVROV

Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie

Le 70^e anniversaire de l'Organisation des Nations Unies a été l'événement international le plus marquant de l'année. La session anniversaire de l'Assemblée générale de l'ONU avait réuni plus de 150 chefs d'État et de gouvernement. À lui seul, ce fait est révélateur du rôle unique de l'ONU, organisation mise en place essentiellement pour ne pas permettre que se répète la tragédie de la Seconde Guerre mondiale et universellement reconnue dans les relations internationales modernes en tant que leur mécanisme coordinateur central.

Cette année, c'est le discours du Président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine qui avait surtout donné le ton aux débats politiques à l'Assemblée générale. Le chef de l'État russe a nettement expliqué la situation mondiale nullement simple, a indiqué les principaux « points névralgiques » des relations internationales et a proposé des mesures concrètes susceptibles de régler les conflits les plus violents à travers le monde. Le discours de Vladimir Poutine fut un appel ardent à unir les efforts pour apporter plus de stabilité et de sécurité au monde, pour placer tous les États dans les conditions qui favoriseraient leur développement.

Nombreux sont ceux qui s'accordent pour dire que l'étape actuelle de l'évolution mondiale se caractérise par la concurrence entre les façons de s'y prendre à la formation d'un nouveau système international, qui correspondra aux réalités du XXI^e siècle. Le monde change, la balance mondiale penche du côté des centres de force et d'influence qui se trouvent hors de l'espace occidental désigné, depuis

des siècles, comme l' « arbitre des modes » en politique et en économie. Cependant, le prétendu « Occident historique » n'est pas encore prêt à accepter la relative réduction de son poids dans les affaires globales. Les États-Unis continuent à s'obstiner dans leur idée qu'eux seuls sont à même d'être leader dans le règlement de quasiment tous les problèmes internationaux, alors que le sort des autres se réduit à rester à la traîne de l'alliance occidentale sous la houlette de Washington. Cela ne convient pas aux nations, aujourd'hui majoritaires, qui veulent déterminer elles-mêmes leur avenir, choisir librement les modèles de leur propre développement, sauvegarder leur culture et leurs traditions.

La concurrence dans les affaires internationales est un phénomène ordinaire, normal. Il est tout à fait naturel que chaque État veuille apporter sa nuance propre au nouvel ordre mondial qui commence à prendre tournure, et cherche à assurer ses propres intérêts. Il est toutefois fondamental que ces processus restent dans les limites civilisationnelles, et correspondent aux règles communes pour tous, autrement dit, s'agissant des affaires internationales, s'inscrivent dans le droit international qui a pour fondement la Charte des Nations Unies. Cela signifie que tous les acteurs de la politique mondiale doivent reconnaître le rôle central de l'ONU, la mission primordiale de son Conseil de sécurité, responsable du maintien de la paix internationale et de la sécurité. La vocation du Conseil de sécurité n'est pas d'établir une totale concordance de vues entre ses membres – cela est tout simplement impossible dans le monde contemporain déchiré par les contradictions, – mais de préparer des décisions équilibrées répondant aux intérêts mutuels.

Hélas, tous les États n'envisagent pas l'ONU à travers ce prisme. En période de guerre froide, le fonctionnement du système onusien était puissamment bloqué par l'antagonisme entre les deux systèmes mondiaux, alors

que ces derniers temps on voit se manifester de la part de certains États occidentaux, en premier lieu les États-Unis, la tendance à transformer les mécanismes onusiens, y compris le Conseil de sécurité, en instrument au service de leurs intérêts, qui assure leur situation dominante dans le monde. Si cela ne leur réussit pas, ils lancent des actions pour contourner le Conseil de sécurité des Nations Unies, en utilisant les mécanismes basés sur la force et l'ingérence dans les affaires intérieures des États souverains, y compris au moyen de coups d'État et de changements du pouvoir par des procédés anticonstitutionnels.

Vladimir Poutine avait souligné dans son discours à New-York que cette voie était dangereuse. Les tentatives d'ébranler le prestige et la légitimité de l'ONU peuvent conduire à l'effondrement de toute l'architecture des relations internationales, raviver la fureur conflictuelle, étendre l'espace où règnent le chaos et l'arbitraire. Les événements de cette dernière période attestent que dans aucun pays soumis à ce genre de méthodes, il n'a pas été possible d'atteindre le résultat déclaré souhaitable au moment de lancer les campagnes ciblées.

Par contre, quand les États de première ligne, notamment les membres permanents du Conseil de sécurité, trouvent un terrain d'entente et parviennent à unir leurs efforts pour accéder aux objectifs concertés, ils arrivent, en règle générale, à des résultats positifs. Les derniers en date exemples en sont le succès de l'action coordonnée en vue de démanteler l'arme chimique syrienne et l'accord, obtenu au terme de longs et laborieux négociations, sur le règlement à propos du programme nucléaire iranien. C'est justement sur cette expérience que s'appuie l'initiative de Vladimir Poutine de former une large coalition antiterroriste afin de conjuguer, au moyen du droit international, les efforts de tous ceux qui luttent contre le Daesh et d'autres structures terroristes au Proche-Orient.

Le 30 septembre nous avons tenu une rencontre ministérielle en Conseil de sécurité de l'ONU, consacrée à l'analyse générale des problèmes qui s'y rapportent. Sur l'ordre du Président de la Russie, nous avons présenté aux partenaires un projet de résolution sur la coordination des actions de toutes les forces qui luttent contre l'État islamique et les autres structures terroristes, Ce projet s'appuie sur les documents précédemment adoptés par le Conseil de sécurité, en mettant l'accent sur une action antiterroriste basée sur les principes du droit international,

Cependant, pour le moment nous ne parvenons pas à nous entendre sur la façon de voir la flambée de terrorisme et d'extrémisme dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord. Nous nous heurtons toujours aux tentatives de brouiller les priorités, quand au lieu de l'objectif premier, qui consiste à écraser les factions terroristes, on insiste sur le départ du régime de Bachar el-Assad, ou encore, quand on veut utiliser les commandos terroristes pour façonner à son gré le nouveau rapport de forces qui s'installe dans la région. Finalement, cela montre que l'on sous-estime la gravité de la menace extrémiste, que l'on caresse toujours les illusions qu'il sera possible de « régler leur compte » aux terroristes après, quand on n'aura plus besoin d'eux pour parvenir aux objectifs politiques. Pour une nouvelle et énième fois, nous voyons que d'aucuns surestiment leurs possibilités d'agir sur le cours des événements.

De nombreux historiens s'accordent pour penser qu'il aurait été possible de prévenir la Première, mais aussi la Seconde Guerres mondiales, si la volonté politique ferme était présente et si l'on comprenait l'ampleur des catastrophes que courait l'Europe, et avec elle le monde entier. Je noterai en passant que dans l'après-guerre, notre pays s'appliquait à sauvegarder les fondements de la sécurité indivisible dans l'espace européen. Dès 1954, l'URSS avait proposé de préparer un accord de sécurité

collective en Europe afin de prévenir la scission militaire et politique du continent. Cette idée a été rejetée. On a aussi fait sourde oreille à nos propositions, faites dans les conditions qui avaient changé, quand au lieu d'opter pour un espace européen commun, on a choisi la confrontation et l'élargissement de l'OTAN vers l'Est.

Maintenant, c'est la crise ukrainienne qui fait resurgir les problèmes structurels en Europe, résultat du refus opposé par les pays occidentaux au travail basé sur la véritable égalité en droits et sur le partenariat. Nous partons de la considération que le règlement de cette crise en appliquant à la lettre les accords de Minsk en date du 12 février 2015 aurait aidé à trouver des réponses communes aux défis réels, qui sont les mêmes pour tous les États européens.

Je ne voudrais pas mettre les choses en parallèle – il s'agit maintenant d'une menace d'une toute autre dimension, – mais pour arrêter les terroristes qui se ruent vers le pouvoir sur une énorme étendue géographique, du Portugal au Pakistan, il n'y a qu'un seul moyen : déterminer les objectifs précis et serrer les rangs. Il y a 70 ans, c'est précisément dans ce but qu'était fondée l'Organisation des Nations Unies.

Il est incontestable que la stabilité internationale est une condition *sine qua non* du développement durable. L'ONU a lancé un projet global sans précédent pour le développement : en 2000, ses pays membres adoptaient un ambitieux agenda d'engagements concrets, les Objectifs du Millénaire pour le développement. Bon nombre de ces objectifs ont été atteints : la misère et la malnutrition, ainsi que la mortalité infantile et maternelle réduites, accès élargi à la santé et à l'éducation. Toutefois, les progrès acquis sont inégaux selon les cas. Les succès impressionnants sont venus surtout des rythmes de croissance élevés dans quelques grandes économies émergentes.

Nous espérons que le nouvel Agenda 21 pour le développement durable à l'horizon 2030, adopté à New-York, confortera les fruits des quinze ans de travail accompli par la communauté internationale, mais aussi apportera une qualité nouvelle à ce travail. Au terme d'intenses négociations, on a sélectionné 17 objectifs pour le développement durable, qui sont des repères pour une interaction multiple qui doit garantir un développement pacifique et harmonieux de la civilisation moderne, assortis de 169 tâches à accomplir dans ce domaine. Pour chacun des objectifs, on a fixé des mesures concrètes pour mobiliser les financements intérieurs et extérieurs, développer la coopération dans le commerce et les investissements, transférer les technologies, alléger l'endettement, perfectionner les finances internationales.

Je répéterai quand même que ces objectifs peuvent se réaliser uniquement dans les conditions de paix. Pour garantir cette réalisation, il n'y a qu'un seul moyen : négocier et rechercher un arrangement. Certes, il est permis de penser que la supériorité économique ou militaire donne le droit de ne pas compter avec les intérêts des partenaires et faire tout ce qui bon vous semble. À notre époque, ce sont les tentatives de faire des expériences sociales dans des pays étrangers, de presser les changements extérieurs au gré de son idéologie, ce qui fait tanguer la barque internationale. Cela provoque des conséquences désastreuses qui touchent des régions géographiques entières.

Cependant l'Histoire – depuis l'Empire romain jusqu'à nos jours – enseigne que les espoirs de ce genre sont toujours vains et que le rêve de domination mondiale n'est rien d'autre qu'une vilaine chimère. Face à cette évidence et si difficile et douloureux que cela soit, il faudra rechercher des compromis et tracer de concert les contours d'un nouveau système international, comme cela se faisait souvent aux siècles passés.

La situation actuelle a ceci de particulier que l'Europe n'est plus dominante et qu'il faut donner aux accords une dimension globale. Il n'y a point de doute que l'ONU et son Conseil de sécurité sont le meilleur carrefour pour faire ce travail, étant initialement mis en place justement comme outil de gestion commune dans un monde polycentrique.

Il va de soit que l'ONU exige d'être réformée, car depuis sept décennies, beaucoup de choses ont radicalement changé. L'adaptation de l'Organisation aux nouvelles données est, en fait, permanente. La question du jour consiste à développer l'Organisation pour instaurer une gestion globale conforme aux besoins du XXI^e siècle. Cette gestion ne pourra se mettre en place que si les grands centres de force et d'influence du monde moderne s'arrangent entre eux, si le patrimoine civilisationnel de ce monde est reconnu, si le nombre des acteurs internationaux augmente au maximum, si l'on développe la diplomatie numérique qui suppose des structures souples pour le partenariat mondial.

L'ONU se dote de nouvelles institutions, améliore son agenda, apporte une plus grande efficacité aux opérations de maintien de la paix. Plusieurs nouveaux organes du système ONU ont vu le jour, dont la Commission de consolidation de la paix qui coordonne les efforts en faveur des pays qui sortent des crises « chaudes », ainsi que le Fonds pour la consolidation de la paix. Après rénovation, l'ONU a formé son Conseil des droits de l'homme.

Cela dit, il convient de faire preuve de la plus grande prudence en envisageant la réforme du Conseil de sécurité, vu son rôle spécial au sein du système onusien. Nous voulons que les négociations se poursuivent sur toutes les propositions en la matière, sans restreindre artificiellement leur ordre du jour et sans imposer des plannings et des dates butoir. Les négociations entre gouvernements doivent poursuivre la recherche d'un modèle d'élargissement du Conseil de sécurité qui bénéficie d'un large soutien de la part

des États membres de l'ONU, soutien numériquement bien plus important que les deux tiers des voix, indispensables pour voter les décisions en Assemblée générale. Notre idée est de donner au Conseil un caractère plus représentatif en élargissant la présence des États émergents.

Le droit de veto n'est ni un privilège, ni un instrument de pression. Ce mécanisme garantit que les décisions, adoptées par le Conseil de sécurité, seront au plus haut point équilibrées et réfléchies. Ce droit bloque certains membres du Conseil de sécurité qui voudraient forcer les votes politisés dictés par leurs intérêts nationaux étroits.

Le droit de veto figure parmi les cinq problèmes majeurs pour la réforme du Conseil de sécurité qui, tels qu'ils ont été formulés dans la décision de l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2009, demandent d'être discutés en bloc. Toute tentative de « décrocher » le problème veto et de le mettre en discussion hors des négociations intergouvernementales sera contre-productive, et pourra non seulement détruire ce format et compromettre le principe « débats par paquets », basique et accepté par tous, mais aussi torpiller les années de travail, accompli pour rapprocher les États membres de l'ONU sur le dossier réforme du Conseil de sécurité.

Il nous apparaît que l'attitude responsable à l'égard du droit de veto ne consiste pas uniquement à se garder de s'en servir à tort et à travers, mais à ne pas provoquer les autres membres à en user – ce qui n'est pas, hélas, chose rare. Par exemple, c'était le cas du récent vote en Conseil de sécurité du projet de résolution sur Srebrenica, quand notre pays fut obligé de faire barrage à l'adoption d'un document qui contenait des appréciations mal équilibrées sur les événements historiques, car dans le cas contraire, il aurait été difficile d'empêcher que le Conseil de sécurité exprime des jugements politisés des faits historiques, se détournant loin de sa mission statutaire. On a assisté à

une provocation du même genre en juillet 2015, lorsque l'on voulait que le Conseil de sécurité forme par sa propre décision un tribunal pour juger les responsables du crash du Boeing malaisien, alors que l'enquête n'a toujours pas formulé ses conclusions finales, étant menée au mépris total de la résolution 2166 du Conseil de sécurité, en vertu de laquelle le Conseil devait recevoir régulièrement des informations sur le déroulement de l'investigation et l'OACI, y jouer le rôle dirigeant. Ni l'une ni l'autre exigences n'ont pas été respectées.

Il faut cesser d'utiliser l'ONU à des fins égoïstes et unilatéraux. Nous sommes tous différents, a souligné le Président Vladimir Poutine, et cela est à respecter. Personne n'est obligé à s'aligner sur le modèle du développement que quelqu'un avait autrefois proclamé la seule correcte au monde.

La Russie voit dans le réchauffement climatique un défi de dimension planétaire. Dans le contexte de la Conférence sur le climat qui se prépare en décembre à Paris, nous nous orientons vers un projet de document global et juridiquement contraignant qui, avec la participation de tous les États sans exception, devra servir de base solide pour un règlement climatique équitable et durable, équilibré sous tous ses aspects – économique, scientifique, écologique et politique. Nous avons annoncé les paramètres de nos éventuels engagements pour un nouvel accord : réduction d'ici l'an 2030 des émissions anthropiques de gaz à effet de serre de 70 à 75% par rapport au niveau de 1990, à condition de prendre au maximum en considération le pouvoir d'absorption des forêts.

Nous avons l'intention de continuer à accorder une attention spéciale, au niveau de l'ONU, à la coopération entre États dans la protection et la promotion des droits de l'homme. Ces problèmes sont souvent mis à contribution pour expliquer les actes qui ne peuvent pas être justifiées

par les normes en vigueur du droit international. On assiste à la politisation de toutes les activités de l'ONU dans les domaines social, économique, humanitaire, dans les droits de l'homme, l'écologie, la culture. Une dimension hypertrophiée est donnée à la question de l'égalité homme-femme et aux droits de la communauté LGBT. Pire encore, ces éléments sont exploités comme moyen de pression sur les États membres de l'ONU.

Nous pensons qu'il faut débarrasser la défense internationale des droits de l'homme du messianisme, abandonner les tentatives d'affirmer un seul système de valeurs comme un *gold standard*. Il n'existe pas, il ne peut pas y avoir de voie autre que celle qui privilégie le dialogue d'égalité dans le respect mutuel.

Depuis de longues années, la Russie persévère à revenir à un véritable partenariat respectueux du droit international. À l'heure actuelle, quant un ordre nouveau, polycentrique s'installe dans le monde, le temps est venu de chausser les bottes de sept lieues pour avancer vers une situation mondiale plus saine, vers la culture du compromis qui aidera à surmonter les défis globaux. Consciente de ses responsabilités à l'égard de l'avenir de l'humanité, la Russie se déclare prête à unir les efforts.

Mots clés : 70^e anniversaire de l'ONU.

Международная



ЖИЗНЬ

Qui veut la paix prépare la paix.

Réflexions sur fond de la crise politique actuelle

La voie vers la paix a été de tout temps plus ardue que celle vers la guerre, car dégringoler est plus facile que grimper, et les résultats obtenus sont souvent beaucoup moins brillants que les attentes, sauf, bien sûr, si l'objectif ne consiste pas à faire un coup de comm' sur le pont d'un porte-avions, hisser un drapeau de la victoire au-dessus de Bagdad ou « remporter une victoire difficile sur les ennemis de la démocratie » en prévision d'élections dans son pays.

Nous sommes profondément convaincus que « qui veut la paix prépare la paix », mais ce travail préparatoire doit varier selon les circonstances, périodes historiques et régions géopolitiques. Dans un certain cas, la réduction des arsenaux militaires, le « désarmement » sont considérés par les adversaires – partenaires-rivaux – comme la volonté de faire baisser les tensions dans le monde, de repenser les relations, leur donner un nouveau contenu où une interaction positive et la confrontation soient en équilibre. La pratique montre que ces dernières peuvent exister simultanément et parallèlement, sans s'exclure mutuellement. Mais dans d'autres circonstances, comme celles d'aujourd'hui, les visées pacifiques sont souvent perçues comme une faiblesse, indécision, « complexe

Sergueï Kazennov

*Maitre de recherches
principal de l'Institut
de l'économie
mondiale et
des relations
internationales
auprès de l'Académie
des sciences de
Russie, docteur
en sciences
économiques*

Vladimir Koumatchev

*Maitre de
recherches senior
de l'Institut de
l'économie mondiale
et des relations
internationales
auprès de
l'Académie des
sciences de Russie
kumach@imemo.ru*

de victime », disposition à « sacrifier ses principes », faire marche arrière dans un contexte géopolitique important. Ce « pacifisme » vaudra à la Russie d'être poussée dans ses derniers retranchements, et le monde se retrouvera au bord d'une grande guerre.

DÉFIS ANCIENS ET MODERNES

Le monde contemporain, ce triangle des Bermudes des potentiels, intentions et menaces où la Russie aura à défendre ses intérêts nationaux, est bien placé pour devenir un terreau de tensions et conflits non seulement militaires, alors que les acteurs de la politique mondiale jouent des muscles. De tout petits nœuds de contradictions, des provocations isolées risquent de fragiliser la sécurité nationale et internationale. Les causes en sont multiples, à commencer par la crise systémique mondiale qui n'est pas qu'économique et financière. Elle connaîtra des rebondissements et revirements et durera pour le moins jusqu'à la fin de la décennie en apportant des turbulences et des conséquences des plus imprévisibles, mais sûrement déstabilisant la sécurité internationale.

Les stratégies de sortie de crise sont plusieurs. Soit la militarisation traditionnelle de l'économie et de la conscience avec une série de conflits « réchauffants » et, à terme, un « glissement involontaire » vers une grande guerre. Soit, au contraire, la proclamation d'une sorte de « Trêve de l'Eau en temps de sécheresse » et la recherche de moyens de coopérer d'une manière moins sauvage. Malheureusement, le monde d'aujourd'hui semble opter pour la première variante que d'aucuns trouvent plus facile.

Les spécialistes en psychologie politique affirment que la guerre « manque » à l'humanité, que la génération de la « grande vague » réclame une guerre bien à elle pour s'affirmer, rafraîchir le sang, faire du ménage génétique.

Trop gâtée par la paix, l'humanité perd l'instinct de survie, elle a besoin de s'approcher de l'abîme et d'y jeter un coup d'œil pour reculer, horrifiée, jusqu'à un nouveau moment d'amnésie historique. Elle est aussi hyper-sensible aux affronts, réels ou imaginaires, notamment repêchés de la nuit des temps, et elle a soif de revanche. Pour ne rien arranger, les astrophysiciens font leur « blague » : la Terre serait entrée dans la zone des vibrations cosmiques destructrices qui déclenchent non seulement des activités volcaniques, mais aussi l'agressivité et le comportement belliqueux. Quoiqu'il en soit, le mode de l'évolution du monde est celui de cycle en spirale, et on aimerait bien qu'Arnold Toynbee, un historien et expert en géopolitique britannique compétent qui disait que l'histoire du monde se résume à l'histoire des guerres, soit un jour à côté de la plaque.

Certes, il est possible de modifier ces cycles de l'Histoire, les rendre moins amples et brusques, plus étendus dans le temps. Mais tout d'abord, on n'y échappera pas de toute façon, l'humanité est vouée à passer par cette étape très difficile en cherchant à le faire à moindre frais. Et elle doit faire preuve d'un maximum de retenue, de sagesse et de bon sens. Et ensuite, il faut des idées qui planent et qui semblent opportunes pour concevoir des mécanismes et choisir ses approches.

C'est possible, mais dans des conditions de nouvelles « nations unies » et grâce à une nouvelle idéologie de survie planétaire, pas forcément sur les cendres laissées par des grandes batailles, comme par le passé. La question est de savoir si les « protagonistes » le veulent et s'ils en sont capables. Le plus grand risque contenu dans la crise mondiale actuelle consiste dans les excès, l'éventualité que l'économie, mais aussi la politique et la psychologie politique plongent en piqué au moment d'adopter des décisions sur les problèmes vitaux.

Malheureusement, il y a trop de joueurs passionnés, radicaux irresponsables et fonctionnaires indifférents dans la politique moderne. Il suffit que d'aucuns trouvent ces « temps troubles » les plus propices à la solution de leurs problèmes géopolitiques pour « refaire » le monde en y affirmant leur domination. Cela concerne (surtout) les États-Unis qui se prennent pour le messie « incompris ». Or ils ne sauront pas, eux non plus, se maintenir au sommet pendant longtemps en cas de chaos planétaire et pas aussi bien organisé qu'on ne le pensait. Il s'avère que cette stratégie est vouée à l'échec et que diviser ne signifie pas toujours régner.

Les menaces géopolitiques traditionnelles (lutte pour les ressources, l'influence, etc.) sont bien là, mais elles sont aujourd'hui talonnées par des « facteurs de trouble » en pleine explosion qui rompent les équilibres et créent l'illusion de « victoires impunies ». Ces facteurs prennent la forme de groupes armés privés, d'extrémisme religieux, de révolutions de couleur, de moyens de lutte armée – nouveaux ou renoués – et de nouvelles sphères de confrontation (le cyber-espace, l'Arctique qui n'a pas encore été partagée en zones d'influence). Ce sont aussi de nouvelles visions de la guerre, la limite qui s'estompe entre la guerre et la paix, les guerres réelles et virtuelles, « hybrides », combinées ou à dispersion, la fuite en avant en alternant la puissance dure et la puissance douce (à propos, est-ce la cyber-guerre une manifestation de la puissance dure ou de la puissance douce ? le problème reste entier.).

Vu les risques élevés et l'inefficacité, notamment économique, des « grandes » guerres, l'on donne la préférence aux « petites » – au guerres par procuration, pour les mettre à la base de certains schémas de confrontation et dissuasion souple, notamment dans le cadre de la soi-disant « stratégie de l'anaconda » étouffante. Il faut y ajouter les problèmes

démographiques, l'immigration, l'appauvrissement, les écarts qui se creusent, le nationalisme militant et l'anarchie informationnelle.

Les risques de l'escalade des tensions et conflits tous azimuts sont aggravés par la mondialisation qui augmente l'inter-dépendance et la vulnérabilité réciproque. Une conclusion s'impose : à l'heure de la mondialisation la politique (et l'économie) d'isolationnisme et d'attentisme n'est pas la bonne, surtout pour la Russie qui se situe sur la ligne principale de clivage de civilisation Nord-Sud.

Cependant l'autre modèle de comportement, à savoir le désir de se faire remarquer, de « participer » n'importe comment à une pléthore d'affaires mondiales, voire des conflits, est tout à fait erroné. Cela ne mène à rien et implique des pertes économiques, politiques et militaires, surtout pour notre pays dans sa condition actuelle. Cette politique a pesé trop lourd à un moment donné même sur les États-Unis qui sont aujourd'hui en quête de nouvelles conditions de partenariat dans diverses régions du monde et du vieux-nouvel ennemi commun qui est la Russie.

Nous ne le répéterons pas assez : le monde contemporain est chargé de menaces comme il n'a jamais été depuis, peut-être, le milieu des années 1960, et il cherche à se consoler et à se détendre dans la confrontation musclée. Et la Russie, la cible de la politique de dissuasion, voire de rejet, est la plus exposée.

DIMENSION RUSSE

Dans ce contexte, la Russie se montrerait irresponsable si elle n'appliquait pas une politique ciblée de renforcement et perfectionnement de la défense nationale pour bien organiser ses activités militaires. Le langage de la force et de la pression musclée étant très à la mode dans le monde, les paroles de Vladimir Poutine sur la « loi de la

taïga » et la volonté de la protéger sonnent fort, mais cela n'a rien de l'aplomb, de la menace pour la communauté mondiale. La Russie appliquera sa politique extérieure et militaire de manière claire et nette, prudente aussi, pour assurer sa sécurité nationale. Sans oublier la sécurité et stabilité régionales et mondiales pour préserver l'équilibre géopolitique fragilisé. Elle prendra les devants pour contrecarrer les forces qui cherchent à rompre cet équilibre sans trop penser aux conséquences, sous l'impulsion d'intérêts momentanés.

La sécurité nationale et internationale est unique et indivisible, complexe, diversifiée et asymétrique ; il est crucial de le réaliser pour édifier un système de sécurité efficace. Ses éléments sont interchangeable et complémentaires, ils se croisent et se défient, notamment en se disputant les ressources et l'attention de la part de l'État et de la société. Cependant la sécurité militaire n'est aujourd'hui qu'un des éléments parmi tant d'autres, quoique le plus important. La faiblesse de l'un des éléments peut être équilibrée à un certain degré par d'autres, par exemple, les forces conventionnelles peuvent être renforcées par celles non-conventionnelles. Et les menaces non-militaires peuvent être parées (ou amplifiées) par des ripostes musclées, le renforcement de la défense – et vice versa.

C'est l'essence même de la « dissuasion asymétrique » qui joue aujourd'hui un rôle de premier plan pour garantir la sécurité nationale et militaire de la Russie, deux éléments indissociables. Au cours de la « ligne directe » avec la population, en avril dernier, Vladimir Poutine a nettement formulé la position de la Russie : nous n'avons aucune envie de faire la guerre, mais nous nous devons d'être assez forts pour dissuader les adversaires éventuels de nous attaquer ou de faire pression sur nous (ou bien de devenir ou continuer d'être nos adversaires). Dans cette

optique, nous allons poursuivre de renforcer notre sécurité, et non seulement militaire.

Comment faire pour que les défis ne dégèrent pas en menaces et dangers, comment les stopper pour éviter des frais importants à l'avenir lorsqu'il faudra les relever ? Premièrement, on l'a déjà dit, la Russie ne peut faire autrement qu'appliquer la politique de contre-dissuasion, notamment musclée, en augmentant sa puissance militaire. Deuxièmement, dans le contexte actuel, confrontée à de nombreuses limites intérieures et extérieures, elle ne peut agir que d'une manière asymétrique. Troisièmement, il faut rechercher des moyens de redistribuer efficacement les fonctions de garantie de la sécurité nationale et militaire entre la force militaire et les autres éléments de la puissance de l'État, ainsi que des réponses non triviales aux problèmes posés en arrondissant les angles géopolitiques et militaro-techniques.

L'on pense que la force armée est le fer de lance de la géopolitique. Mais aujourd'hui elle sert souvent de moyen auxiliaire, voire de diversion, d'instrument pour creuser, ameubler et préparer le terrain, le travail principal étant accompli par d'autres. C'est l'occasion de réfléchir à la corrélation entre divers éléments de cette puissance cumulée, à leur utilisation et aux dépenses qu'ils impliquent, notamment « virtuelles », telles que le facteur d'information, psychologique et de civilisation. Voilà pourquoi la stabilité humanitaire et de civilisation, aussi que la suffisance (et non l'isolationnisme) ont tant d'importance dans les guerres hybrides modernes.

GUERRES HYBRIDES À L'ORDRE DU JOUR

Vu les hauts risques et les conséquences imprévisibles de la guerre moderne, son but n'est pas de détruire l'ennemi, mais de le recoder, dénaturer en vue d'incorporer dans son

système en tant qu' « élément utile de l'ensemble », sans qu'il soit capable d'actions incontrôlées et « troublantes ». Dans cette optique, la guerre hybride est la meilleure : « ni guerre, ni paix », estomper la limite entre elles, édulcorer la notion de menace et faire perdre le sens du danger. Voilà pourquoi dans la plupart des cas la préférence va aux conflits de moindre intensité dont l'enjeu se résume à priver l'ennemi des moyens de se repérer dans l'espace géopolitique et le temps, à miner ses forces et à atrophier sa motivation de résister.

Ainsi, l'hybridité, ce n'est pas le mélange de divers moyens d'action, des puissances « dure » et « douce », mais une sorte de synergie, une nouvelle qualité d'action cumulée et coordonnée aux risques amoindris et contrôlés. Tout cela est géré au moyen de système de tests et mesures pour ne pas aller trop loin au risque de provoquer une réaction « exagérée », surtout de la part d'un ennemi possédant des missiles nucléaires. Le critère d'efficacité dans une guerre hybride, c'est le prix à payer. Cette guerre ne s'achève pas sur un « drapeau hissé au-dessus de Bagdad » ou une revue à bord d'un porte-avions, mais a des conséquences autrement plus graves.

Il faut tenir compte de tout cela en concevant une panoplie de mesures pour neutraliser, désamorcer, reformater les menaces et défis à la sécurité nationale de la Russie. Et cela à moindres frais – politiques, économiques et militaires – et en respectant toutes les « consignes de sécurité ». *Cette politique se doit d'être asymétrique*, sans ripostes proportionnées et pas toujours efficaces, en prenant en considération les problèmes en place et à venir et leurs solutions possibles.

Il s'agit tout d'abord de l'usage indirect de la force militaire à titre de moyen de dissuasion : une confrontation passive vaut plusieurs batailles. La situation actuelle étant très explosive, tout doit être bien calculé pour « ne

pas franchir les six mètres nous séparant de l'avion de reconnaissance otanien ». *La Russie a besoin d'une armée puissante pour ne pas faire la guerre.*

Il faut mettre en valeur toutes les potentialités des interactions entre partenaires et au sein des coalitions, de la coopération technico-militaire et dans le secteur militaro-industriel. À propos, le partenariat peut être « hybride », lui aussi : l'essentiel, c'est la souplesse et pas l'existence de structures strictement formalisées ou d'engagements et intérêts « éternels ». Cela n'infirme pas les prévisions stratégiques, mais le monde actuel est en changement perpétuel, au moins au niveau des informations. Les premières lignes deviennent l'arrière en un clin d'œil, d'autant que les puissances de premier rang, dont les États-Unis, substituent à la stratégie politique et militaire un kit de tactiques pour en faire l'otage des campagnes électorales nationales.

Il faut être conscients et « reconnaître au toucher » les limites naturelles qui se prêtent à la défense, le périmètre de sécurité, la zone des intérêts vitaux et appliquer une politique sélective sans se laisser entraîner dans des jeux où il est impossible de gagner. Il faut aussi savoir utiliser les particularités du terrain géopolitique, le système des freins et des contrepoids installé par les structures de sécurité régionale et mondiale. Si le cœur de notre sécurité et nos intérêts nationaux sont bien à l'abri, il est admissible de laisser nos amis-adversaires faire des « erreurs évitables » pour s'enliser dans un nouveau conflit et se discréditer. Il est probable que la Chine se montre alors plus active et ne considère plus la Russie en tant qu' « éclairer » ou les premières lignes.

Il faut se familiariser avec les procédés les plus divers, voire exotiques : slalom entre dangers, contre-feu, promesses bidon, attentisme au-dessus de la mêlée, etc. Une petite information à l'intention des adeptes du néomalthusianisme

qui rêvent de réduire d'un cran la population de la Terre « par le fer et par le feu » : après l'installation en Amazonie d'antennes paraboliques, le taux de natalité chez les populations locales a diminué des deux tiers. Les règles du Grand jeu semblent éternelles et immuables, mais elles peuvent être amendées par l'époque, les circonstances et les « parties concernées » qui les adaptent à leurs objectifs du moment – ou à long terme.

FACTEUR DE DISSUASION

Les forces stratégiques et les missiles nucléaires gagnent aujourd'hui en importance en tant qu'une sorte de contrat d'assurance. Il en est de même pour leur maniement délicat. Ce n'est plus une « cerise sur le gâteau » du prestige d'une super-puissance ni la « Tsarine des canons » installée au Kremlin qui, on l'espère, ne tirera jamais un seul coup. Hélas, la dissuasion nucléaire est de retour pour peser de tout son poids dans la balance des forces et intentions au lieu de demeurer l'objet de négociations. Encore récemment, cette conclusion « peu pacifique » aurait semblée inappropriée, mais pas maintenant. Or, ceux qui pensent que la Russie doit être clairvoyante politiquement et économe dans le domaine d'armes stratégiques, ont parfaitement raison. Il importe d'évaluer avec précision ce qui est vraiment indispensable à une dissuasion stratégique fiable et de garantir la stabilité des forces nucléaires pour un avenir prévisible. Et ce compte tenu des efforts éventuels des autres membres du club nucléaire, à commencer par les États-Unis, ainsi que des potentialités et projets de rompre l'équilibre stratégique en place avant de faire écrouler le système de sécurité dans son ensemble.

La situation en place fait douter de l'impossibilité de la guerre nucléaire sous toutes ses formes. Or cette

impossibilité aurait été définitivement prouvée il y a trente ans, lorsque la dissuasion nucléaire a été mise, d'un commun effort, entre parenthèses et ne représentait plus de menace réelle pour la sécurité. L'arme nucléaire étant considérée comme un moyen à cent pour cent fiable de dissuasion et de châtement, on s'est concentré sur des mesures efficaces d'interaction, de contrôle et de confiance.

À la différence des premières années d'après-guerre froide, l'époque actuelle recherche désespérément des spécialistes en armes nucléaires (et non des « charmeurs de serpents »), et pas pour des colloques. Leur mission consiste à donner une réponse bien nette à la question de savoir si la guerre nucléaire est possible dans le nouveau contexte politique, militaire et technique ou si elle est toujours inconcevable du point de vue du préjudice réciproque inadmissible, de la réaction en chaîne des conséquences négatives, de la survie de l'humanité et, en fin du compte, de la morale telle qu'elle est comprise aujourd'hui ? Ou bien il existe des prémices d'une guerre nucléaire « civilisée », d'un échange nucléaire « correct ». La réponse à cette question est cruciale à la lumière du perfectionnement des forces stratégiques nucléaires, alors que la « triade » stratégique devient « pentade » et des armes de précision et électroniques font leur apparition.

Ajoutez-y une recherche active de moyens de frappes désarmantes et impunes, de rupture définitive de l'équilibre stratégique. La révocation (ou la tentative de révoquer) d'une série d'importants accords stabilisants en matière de missiles nucléaires et les appels à aborder la réduction ultérieure de ces arsenaux sans garantie aucune s'inscrivent dans le même fil.

Il ne faut pas être grand sorcier pour percer à jour les visées des ennemis de la Russie : l'entraîner dans un nouveau round de réduction des arsenaux nucléaires,

notamment tactiques, prendre ses forces terrestres, maritimes et aérospatiales dans les filets du système *ABM* (s'il est inopérant aujourd'hui, il commencera à fonctionner demain ou après-demain, à ce qu'on raconte) sans oublier les attaques électroniques (« aveugler et déconnecter »). Une fois la Russie privée de son « dard nucléaire », arraché ou émoussé, on lui parlera un autre langage. Son existence même sur la carte du monde, soit-ce à titre de puissance régionale, serait alors mise en cause, ce qui, à propos, aurait été l'échec complet de la géopolitique mondiale.

Ni les Américains, ni les Chinois ne sauraient « reboucher » ce trou noir. Que ceux qui dessinent aujourd'hui avec enthousiasme des « patchworks » de l'« après-Russie », se le tiennent pour dit. Les analystes russes, eux, devraient se garder de l'erreur-type des temps passés, à savoir de démarquer la sécurité nucléaire du reste des problèmes de la sécurité nationale et internationale sans prendre en considération l'interaction asymétrique des plus étroites entre les missiles nucléaires et les forces de dissuasion conventionnelles, les menaces militaires et ordinaires.

Pour bien évaluer l'état actuel et les perspectives de la sécurité nationale, la Russie a besoin d'une analyse exacte des menaces en place et en puissance (« la rose des menaces ») tous azimuts, avec mention de leur origine géographique, de leur ampleur et de leur dynamisme, ce qui est particulièrement important. Nous avons affaire à un système intégré : en tirant sur un coin, on risque de déformer toute la « couverture » des partenariats, opportunités, menaces et défis. D'aucuns pensent que la Chine représente un danger pour la Russie, vu son étendue et son désir de faire des Russes des partenaires plus dociles, sinon subjugués, surtout dans le contexte actuel. Mais la Chine a besoin de la Russie en tant que partenaire de tout repos dans l'arène internationale pour édifier un monde multipolaire de l'avenir dont la Russie deviendrait

l'un des piliers. C'est très important pour la sécurité de la Russie qui a donc une chance de conférer au partenariat stratégique avec la Chine un caractère de coopération privilégiée entre égaux.

VECTEUR OCCIDENTAL POUR LA RUSSIE

D'autre part, détrompons-nous : la Russie et l'Occident/OTAN ont eu maille à partir tout au long de la période soviétique, l'exception faite pour une euphorie éphémère du début des années 1990. Or, aujourd'hui leurs relations sont marquées par une dynamique négative à faire peur, ce qui ne peut pas ne pas provoquer de réaction adéquate de la part de la Russie. Ce n'est pas elle qui est à l'origine de cette dégradation qu'elle n'a pas appelée de tous ses vœux. Il y a tout lieu de croire que les relations russo-occidentales ont tendance à être sous-estimées par les joueurs politiques mondiaux — non seulement en tant que stabilisateur du système de sécurité internationale (et pas que dans le domaine des missiles nucléaires), mais aussi comme facteur qui fait monter les tensions déjà aiguës, tensions auxquelles on cherche, pour des raisons obscures, à habituer l'humanité. Certes, il ne faut pas oublier qu'on n'est plus à l'époque d'une confrontation bipolaire et que le monde devient de plus en plus complexe, diversifié et polydépendant.

L'Occident n'est pas une notion géographique ; l'on dit même (en oubliant les pays de BRICS) qu'à l'époque de la mondialisation il est « partout » en ce qui concerne la possibilité d'exercer une influence – positive ou négative. Cet « Occident omniprésent » n'est pas à négliger lors de la conception de la politique de défense russe (il faut apprendre à se servir de ses problèmes et contradictions) pour définir sa part et calculer les dépenses éventuelles. Par exemple, est-ce que le Japon en tant qu'élément du

« monde occidental » a la possibilité d'appliquer une politique strictement « indépendante » vis-à-vis de la Russie ? et est-ce bien ou mal pour la Russie ?

Le « facteur occidental » a un grand ascendant sur les relations au sein des associations sécuritaires régionales. Par exemple, il est inadmissible de ne pas le prendre en ligne de compte en considérant la « vague islamiste radicale » qui déferle du Sud vers la Russie et l'espace postsoviétique en menaçant, entre autres, les alliés de la Russie au sein de l'OTSC (Organisation du Traité de sécurité collective). Il ne faut pas sous-estimer l'influence occidentale sur la situation à l'intérieur de la Russie, le risque de déstabilisation dans les provinces (l'annexion de la Crimée ne sera jamais « pardonnée » à Moscou), de troubles ethniques ou religieux. Il est à noter que la destabilisation la plus variée peut être recouverte de plusieurs couches protectrices qui ait chacune sa propre motivation, alors qu'il est très difficile d'identifier l'instigateur et le bénéficiaire principal et de le prendre la main dans le sac.

On se rappelle les paroles émotives qui ont échappé à Vladimir Poutine après le drame de Beslan : « le camarade Loup fait son menu lui-même et n'écoute personne ». La lutte commune de la Russie et l'Occident contre le terrorisme et l'extrémisme subit plusieurs contraintes : nous ne ciblons pas les mêmes terroristes et percevons différemment les menaces qu'ils représentent pour la sécurité nationale et internationale. Il y a des raisons d'affirmer que le fameux groupe État islamique serait un produit de la politique étasunienne, une sorte de « muselière » que Washington cherche à mettre à tous les acteurs (à chacun différemment) sur l'échiquier géopolitique moyen-oriental.

Pour réduire l'impact éventuel des manifestations destructrices et déstabilisantes à l'intérieur du pays,

la Russie doit agir d'urgence pour se doter d'une idéologie nationale efficace, d'une police et de forces coercitives plus performantes et privilégier la justice (non seulement sociale) pour se mettre à l'écoute du « peuple ». Nous estimons qu'il faut faire preuve d'un maximum de prudence en mettant en œuvre le concept des « forces territoriales d'autodéfense », très en vogue aujourd'hui, pour ne pas écorner les droits et prérogatives des autorités fédérales dans l'exercice des fonctions coercitives.

La plus grosse erreur systémique commise par les politiciens et politologues occidentaux et certains analystes russes (si seulement ils ne le font pas exprès) consiste à voir l'origine des démêlés entre la Russie et l'Occident dans la politique ukrainienne de la Russie ou, à la rigueur, sa façon inappropriée de « se remettre debout ». Mais l'Ukraine n'est qu'un prétexte, on en aurait trouvé d'autres. Malheureusement, à la fin de la guerre froide et au début de l'époque postsoviétique la Russie s'est positionnée en partenaire de second ordre de l'Occident. Et ensuite le déguisement que l'Occident lui a soigneusement préparé pour s'en servir dans un but précis est devenu trop étriqué. Il ne s'agit pas d'« ingratitude » de la part de la Russie, mais du grandissement géopolitique naturel, comme dans n'importe quelle famille.

Revenue sur le devant de la scène géopolitique mondiale après s'être affranchie du syndrome postsoviétique, la Russie devient non seulement plus indépendante dans le choix de son comportement et la protection de ses intérêts, mais aussi moins facile en tant que partenaire – la notion de partenariat n'étant pas évoluée avec le temps. La Russie n'est ni « bonne » ni « mauvaise », elle est tout simplement « grande » sous tous les rapports, en tant que partenaire ou adversaire. Rappelez-vous les paroles de Peter Ustinov, un « ami fidèle » de l'URSS, qui disait : regardez bien la carte,

comment peut-on vous aimer si vous occupez tant de place. Plus tôt les Occidentaux secouent les clichés sur les Russes, mieux ce sera pour la sécurité commune.

Cette nouvelle « adaptation » risque de s'avérer douloureuse et compliquée, il ne faut pas qu'elle mue en hostilité permanente. Pour l'heure, pendant la période de transition, la Russie est tenue d'agir pour garantir sa sécurité, notamment par la force. « On fait plus pour ceux qu'on craint que pour ceux qu'on aime », disait Antoine de Rivarol. Ou, pour reprendre les paroles de Vladimir Poutine au forum de Sotchi-Valdaï, « c'est lorsqu'on est craint qu'on est estimé ».

Il faut souligner que ce qui a été dit plus haut s'applique à n'importe quelle Russie – conservatrice ou libérale, c'est pourquoi même si le Kremlin change de maître, la politique extérieure, de défense ou intérieure ne sera pas changée de fond en comble. Après des années de tâtonnements et d'essayage de divers modèles de développement et de comportement, la Russie a opté pour une ligne assez ferme qui ne connaîtra désormais que des corrections tactiques, « verbales », plutôt que stratégiques. Aujourd'hui comme toujours, les lois géopolitiques définissent la nature des relations internationales autant que les accords ou divergences idéologiques.

Ce n'est pas pour des raisons de propagande que l'Europe suscite des préoccupations soutenues de la Russie en matière sécuritaire, surtout à la lumière de la crise ukrainienne et du jeu des muscles de l'OTAN à proximité des frontières russes, notamment dans l'espace postsoviétique – et qui d'ailleurs n'a rien d'un jeu. On a quelque peu oublié que l'Europe civilisée étaient devenue à deux reprises le foyer d'une guerre mondiale au siècle dernier. Certes, un choc frontal entre la Russie et l'Occident sous forme d'une guerre de grande envergure est inconcevable, car ils ont bien des missiles nucléaires.

Tout comme à l'époque soviétique, l'Occident « invitera » la Russie à rivaliser sur des plateaux périphériques, moins dangereux, mais ruineux. Mais où est donc cette périphérie géostratégique dans le contexte de la mondialisation ? À l'heure actuelle, l'une des parties en lice fait tout son possible pour rompre l'équilibre militaire et géopolitique, briser le système de contrepoids (non seulement musclés), notamment dans des sphères très sensibles pour la Russie pour la provoquer. Vladimir Poutine a raison : il existe une chaîne indéliable « options-intentions-menaces » aux éléments interchangeables.

Ce « glissement » vers la grande guerre via une série de conflits moins importants pourrait être déclenché par n'importe quel incident qui survienne, par exemple, dans le cadre de la crise ukrainienne actuelle. Cynisme n'est pas vice : sans le soutien occidental, l'Ukraine risque de devenir un champ de bataille de la guérilla, un foyer anarchiste en pleine Europe, un repaire de criminels pire que le Kosovo. Dans tous les cas de figure, cela représentera un problème gravissime pour la Russie, notamment pour sa défense. Mais si Kiev bénéficie d'un soutien appuyé – politique, économique et militaire – des Occidentaux, la situation risque de changer radicalement. Ce soutien se manifesterait par les livraisons massives d'armes (qui passeraient par plusieurs mains), complétées, comme toujours et partout, d'envois de conseillers et formateurs militaires, par une plus grande implication et l'escalade du conflit. Sans parler du revanchisme encouragé des activistes locaux qu'on dresse contre la Russie.

La catastrophe aurait pu être déclenchée par le rattachement de la Crimée, c'est aujourd'hui une évidence. L'envergure du conflit et le degré d'implication des forces les plus diverses, ainsi que d'armes les plus sophistiquées aurait dépassé toutes les limites. Seule la résolution de la

Russie et de la population criméenne qui ont contrecarré la déstabilisation et défendu leurs intérêts, nous en a préservés. Il se peut également que certaines « forces et personnalités responsables » de l'autre côté de la barricade, notamment en Ukraine même, aient su prévoir la suite des événements et préféré ne pas prendre de risques. Les fuites concernant les projets d'évincer les forces militaires russes de la Crimée pour y substituer des forces d'un autre genre ne sont pas fortuites. Par exemple, les informations publiées « par inadvertance » sur les calculs faits par le Pentagone pour évaluer les dépenses éventuelles dans l'adaptation des infrastructures de la Crimée à ses besoins.

Une chose est claire : à défaut de donner une nouvelle dimension à la coopération entre la Russie et l'Occident dans le dossier ukrainien (un « redémarrage » véritable y serait le bienvenu), ce problème ne sera jamais résolu, quelle que soit la « feuille de route » adoptée. Les formules ne changent pas grand-chose s'il n'y a pas de volonté de communiquer et de comprendre les intérêts et craintes réciproques, de s'entendre sans brandir le conflit ukrainien comme une arme. Naturellement, en prenant acte des changements (probablement irréversibles) survenus ces derniers temps dans l'espace politique et géopolitique ukrainien que tout le monde finira par reconnaître. On finira aussi par réaliser que le « projet ukrainien » sous sa forme actuel s'est montré inefficace et qu'il doit être remis sur le métier pour devenir plus adapté à la solution des problèmes afin de garantir réellement la sécurité et la stabilité.

PERSPECTIVE

L'on dit que l'Occident n'a pas de stratégie bien nette concernant la Russie, sa place et son rôle dans l'ordre mondial à venir ou de vision réaliste des contours de cet

ordre mondial, alors que les relations actuelles entre la Russie et l'Occident en dépendent dans une large mesure. On peut arriver à la conclusion que l'Occident a aujourd'hui besoin de la Russie en tant qu'adversaire et non partenaire. Une « croisade » contre la Russie permettrait de cimenter l'Occident en prévision d'un nouveau round de la lutte pour le leadership mondial. Zbigniew Brzezinski en vient même à affirmer que la Russie qui hériterait de l'URSS le titre d'adversaire digne des États-Unis manque cruellement à ces derniers qui ont « perdu leur flair ».

Or, il existe un autre point de vue : le conflit avec la Russie est contreproductif, et non seulement en ce qui concerne la sécurité militaire internationale. Il aggrave la crise planétaire l'acculant dans une impasse économique et géopolitique, se révèle « trop cher » et « éreintant ». Hélas, l'Occident n'a pas « réalisé » en août 2008 la ferme volonté de la Russie de défendre énergiquement et avec conviction ses intérêts pour protéger sa chasse gardée – la « zone de taïga ». La crise en Ukraine a été en quelque sorte un moment de vérité : l'Occident a pu se convaincre qu'il existe une « ligne rouge » à ne pas dépasser au-delà de laquelle la Russie ne se laissera pas faire ni n'hésitera devant aucun moyen ou argument.

Comment l'Occident va-t-il procéder dans ces conditions : revisiter sa position vis-à-vis de la Russie ou opter pour une autre stratégie, à savoir doubler la mise et augmenter les risques ? Ou bien il cherchera à resserrer « l'anneau de l'anaconda » pour étouffer la Russie, la priver de la marge de manœuvre géopolitique, freiner son développement, surtout celui des hautes technologies et des techniques militaires, torpiller la réintégration en cours dans l'espace postsoviétique. L'efficacité des sanctions antirusses est discutable. Prenons en exemple une seule des conséquences de cette politique que nous trouvons sans lendemain, même si elle apporte des

bénéfices immédiats. Sous le coup des sanctions, la coopération positive dans l'arène internationale cède la place à une confrontation militaire difficilement contrôlée. La « perte du partenaire » est inévitable, et dans n'importe quel jeu cela signifie l'impossibilité d'interaction en vue d'influencer ses coups à venir.

Ainsi, il existe deux scénarios principaux de l'évolution des rapports entre la Russie et l'Occident, la sphère sécuritaire y comprise. Les Occidentaux – en multipliant des réserves pour sauver la face – acceptent du bout des lèvres la position et les intérêts russes, le vecteur de développement de la Russie et ses prétentions à une place digne d'elle en tant que pôle indépendant (et indispensable à l'Occident en tant que tel) de puissance mondiale, reconnaissant ses intérêts comme « naturels » et acceptables pour tous les protagonistes de la géopolitique mondiale. Ceci fait, ils édifient de manière adéquate leurs rapports avec la Russie en renonçant à la pression et au chantage, mais sans s'attendre à des concessions de la part des Russes, concernant, par exemple, la Crimée ou l'Est de l'Ukraine.

Soyons francs : la coopération entre l'Occident et la Russie dans le domaine des hautes technologies et technologies à double usage sera toujours sérieusement traumatisée et limitée : les spécialistes du complexe militaro-industriel russe disent qu'Obama a pris la place de la CoCom. Au fait, l'introduction des sanctions antirusse (et le choix du prétexte pour ce faire) avait pour objectif principal, entre autres, de paralyser les industries russes de haute technologie et la coopération internationale dans ce domaine. Même si les rapports entre la Russie et l'Occident reviennent à la normale dans leur ensemble, la sphère des hautes technologies et des techniques à double usage restera en dehors. Par conséquent, la Russie devra utiliser ses propres ressources et édifier des partenariats

durables alternatifs, à commencer par la coopération au sein de BRICS.

Du train où vont les choses, le scénario totalement opposé a le droit d'exister. Il est même probable qu'il s'impose pour un avenir envisageable. L'Occident juge la Russie – Russie « poutinienne » et la Russie en générale – inadaptée et indigne du partenariat (« dans sa peau mourra le renard »). Il continue ainsi de déployer des efforts pour l'affaiblir, l'humilier, voire la désintégrer en vue de lui « imposer la paix » assortie de ses conditions. La crise ukrainienne sera utilisée à plein en tant qu'instrument de pression sur la Russie, et ce sera grave et durable. Il est sans importance pour Washington si l'Ukraine tombe sous la coupe des nationalistes radicaux : l'essentiel est qu'elle soit russophobe.

Cette politique aura des « effets secondaires » indésirables, en poussant, par exemple, la Russie dans les bras de la Chine. Au fait, les Occidentaux édifient de leurs propres mains une structure occupant le centre et l'est de l'Eurasie et qui dominera le reste du paysage géopolitique. Hélas, l'« instinct de chasse » du gagnant de la guerre froide (à défaut de victoires remportées aujourd'hui), son désir de « faire une crasse » à la Russie le prive totalement de bon sens. Il est tout à fait évident que le scénario en question sera mutuellement inacceptable. Dans le meilleur des cas, il se bornera à la joie méchante de quelqu'un qui se réjouit du malheur des autres. Mais l'idée maîtresse régissant les relations internationales risque de redevenir « j'irai cracher sur vos tombes ».

Les Occidentaux pourraient également recourir à la politique du bâton et de la carotte. Par exemple, ils affirment aujourd'hui qu'ils n'ont « aucune intention » de porter préjudice à la Russie en poursuivant l'élargissement vers l'Est et en dynamisant les partenariats avec d'anciennes républiques soviétiques. Angela Merkel,

Donald Tusk et Jean-Claude Juncker l'ont répété lors du sommet du Partenariat oriental en mai 2015 à Riga. Premièrement, ces assertions suscitent des doutes de taille à la lumière des événements en cours en Ukraine et des sanctions occidentales. Deuxièmement, les promesses déjà données de ne pas élargir l'OTAN vers l'Est et de nombreux autres événements survenus plus tard montrent que les Occidentaux sont effectivement maîtres de leur parole : ils décident eux-mêmes s'ils vont la tenir ou pas. Troisièmement, les lois fondamentales de la géopolitique et de la « proximité » sont toujours en vigueur malgré les processus objectifs de la mondialisation et la soi-disant « annihilation de l'espace ». L'« élargissement » géographique s'accompagne de la redistribution des zones d'influence, partenariats et rivalités, ce qui risque de causer « automatiquement » un préjudice à la Russie.

Certes, persuader l'Occident d'arrêter son extension vers l'Est n'est pas une mince tâche. Quoique cet élargissement ne réponde pas pleinement à ses intérêts objectifs. D'autant que l'expansion n'exprime plus dans le monde contemporain l'« instinct essentiel » du comportement politique et économique avec la même précision qu'auparavant. Et l'Occident s'occupe aujourd'hui de la même chose dont il accuse énergiquement la Russie. L'élargissement l'amène souvent dans les régions géopolitiques qui lui réservent non seulement des avantages, mais aussi et surtout de nombreux problèmes.

Ainsi, les Occidentaux détruisent-ils de plein gré des amortisseurs géopolitiques, supprimant des marges et espaces libres dans les rapports non seulement avec la Russie, mais aussi avec le Grand Moyen-Orient. Pire : l'élargissement, surtout en temps de crise mondiale qui s'éternise, implique de nouvelles dépenses (le partenariat a toujours coûté cher), une montée des tensions, une plus grande précarité et hétérogénéité, la désorganisation. Même

la quête ou la création artificielle d'une image de l'« ennemi commun » ne pourra y remédier : ce moyen ne permettra de consolider l'Occident que pour un bref laps de temps. Et cette approche ne pourra pas servir de point de départ pour surmonter la crise et tracer les contours d'un nouvel ordre mondial.

ORDRE DU JOUR POUR LA RUSSIE

Quelle est la « faute » de la Russie dans cette offensive contre l'espace postsoviétique et les tentatives pour l'en évincer qui ne sont pas entreprises que par les Occidentaux ? Pour être franc, les rythmes des transformations en cours en Russie laissent à désirer, et la faute n'en peut être rejetée uniquement sur les « menées » ennemies ou les séquelles de la crise mondiale. Il faut un effort de modernisation, impossible dans le cadre actuel de mollesse, d'engourdissement et de volubilité sans une certaine « mobilisation ». Du reste, l'image virtuelle acquiert souvent plus d'importance que celle réelle, et cette illusion d'optique est utilisée aujourd'hui plus que jamais pour se donner de l'importance ou pour discréditer ses adversaires.

On a à marcher sur des œufs en évaluant le rapport entre le développement de la Russie et l'intensification de ses activités extérieures lorsque les objectifs et missions, ressources, limites extérieures et intérieures ne sont pas en accord, une opposition éventuelle n'est pas prise en compte, et d'autant plus en contractant des engagements dispendieux en dehors de la « zone des intérêts vitaux » de la Russie. Cela concerne des projets de contremondialisation et les partenariats établis en vue de promouvoir l'idée d'un ordre mondial alternatif. Pour les concrétiser, il faut un fondement idéologique, financier, économique et géopolitique, il ne suffit pas de « rejeter »

en commun l'Occident avec ses valeurs, se bornant à exprimer son américanophilie et son mécontentement de son rôle dans le monde.

Une question s'impose : pourquoi la Russie réagit-elle aussi durement aux atteintes à ses intérêts et sa sécurité en ce moment précis ? Est-ce seulement parce qu'elle n'a pas été auparavant assez forte pour faire entendre sa voix sonore et que l'Occident remplissait de fait le vide géopolitique qui s'est formé après la dislocation de l'URSS et du camp socialiste européen ? Nous avons déjà maintes fois souligné que l'état actuel des rapports russo-occidentaux ne résulte pas du choix de la Russie et que la Russie ne faisait que réagir par nécessité (certains critiques disent : un peu trop tard) à ce qui se passe de plus en plus près de ses frontières, dans son ventre mou, à savoir dans l'espace postsoviétique – sa chasse gardée. Cependant la dureté de sa réaction est dans une grande mesure déterminée géographiquement et historiquement.

Avec la fin de la guerre froide, les années 1990 ont généré une illusion de possibilité du partenariat géopolitique, voire de l'alliance entre la Russie et l'Occident. La première vague de l'élargissement de l'OTAN vers l'Est ne paraissait pas franchement inamicale à la Russie. Jusqu'à ces derniers temps, les analystes et politiciens russes discutaient âprement de la question de savoir si le rapprochement de l'Alliance des frontières russes représentait ou non une menace pour la sécurité nationale. Le problème n'est pas donc dans la docilité de la « diplomatie à la ministre Kozyrev » de l'époque, dont on se souvient fréquemment, mais a des causes plus générales et objectives. On gardait l'espoir que l'OTAN finirait par « s'arrêter quelque part » sans franchir les limites de l'espace postsoviétique pour encercler la Russie.

Pour ce qui est de la situation en place, elle est absolument inacceptable pour la Russie qui a toutes les raisons de la considérer comme la création d'une tête

de pont pour exercer sur elle une pression « hybride » et à d'autres fins encore. C'est dans cette optique qu'est envisagée l'entrée éventuelle dans l'OTAN (voire dans l'UE) de l'Ukraine, de la Géorgie ou d'une autre ancienne république soviétique qui applique une politique extérieure et sécuritaire « complètement indépendante » et de ce fait prend ses décisions sans tenir compte de la position russe. Les voisins ne sont pas forcément des amis fidèles ou des ennemis jurés, mais ils se doivent de prendre en considération les intérêts et craintes réciproques, surtout dans une situation internationale aussi compliquée qu'aujourd'hui.

Certes, l'élargissement de l'OTAN ne peut être mis sur le même plan avec celui de l'UE, mais dans le même temps, ce sont pour beaucoup des vases communicants, la participation à l'une des associations implique certains engagements, parfois tacites, vis-à-vis de l'autre. D'autant plus que l'UE est une union non seulement économique, mais aussi politique qui « se passionne » dernièrement pour un rôle politico-militaire ou militaire tout court, surtout dans le cadre de la crise ukrainienne.

Il n'y a pas lieu de s'attendre à des lésions importantes, voire à une scission occidentale à propos des relations avec la Russie et la crise en Ukraine. Ces lignes de clivage apparaissent, naturellement, mais pour d'autres raisons. Il est pourtant tout à fait clair que divers pays occidentaux poursuivent des intérêts différents et ne courent pas les mêmes risques (en sus de la menace d'une « grande » guerre) relatifs à la « politique orientale ».

L'Europe fait bande à part. Elle est très hétérogène, mais elle a des intérêts communs bien à elle vis-à-vis de la Russie, intérêts qui diffèrent de ceux de Washington qui est son premier partenaire occidental. L'« écharde » de la crise ukrainienne ne fait pas le jeu de la nouvelle Europe qui se spécialise en provocations – grandes et petites, privée

souvent d'autres moyens de jouer un rôle d'envergure dans le monde occidental. Un nouveau cordon sanitaire installé aujourd'hui sur la route de la Russie remet en cause les prétentions de l'Europe à une place digne dans le monde de demain, et les pommes polonaises n'ont pas grande importance. Si la tournure des événements en Europe est négative pour la Russie, il est temps d'en finir avec le « conte de la pauvre Europe » forcée par Washington de déployer des éléments militaires déstabilisants aux frontières russes, de décréter des sanctions et de provoquer la Russie. Et Moscou aura à concevoir une politique de défense sur le front européen.

La Russie est un acteur important, mais aussi responsable du système de sécurité internationale. L'édifier sans la Russie, malgré la Russie ou contre la Russie serait irréaliste et nuisible. Mais pour le cas de force majeure comme aujourd'hui (espérons que ce n'est pas pour toujours), il faut prévoir un contrat d'assurance. Si la puissance militaire de la Russie est une sorte de garantie, il faut l'accepter comme un fait. Certes, il est possible de piquer une crise à propos du retour de l'époque de la guerre froide, de se répéter « du beurre plutôt que des canons » – tout en assistant à l'écroulement de la stabilité et sécurité, de l'équilibre stratégique militaire.

Or, réflexion faite, il est possible d'en arriver à une autre conclusion. À l'étape actuelle et du train où vont les choses, tant que le monde « ne reprendra pas ses esprits », la « lutte pour la paix », les efforts pour garantir une sécurité efficace et fiable à l'échelle nationale et internationale se résument pour la Russie au renforcement et au perfectionnement de ses Forces armées. Sans oublier, naturellement, les autres éléments qui forment ensemble la puissance du pays, ainsi que les options pour une coopération positive dans l'arène internationale.

Vu la crise, les sanctions, une pression sans précédent sur la Russie et les répercussions de la stagnation à l'étape précédente, des activités militaires efficaces sont destinées à colmater le trou (qu'on aura encore à réparer) qui s'est formé sur fond de problèmes en suspens à cause de l'inefficacité de sa « puissance douce » – économie, techniques, idéologie – qui est un élément de la puissance nationale. Tant qu'un système intégré et complexe de sécurité nationale de la Russie qui lui garantisse un bon développement et une place digne dans l'ordre mondial du futur, n'est pas assis sur une base solide, les secteurs militaire et militaro-industriel assument d'autres lourdes charges encore et une très grande responsabilité de la destinée du pays.

Répetons-le : nous ne méprisons pas les options d'activités de maintien de la paix ou d'autres contacts internationaux dans le domaine de la défense. Même dans la situation actuelle qui est très grave il faut sauvegarder un maximum de contacts et participer aux programmes et projets communs tels que l'ISS, la prévention des guerres mondiales, le soutien aux actions à la mer, etc. La coopération positive doit servir d'un puissant amortisseur placé entre opinions, intentions et menaces réelles. Bien sûr, il faut penser à la formation d'un ordre du jour des intérêts communs réels, notamment à révéler des menaces pour la sécurité commune, la survie de l'humanité afin de rendre la coopération politique et militaro-politique désirable et faisable. Cet ordre du jour pourrait également inclure des questions traditionnelles concernant l'établissement des limites aux préparatifs militaires, la réduction réciproque des arsenaux. Mais que pourrait-on faire si tout cela n'existe pas, est « gelé » ou en train d'être détruit ?

Il serait contreproductif de rejeter tout sur le dos des Occidentaux en analysant les manifestations de crise dans les rapports russo-occidentaux. Les querelles ne dureraient

pas longtemps si le tort n'était que d'un côté, disait La Rochefoucauld. La Russie n'est pas aujourd'hui ignorée, diabolisée, marginalisée parce qu'elle commettrait des erreurs ou agirait dans l'arène internationale comme un éléphant dans un magasin de porcelaine. C'est qu'elle n'est pas assez forte, et la faiblesse est un plus grand tort que le manque de docilité ou de tolérance.

Intervenant lors d'une réunion, en comité élargi, de la direction du FSB (sûreté russe) en mars 2015, le président russe Vladimir Poutine a affirmé que la Russie devait être forte, mais pas seulement du point de vue militaire. C'est alors qu'elle deviendra un partenaire de premier choix et convoité, notamment dans l'édification d'un nouveau monde multipolaire et multidimensionnel. La crise mondiale ne sera pas éternelle, comme d'ailleurs la crise des relations russo-occidentales. La Russie doit être en mesure d'aborder cette nouvelle étape en se sentant d'attaque – mais pas seulement au sens militaire du terme.

Mots clés : crise systémique mondiale, guerre hybride, dissuasion asymétrique, puissance« dure » et « douce ».

Международная



ЖИЗНЬ

Russie vs Europe : et après ?

De nos jours, la sécurité européenne est au point le plus bas de la trajectoire qui décrit son parcours. Les problèmes qu'elle connaît maintenant ne datent pas d'hier, ils s'accumulaient au fil des décennies. Ce n'est donc pas la crise ukrainienne qui a déclenché un violent refroidissement du climat politique en Europe. Les contradictions, poussées à leur paroxysme par la crise ukrainienne, viennent de loin, de la fin des années 1990.

Le début de l'après-guerre froide était plein de grands espoirs de construire sur le continent un espace commun de coopération, sans lignes de séparation ni mécanismes de confrontation. En 1994, nous avons signé l'Accord de partenariat et de coopération, qui proclamait le rapprochement entre la Russie et l'UE, le renforcement et l'élargissement de l'interdépendance dans pratiquement toutes les activités, le développement du dialogue dans toutes les sphères. En 1997, nous avons conclu l'Acte fondateur sur les relations entre la Russie et l'OTAN.

En réalité nos partenaires n'étaient pas prêts à parler avec la Russie franchement et d'égal à égal, sans nous imposer leurs vues et leurs critères. Malgré que la guerre froide fût terminée, beaucoup de gens aux États-Unis et en Europe restaient accrochés à ses survivances – les orientations idéologiques vers la confrontation, l'hostilité, la méfiance. Tout en déclarant en paroles les principes d'égalité, les otanais ne se sont pas décidés à totalement



Alexeï Mechkov

*Vice-ministre des
Affaires étrangères
de la Fédération de
Russie*

osce@mid.ru

démanteler les mécanismes de dissuasion restés de l'époque de confrontation entre blocs.

Au début des années 1990, le monde se trouvait à la croisée des chemins. Il pouvait avancer vers un modèle ouvert des relations internationales, mettre en pratique les principes posés à Helsinki en 1975. Hélas, l'Occident a décidé autrement. Agissant par calcul conjoncturel, il a choisi de conserver les positions internationales acquises à l'issue de la guerre froide. Il faut croire que Washington et Bruxelles ont estimé pertinent de ne pas abandonner les mécanismes de politique extérieure mis en place depuis des décennies, mais de les réutiliser dans les nouvelles conditions, cette fois pour consolider leur domination mondiale. On est donc arrivé à ce qu'au lieu de construire un nouveau système commun de sécurité collective, il a été décidé de non seulement conserver, mais d'étendre davantage l'influence géopolitique de l'OTAN en tant que « club select fermé » qui s'attribue le privilège exclusif de régler les problèmes fondamentaux de sécurité européenne. D'ailleurs, l'Union européenne a appliqué cette même méthode à l'économie.

Cette nouvelle politique des « blocs » a décidé en fait de l'issue de tous les efforts déployés pour aménager des plate-formes européennes efficaces pour discuter et adopter les décisions sur les problèmes majeurs du continent européen. Finalement, on a relégué dans les occasions ratées des propositions importantes, notamment le projet d'Accord sur la sécurité européenne, qui devait juridiquement valoriser le principe – maintes fois confirmé au différents niveaux et dans différents formats – de sécurité indivisible, imposant que personne ne puisse renforcer sa sécurité au détriment de la sécurité d'autrui, ainsi que les différentes idées sur les mécanismes de coordination internationaux, comme par exemple l'initiative de Meseberg allemande de 2010 sur

la création d'un Comité pour la politique extérieure et la sécurité Russie – UE. La Plate-forme de sécurité coopérative – à propos, son initiative était proposé par l'Union européenne, – adoptée au sommet d'Istanbul de l'OSCE de 1999, n'a pas pu se réaliser, elle non plus.

À chaque fois qu'on en venait à discuter de choses concrètes, nous entendions nos partenaires occidentaux invoquer des contre-arguments sur de vagues préliminaires qui n'auraient pas été respectées, sur l'impossible ingérence dans leur processus intérieur de prise des décisions. Suivant la « logique du vainqueur », ils nous proposaient à chaque fois la coopération « leader – suiveur » uniquement sur les points de l'agenda occidental. Chaque discussion franche sur des problèmes importants d'aménagement européen était présentée comme une « récompense pour bonne conduite », au lieu de servir d'instrument pour parvenir à la compréhension mutuelle sur le continent.

Cette philosophie a amené une situation qui laissait à l'Europe de moins en moins de carrefours-débats pour gérer efficacement le choc des intérêts entre États, ce qui a conduit à un déficit rapidement croissant du consensus sur les enjeux économiques, humanitaires, militaires et politiques, vitaux pour le continent européen. La confiance s'en est trouvée dégradée.

La crise au Kosovo en 1999 a sonné la première alarme vraiment grave : les pays de l'OTAN y ont grossièrement violé les dispositions fondamentales du droit international, les principes de l'Acte final d'Helsinki, de l'Acte fondateur Russie – OTAN et les normes du droit humanitaire. En fait, c'était une attaque contre un pays membre de l'OSCE. Les bombardements barbares de villes et villages pacifiques d'un État européen souverain avaient duré 78 jours. L'« intervention humanitaire » de l'OTAN en Yougoslavie a porté un coup de bélier aux principes basiques des relations internationales, a gravement

ébranlé la confiance entre États, a fait revenir sur l'avant-scène les aspects militaires de la sécurité en Euro-Atlantique et au-delà de ses frontières. La crise kosovare a montré que les pays de l'OTAN privilégiaient une tactique d'intimidation et d'emploi de la force contre les insoumis. On a assisté ensuite à plusieurs vagues d'élargissement de l'OTAN qui devaient déséquilibrer encore l'architecture de la sécurité européenne.

Les choses n'allaient pas mieux non plus dans la sphère économique. Sans refuser en paroles aux autres le droit de posséder des zones d'influence, l'Union européenne continuait en fait à élargir sans cesse sa propre zone exclusive au détriment des voisins, en établissant avec eux des rapports selon la formule « c'est tout ou rien », ce qui signifiait l'exigence d'abandonner les liens traditionnels avec d'autres partenaires. Il ne fallait pas être sorcier pour comprendre combien explosive la situation devenait-elle pour les États postsoviétiques, qui se trouvent encore à l'étape de consolidation des institutions démocratiques et de recherche d'un consensus national.

La mauvaise volonté de Bruxelles, qui ne voulait pas prendre en considération la spécificité, les intérêts et les préoccupations des autres États, y compris dans les dossiers vitaux pour eux, s'est manifestée avec un éclat particulier lors de la préparation de l'accord d'association Ukraine – UE. Au mépris de l'élémentaire logique, l'Union européenne est restée sourde à tous les arguments et n'a pas soutenu la proposition de la direction ukrainienne d'ajourner la signature du texte et d'entamer les consultations UE – Ukraine – Russie pour évaluer les éventuelles conséquences économiques négatives de son adoption. Cela a provoqué la scission de la société ukrainienne, le coup d'État et une sanglante guerre civile qui a déjà fait des milliers de morts parmi les populations civiles. À la mi-2014, Bruxelles avait accepté

les consultations tripartites, alors que l'implémentation du chapitre économique de l'accord a été remise à plus tard. Si les Européens avaient donné raison aux arguments de Kiev en 2013, l'Ukraine aurait pu échapper à la tragédie.

Force est de constater que deux facteurs majeurs avaient causé la montée rapide de la crise ukrainienne : le refus des partenaires occidentaux d'abandonner une seule de leurs ambitions, et leur sans-gêne en manipulant les principes de l'OSCE. Dès les premières manifestations à Kiev, l'Occident avait carrément pris le parti des éléments antigouvernementaux, sans apercevoir leur extrémisme ni leur intention de renverser le pouvoir par la violence. Cette position était en contradiction flagrante avec les principes de l'Acte final d'Helsinki, qui exigent explicitement de s'abstenir de prêter une aide directe ou indirecte aux activités subversives visant à renverser par la violence le régime dans un autre État membre. C'est exactement cela qui s'était produit littéralement au lendemain de l'accord entre le pouvoir et l'opposition sur le règlement de la crise (les pays de l'UE(!) s'étant porté garants de cet accord). L'Europe et les États-Unis ont fait le silence sur le changement anticonstitutionnel du pouvoir à Kiev. Ils ont aussi fermé les yeux sur la formation, à Kiev, d'un « gouvernement des vainqueurs » au lieu du gouvernement d'unité nationale. Les « champions des droits de l'homme et de la démocratie » n'ont aucunement réagi, cette fois, à la campagne de persécutions déployée par les nouvelles autorités ukrainiennes contre les politiques et les journalistes gênants. Nos partenaires occidentaux ont montré que l'application des principes qu'ils avaient eux-mêmes proclamés – la primauté de la loi, le respect des droits de l'homme, le pluralisme politique, la liberté de la presse, les droits des minorités – n'était pas du tout obligatoire si cela est « politiquement inopportun ».

Au fur et à mesure que la crise gagnait du terrain, la peur de reconnaître ses propres égarements a poussé

l'Occident vers une politique qui, évidemment, ne pouvait se terminer qu'en cul-de-sac : faire porter le chapeau à la seule Russie, multiplier les pressions économiques et politiques, restreindre la coopération avec notre pays.

La crise ukrainienne a servi de pierre de touche pour découvrir le vrai comportement occidental « ni ami ni ennemi » à l'égard de la Russie. Au lieu de « partenaire stratégique », nous sommes devenus un accusé auquel on impute tous les péchés possibles et imaginables. Ce processus négatif a déjà acquis sa propre dynamique inertielle : chaque réunion dans l'UE qui touche à la problématique ukrainienne se termine par un débat sur les sanctions antirusses. En gelant en avril 2014 toute coopération avec la Russie, ce qui porte, entre autres, un grave préjudice à la lutte internationale contre les menaces et les défis nouveaux, l'OTAN continue à masser ses effectifs et équipements militaires à notre frontière.

Même dans l'énergie, secteur où, semblerait-il, la Russie et les pays de l'Union européenne sont des partenaires obligés, nous nous trouvons maintenant rejetés très en arrière. D'un côté, on ne compte pas avec la réalité objective, à savoir que les abondantes réserves d'hydrocarbures, situées dans un pays voisin, et l'équipement déjà mis en place pour les transporter apportent toujours à l'économie de l'UE des avantages concurrentiels pour ainsi dire naturels. D'un autre côté, la présence de l'UE, voisine très high-tech et ayant en outre un marché très vaste, est un grand bienfait y compris pour la Russie.

Cette vérité a trouvé sa confirmation dans les années 1970 et au début des années 1980, quand furent signés et réalisés les célèbres accords « gaz contre tubes ». À l'époque les leaders de la Communauté économique européenne, et avant les autres l'Allemagne, ont pu dompter leurs doutes et déjouer les pressions provenant des milieux conservateurs nationaux, ainsi que des partenaires outre-

océan, et signer les accords qui avaient garanti, pour des décennies à venir, la sécurité énergétique de l'Europe, ainsi que donné une grande impulsion au processus européen. Dans ce cas, le mouvement a été vraiment réciproque.

Après la volte-face européenne des années 2000, les institutions dirigeantes de l'Union européenne ont commencé à booster leurs ambitions géopolitiques. L'UE a changé de peau et d'attitude à l'égard de la Russie. L'Union européenne a recherché la diversification à tout prix, renonçant à la coopération pourtant mutuellement avantageuse avec Moscou. Bruxelles a en fait soutenu Kiev quand l'Ukraine avait commencé à voler, à même les pipelines, le gaz russe destiné aux clients européens (pour cela, ils ont même oublié leur solidarité et sacrifié, en les laissant geler, les populations d'Europe du Sud-Est). Au lieu de construire un espace économique commun, centré sur les hydrocarbures russes et les hautes technologies européennes, l'UE a parlé du refoulement de l'imaginaire « expansion » énergétique de Moscou. L'UE a adopté en 2014 la Stratégie européenne pour la sécurité énergétique, qui proclamait comme l'un de ses objectifs majeurs l'abandon progressif de la coopération avec la Russie dans l'énergie. En février 2015, la Commission européenne a proposé le projet d'Union européenne de l'énergie qui raie en fait notre pays du nombre des partenaires de l'UE, avec la possibilité de « reformater » les relations avec la Russie dans l'avenir, « quand les circonstances le permettront ».

À l'instar de Washington, Bruxelles a composé et allongé toujours sa « liste noire » des personnes physiques et morales, adoptée à cause de la crise ukrainienne. À l'heure actuelle la liste UE compte 86 personnalités russes, 65 représentants de l'Ukraine du Sud-Est et 29 compagnies russes. L'Union européenne a suspendu les négociations sur un nouvel accord basique Russie – UE et le dialogue sur la suppression de visas, elle a « gelé »

l'avenir de la coopération dans le domaine militaire, a bloqué le fonctionnement de pratiquement toutes les instances sectorielles et a même réduit à leur minimum les contacts au niveau des experts.

L'UE a entrepris d'« excommunier » la Russie des formats multilatéraux de coopération. En janvier 2015, la délégation russe à l'APCE fut quasiment privée de son mandat, donc de la participation complète à l'activité de ce forum international. À cause de l'entrée en Finlande refusée à Sergueï Narychkine, chef de la délégation russe et président de la Douma (chambre basse) de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie (le refus a été expliqué par les décisions intérieures de l'UE), les délégués russes n'ont pas pu assister à la session de juillet de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, consacrée au 40^e anniversaire de l'Acte final d'Helsinki.

Bruxelles a introduit des restrictions sectorielles contre la Russie qui interdisent les ventes d'armes et de matériels de guerre, les livraisons d'équipements et de technologies duales à neuf entreprises russes et aux Forces armées de la Fédération de Russie, limitent les livraisons d'équipements et la prestation de services au secteur énergétique russe et coupent l'accès des grandes banques russes aux marchés financiers sur le territoire de l'UE. L'UE a pris des mesures dans le commerce et les investissements contre deux nouvelles entités de la Fédération : la Crimée et la ville de Sébastopol. On pourrait poursuivre cette énumération...

Il est remarquable que pour nous parler, l'Union européenne préfère le langage des sanctions économiques, qui frappent nos secteurs les plus sensibles, aux négociations et aux consultations politiques. Le choix délibéré de l'UE, qui s'est politiquement engagée à dissuader la Russie, prime les raisons économiques. D'ailleurs, cela trace la limite à l'indépendance de Bruxelles de prendre des décisions politiques face à la pression venant d'outre-océan.

Les soi-disant sanctions décrétées par les États-Unis et l'UE sont non seulement illégitimes (les sanctions peuvent être appliquées uniquement sur la décision du Conseil de sécurité de l'ONU), mais franchement contre-productives, car incapables par définition de forcer la Russie de changer sa position dans le dossier ukrainien ou tout autre. Il est clair que les sanctions sont absurdes, car en corrélation avec les exigences uniquement à l'encontre de la Russie, qui n'est même pas partie prenante du conflit (les actions de Kiev sont tout bonnement retirées du contexte), ainsi que parce qu'elles sont en rupture avec la situation réelle (une nouvelle série de sanctions a été annoncée immédiatement après les accords de Minsk, importants pour aboutir à un règlement).

On ne peut que s'étonner en voyant que l'Europe « civilisée » du XXI^e siècle, qui exalte par monts et par vaux les principes de la démocratie – droits de l'homme, liberté d'expression, État de droit, – est maintenant prête, pour assouvir ses appétits géopolitiques, à « oublier » ses propres valeurs, en refusant de reconnaître à la population civile du Donbass ses droits fondamentaux et se montrant incapable d'accepter le choix réellement libre fait par les habitants de la Crimée en faveur de la réunification avec la Russie.

Toutefois, l'Union européenne se rend parfaitement bien compte que sans la Russie, il est impossible d'apporter des solutions aux grands problèmes internationaux et régionaux. L'exemple en été donné récemment avec le dénouement trouvé pour le programme nucléaire iranien. Cette dichotomie, qui marque la stratégie de Bruxelles, érode quelque peu la position dure de certains de nos « amis » dans les pays de l'UE, qui veulent ériger autour de la Russie un « rideau de fer » au moyen des sanctions économiques et de l'isolement politique.

Combien longue sera la crise dans les relations Russie – Occident ? A-t-elle déjà touché le fond ? Les réponses à ces

questions dépendront surtout de nos partenaires, de leur capacité de faire preuve de sagesse politique et de cesser les pressions contre notre pays pour retourner à un dialogue normal, ainsi que du niveau que retrouvera la confiance aujourd'hui perdue. Il est évident pour nous qu'il est temps d'arrêter « la descente en vrille » causée par les sanctions. Dans le même temps, il doit être absolument clair pour tout le monde que nous n'accepterons aucun débat sur les critères à remplir pour lever les sanctions. Le premier pas est à faire du côté de ceux qui les avaient décrétées.

Dès le moment où l'Occident montrera qu'il veut développer un véritable partenariat avec la Russie, nous serons prêts à reprendre la coopérations dans les domaines d'intérêt commun. Il faut toutefois noter que plus longtemps les sanctions pèseront-elles sur Moscou, et plus les opérateurs économiques nationaux se réorienteront-ils vers d'autres partenaires – l'Union économique eurasiennne, l'Asie, l'Amérique latine, l'Afrique, plus violemment la rupture des anciens liens coopératifs se fera-t-elle sentir, plus difficile sera leur rétablissement. Nous poursuivons nous-mêmes et proposons à nos partenaires toute une série d'objectifs tout à fait réalisables, qui aideront à normaliser les relations.

Premièrement, nous trouvons important de développer ce qu'on appelle « l'intégration des intégrations » – eurasiennne et européenne – afin de former un espace économique et humanitaire commun de l'Atlantique au Pacifique. Cela permettra à notre continent d'échapper à la fragmentation, d'avancer vers la réunion des marchés, d'harmoniser les régimes de commerce et d'investissement et de libéraliser le commerce selon les règles et les normes de l'OMC, et au business dans nos pays, d'améliorer sa compétitivité. Cet espace pourrait s'appuyer, à notre avis, sur la coopération entre l'Union économique eurasiennne et l'Union européenne, entre la Commission économique eurasiennne et la Commission européenne.

Deuxièmement, notre proposition de fixer dans le droit international le principe de sécurité indivisible reste sur le tapis. Nous croyons en bonnes perspectives du redémarrage du dialogue sur les problèmes majeurs de la sécurité en Euro-Atlantique et en Eurasie. Le processus « Helsinki + 40 », qui se poursuit dans l'OSCE, a indiqué une série de tâches à remplir pour mettre en pratique le principe de sécurité indivisible et constitue un fondement sur lequel poursuivre le travail en vue de former un système équilibré de sécurité européenne.

Ce travail dépasse visiblement le cadre de l'année 2015, anniversaire pour l'OSCE. Il s'agit en fait d'insuffler une nouvelle vie dans le processus d'Helsinki. Pour cela, il faudra reconfirmer tous les principes d'Helsinki, arriver à leur interprétation commune et à leur mise en œuvre par tous les États participants dans les conditions modernes. Il nous faudra nous attaquer aux problèmes les plus complexes, qui n'étaient pas résolus et s'accumulaient ces deux dernières décennies, y compris le consensus à propos du rapport entre intégrité territoriale et droit des nations à l'autodétermination, la confirmation de l'inadmissibilité du changement anticonstitutionnel du pouvoir et du soutien aux éléments extrémistes. La question déjà évoquée plus haut – la construction d'un espace économique commun, – correspond pleinement aux objectifs de la dimension économique et idéologique de l'OSCE.

Troisièmement, il faut régler par des efforts communs les problèmes internationaux et régionaux. Tout le monde reconnaît qu'il est impératif de coopérer avec la Russie dans le RPO, dans le règlement des crises en Syrie, en Irak, en Libye, au Yémen, ainsi que dans la lutte contre le terrorisme international. Sont également à ranger parmi ces problèmes la non-dissémination des *ADM*, le contrôle des armements, la lutte contre le trafic de drogue et la migration clandestine, la coopération humanitaire et le réchauffement climatique.

Dans le même temps, il faut se rendre à l'évidence qu'il est douteux que les contacts entre Moscou et Bruxelles puissent retrouver à court et, peut-être, à moyen terme leur niveau d'autrefois. Le « facteur Crimée » ou le règlement dans le Donbass n'y sont pour rien. L'Occident applique dans ses rapports avec les autres grands acteurs dans l'arène internationale l'idéologie de rivalité, c'est là que gît le lièvre. Certes, il est difficile de se défaire du sentiment de son exclusivité et de son infaillibilité, mais tôt ou tard il faudra bien le faire. Car le monde moderne a changé. Les pays et les associations régionales sont de plus en plus nombreux à affirmer leurs propres intérêts légitimes sans se plier aux consignes provenant d'outre-océan. Que nos partenaires occidentaux veuillent ou non s'y résigner, on n'arrête pas les processus objectifs dans les affaires internationales.

Il est encore une circonstance substantielle. On entend souvent dire dans certaines capitales occidentales que « faire du business avec la Russie comme autrefois est impossible ». C'est bien vrai. C'est vrai parce que la Russie ne veut plus reprendre les relations avec les partenaires qui vous font « la figue dans le dos ». Il est grand temps de le comprendre. L'égalité en droits et la coopération mutuellement avantageuse sont les seules à pouvoir assurer l'édification d'une Europe d'unité, de sécurité et de prospérité.

Mots clés : Russie – Europe, sécurité européenne, crise ukrainienne, sanctions, OSCE.

Международная



ЖИЗНЬ

Proche-Orient : tirer la leçon des événements ou récidiver?

L'heureux aboutissement des négociations avec l'Iran sur son programme nucléaire se détache en éclaircie rare sur le sombre horizon des affaires proches-orientales. C'est une percée capitale, y compris en termes de psychologie politique, sur laquelle – théoriquement parlant – il aurait été possible d'asseoir une architecture régionale durable.

En tout premier lieu – surtout en sachant que de nombreuses occasions ont été ratées, y compris la présidence Mohammad Khatam et l'engagement tardif des États-Unis dans le processus diplomatique, – le marché conclu avec l'Iran signifie le triomphe du bon sens, des principes posés par les traités de Westphalie et de la méthode diplomatique sur l'idéologie, la conjoncture politique et les menaces d'user de la force. L'accommodement entre les grands antagonistes, obtenu à la faveur d'une approche multilatérale et souple qui débouche finalement sur un véritable compromis, cet accommodement confirme la vérité – aujourd'hui universellement reconnue – qui dit que les problèmes, tant internationaux qu'intérieurs, n'ont pas de solutions militaires. Il existe encore une circonstance tout à fait encourageante : cette approche a bénéficié du soutien des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, ainsi que de puissances régionales comme l'Allemagne et l'Iran.



**Alexandre
Yakovenko**

*Ambassadeur
Extraordinaire et
Plénipotentiaire de la
Fédération de Russie
en Grande-Bretagne*

sekretariat@rusemb.org.uk

Par la même occasion, l'aboutissement des négociations a détruit de nombreux mythes, dont celui que les actions unilatérales sont payantes, surtout les interventions armées. Toutes les actions unilatérales, lancées ces vingt-cinq dernières années, se sont soldées par des échecs cuisants, que cela soit en Irak, en Libye ou dans la péninsule Arabique, avec des conséquences négatives croissantes pour la région et pour le monde entier. Les vrais efforts collectifs internationaux aident à trouver – par des voies parfois sublimes – un compromis lucide et pragmatique qui fait naître l'espoir d'un succès. Cette façon d'agir garde de la tentation de simplifier et de couper à travers champs. Elle déblaie la voie menant vers un but concerté en éliminant les agendas occultes de parties en présence.

Tout cela vaut également pour la question cruciale de l'agenda régional et international : la lutte contre l'État islamique. qui demande elle aussi des efforts vraiment internationaux. Les stratégies du genre « double dissuasion », qu'on trouve dans les arsenaux de puissances mondiales, a montré sa complète inconsistance. Comment peut-on croire que les acteurs régionaux deviendront-ils plus sages, une fois abandonnés à eux-mêmes ? Il serait irresponsable d'attendre que la cassure dans le monde islamique, qui passe par la ligne séparant sunnites et chiites, puisse apporter un règlement universel à tous les problèmes régionaux et s'élever comme un rideau de feu protégeant les pays contre le mauvais temps au-delà de leurs frontières. Ceux qui manipulent le conflit inter-islamique mettront aux poudres le feu qui retombera sur leur propre pays. Dans tous les cas, cela aurait conduit à un substantiel redécoupage des frontières dans la région, à des déplacements en masse de populations, numériquement comparables avec les exodes observés lors du partage de l'Inde en 1947, ainsi

qu'à des bouleversements économiques lourds de terribles conséquences pour les marchés globaux de l'énergie et des finances.

Le président russe Vladimir Poutine a proposé de mettre en place une large coalition contre ce fléau. Pour être efficace, elle devra comprendre tous les acteurs régionaux, en premier lieu la Turquie, l'Arabie saoudite et l'Iran, pays qui disposent d'un potentiel solide leur permettant de contribuer à ces efforts. Tous les acteurs internationaux qui ont intérêt à ce que la situation soit maîtrisée, doivent venir à leur aide, alors que la légitimité de leurs actions sera assurée par un mandat délivré par le Conseil de sécurité des Nations Unies.

Les frappes aériennes à elles seules n'arrêteront pas le Daesh, pas plus que le Jabhat an-Nusra et leurs complices, tout le monde est d'accord là-dessus. Il faut former une coalition des alliés, y compris ceux qui combattent les extrémistes sur le terrain, c'est-à-dire les armées syrienne et irakienne, les Kurdes et les pays capables de venir à leur aide dans cette lutte. La Russie fournit déjà cette aide à l'Irak et à la Syrie. Quand le président Vladimir Poutine rencontrait le dauphin du prince héritier et ministre saoudien de la Défense, Mohammed ben Salmane en juin dernier à Saint-Pétersbourg, il visait exactement cela – un front uni contre le terrorisme. Dans le même temps, il faudra insuffler une vie nouvelle au processus de règlement politique en Syrie sur une base réaliste. Tels ont été les grands objectifs que Moscou poursuivait au cours du round diplomatique de Doha (Qatar). L'espoir vient de deux documents sur la Syrie récemment adoptés à la file – la résolution 2235 du Conseil de sécurité de l'ONU qui désigne les coupables des attaques chimiques et la déclaration du président du Conseil de sécurité en faveur des efforts, déployés par le représentant spécial

du secrétaire général de l'ONU, Staffan de Mistura, en vue de relancer le processus politique.

Fidèle à son projet de former un front unique de lutte contre la menace terroriste dans la région, la Russie avait programmé, pendant sa présidence du Conseil de sécurité en septembre dernier, une décision ministérielle du Conseil sur le thème « Maintien de la paix et de la sécurité internationale, règlement des conflits au Proche-Orient et en Afrique du Nord et lutte contre la menace terroriste ». Une situation très compliquée, pour ne pas dire critique, se forme dans la région. De nouvelles crises viennent s'ajouter aux conflits enracinés. La région est en proie à de vastes et sanglants conflits qui s'embrasent l'un au contact de l'autre, provoquant l'instabilité qui fait tache d'huile et gagne les pays voisins. Plusieurs États sont réellement menacés de perdre leur intégrité territoriale. L'apparition d'une menace sans précédent quant à son ampleur et étendue, l'État islamique, a résulté de l'instabilité persistante en Irak et ensuite, de tentatives d'ingérence dans le conflit en Syrie, y compris en flirtant avec l'opposition armée. Dans ces conditions, il devient impératif d'analyser honnêtement et sous toutes les coutures la nature des conflits dans l'espace Proche-Orient et Afrique du Nord afin de déterminer les objectifs du travail collectif de la communauté internationale sur la base de la Charte des Nations Unies afin de construire une architecture efficace de sécurité régionale.

Nombreux sont ceux qui se demandent : comment la région a-t-elle pu se retrouver dans cette situation ? L'ancien chef de l'Agence de renseignements (DIA) au ministère américain de la Défense, le général trois étoiles Michael Flynn avait déclaré en août dernier dans une interview à *Al-Jazira* que la DIA avait préparé en 2012 déjà un mémorandum expliquant le danger que

représenterait la création par les salafistes de leur enclave en Irak. En termes plus clairs, il s'agissait de ce qui devait se faire ensuite connaître comme l'État islamique. La Maison-Blanche a sciemment passé outre à cette information, espérant sûrement que les extrémistes compliqueraient l'existence à l'armée gouvernementale syrienne. Cette démarche confirme l'obsession d'éliminer le président Bachar el-Assad à tout prix. Selon toute évidence, c'était une façon de faire pression sur la Russie, qui soutient fermement les autorités légitimes en Syrie. Ce n'est donc pas par un effet du hasard que l'argument massue, invoqué cette année par les Américains au sujet de la Syrie devant leurs interlocuteurs, et pas seulement russes, consistait à choisir entre « le changement du régime » (le départ d'une petite élite composée de quelques dizaines d'hommes) et la chute de ce même régime sous les coups lui portés par le Daesh. Force est de constater qu'une nouvelle fois, nos partenaires occidentaux se sont laissés aller à leurs fantaisies ou, pour s'exprimer plus crûment, se sont laissés prendre, si bien que ce sont les Syriens et les peuples de la région qui auront à payer les pots cassés, et avec eux, comme on le voit aujourd'hui, les pays de l'Union européenne, confrontés à un afflux jamais vu de réfugiés en provenance du Proche-Orient, y compris la Syrie.

Côté histoire du problème, de très nombreuses études sont déjà parues, y compris des livres. Leurs auteurs reconnaissent en fait, à l'instar du journaliste britannique de *The Independent*, Patrick Cockburn, dans « The Rise of Islamic State : ISIS and the New Sunni Revolution », qu'en rassemblant sa coalition contre le Daesh, Washington avait négligé de travailler avec ceux qui sont vraiment motivés à combattre ce mal, au nombre desquels le journaliste range l'Iran, le

gouvernement syrien, le Hezbollah libanais et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Tous les auteurs indiquent que les militants du Parti de la résurrection socialiste arabe (BAAS) aujourd'hui sur le sable, plus les officiers de l'armée réduits à l'inactivité mais toujours en possession de leur expérience et de leurs « cerveaux », plus le fanatisme religieux des islamistes, que tout cela donc a formé un mélange explosif dangereux qui exploite et creuse encore plus profond la crevasse sunnito-chiite au sein du monde arabo-islamique, en articulant autour de cette division toute la politique régionale. Les analystes du *Financial Times* arrivent à la conclusion que l'ingérence occidentale dans les pays islamiques de la région a fait le jeu des djihadistes, ne serait-ce que parce que furent détruits les régimes qui étouffaient les oppositions religieuses, sans oublier que cette ingérence alimentait la thèse islamiste sur l'agressivité de la civilisation occidentale.

Un trou « gris » qui s'est déjà transformé, vraisemblablement, en « noir », s'est ouvert dans la région, très commode pour canaliser les migrants clandestins vers l'Europe. La crise en Syrie et l'obstination de ceux qui pensent que le départ de Bachar el-Assad, en tant que préalable du règlement politique, est plus important que la lutte contre l'État islamique sont autant de facteurs qui aggravent l'actuelle crise européenne. Il est grand temps de formuler le principe qui déclare inacceptable la coopération de qui que ce soit avec les éléments extrémistes et ultra-radicaux.

Il paraît évident que le moment n'est pas de plonger dans les discussions à propos des origines de la situation actuelle en Irak et en Syrie. Le moment est d'agir. Ce qui est vraiment grave, c'est le danger qui vient de cette situation. Les alliances dites situationnelles avec des factions suspectes, ou encore les tentatives de

lutter contre les alliés potentiels sur d'autres fronts, auraient condamné à l'échec cette entreprise. Personne dans la région ne sera capable de garantir sa sécurité par ce moyen. Au contraire, cela reviendra à se perdre par soi-même. Ce n'est pas comme par hasard que l'analyse politique actuelle utilise copieusement le terme « autodestruction ». Roula Halaf, experte senior chez *Financial Times* pour la région, a visiblement pris notre parti en déclarant, le 31 août, dans son journal, que « la lutte contre l'État islamique est une priorité pour les États-Unis, comme cela doit l'être pour tous leurs autres alliés ».

Sergueï Lavrov a noté, au cours d'une rencontre à l'occasion de la rentrée universitaire du 1^{er} septembre 2015 à l'Institut des relations internationales (MGIMO), que la désunion entre les grands États, y compris les États régionaux, pourrait leur coûter cher. Il semblerait qu'il restait très peu à faire pour trouver un dénominateur commun dans la lutte contre l'État islamique. Si nous écartons de cette équation la revendication contre-productive de démission du président syrien Bachar el-Assad comme condition préalable à la lutte contre le terrorisme, alors nous pourrions très bien travailler efficacement.

Pour voir où peut mener la résignation, il suffit de prendre ne serait-ce que l'expérience européenne de l'entre-deux-guerres. Les grands coupables des événements furent alors l'idéologie, ainsi que le calcul qui, vu rétrospectivement, semble naïf, mais devait amener en réalité des conséquences catastrophiques pour la région et le monde entier. Les cajoleries à l'égard de l'Allemagne nazie, dans le but de se séparer par un barrage de feu face de l'Union Soviétique et du communisme, se sont terminées par une issue funeste, avec la tragédie de Dunkerque et l'écroulement de la France et d'autres

pays européens. L'absence de la confiance mutuelle et les appréhensions idéologiques troublaient l'œil et faussaient l'analyse politique. Toutefois, le besoin impératif de se battre contre la menace nazie existentielle avait aidé, en fin de compte, à surmonter ces dissensions et appréhensions.

Aujourd'hui, le Proche-Orient est confronté au même problème – la catastrophe régionale, qui exige que tous les acteurs s'unissent autour d'un but bien précis. Quelles que soient les changements intérieurs – et inéluctables – à opérer, il aurait été plus facile de les gérer collectivement, avec l'aide extérieure et dans des conditions plus favorables. La lutte contre le Daesh ne peut pas se substituer aux réformes, elle est plutôt un prélude et un préliminaire à leur heureux aboutissement. Tous les pays de la région sont confrontés à ce défi.

Nos partenaires occidentaux semblent vouloir compter avec l'expérience vécue sous l'occupation américaine par l'Irak, où les structures du parti gouvernemental BAAS et les forces armées furent démantelées, rendant le pays ingouvernable. Cependant, personne ne peut citer un seul cas de changement réussi « au sommet » sans que ne soient pas disloquées, par la même occasion, toutes les structures au niveau de la gestion de l'État, y compris sa force publique. Là encore, c'est une fantaisie dangereuse, une utopie dont tout le monde aura à faire les frais. Notre propre expérience russe montre, elle aussi, que l'écroulement du pays en 1917 avait atteint son point de non-retour au moment de l'abdication de Nicolas II et avec lui, de la dynastie des Romanov. En fait, cela dégageait tous les fonctionnaires de la force publique de leur serment. On observait quelque chose de semblable dans l'histoire européenne : si les anciennes structures n'étaient pas sujettes à des purges massives, on arrivait à leur désorientation générale et

à leur décomposition, avec des conséquences que cela impliquait pour l'efficacité du pouvoir public face à la menace intérieure et extérieure.

La région est dans une situation catastrophique, tout le monde est d'accord là-dessus, que cela se voie ou non à l'œil nu. La cause est à rechercher dans les politiques du temps de la guerre froide. La première vague de la renaissance politique, qui avait monté peu après la Seconde Guerre mondiale, fut étouffée dans l'œuf. Le renversement du gouvernement Mohammad Mossadegh en Irak et l'assassinat de Patrice Lumumba au Congo furent les symboles de cette contre-réforme. Cependant, la guerre froide terminée, il ne restait plus aucune raison rationnelle pour justifier l'absence de réformes dans les pays de la région. La conduite des affaires à l'ancienne, y compris la stagnation du règlement arabo-israélien, peuvent s'expliquer uniquement par la suffisance et l'euphorie du genre « fin de l'Histoire » qui alimentaient l'inertie et les vains espoirs que tout s'arrangera par soi-même.

Maintenant, quand il est clair que toute « surveillance stratégique » sur la région est impossible, les acteurs intra-régionaux réunis auraient pu contribuer à la recherche des solutions régionales aux problèmes régionaux. Il n'est plus question d'une tutelle, comme par le passé, mais d'un débat franc et réfléchi sur ce qui doit être fait et sur l'aide à y apporter. Pour les joueurs extérieurs, cela aurait signifié le règlement à la source de leurs propres problèmes, surtout ceux de menace terroriste et de migration qui ne se laisse pas contrôler.

En l'absence d'une vraie coopération régionale, il n'y aura ni espoir de vivre mieux, ni stabilité, ni développement. Nombreux sont ceux qui comprennent déjà que la coopération est l'unique moyen de trouver une solution durable à la crise de migration en Europe. Les

populations des pays de la région, surtout les jeunes qui n'ont aucun accès à l'éducation et à l'emploi, se retrouvent devant un cruel dilemme : soit émigrer, soit rejoindre les groupes extrémistes.

La vieille politique ne donne pas de réponses aux problèmes du jour, une raison de plus pour nous d'aider les autres à tirer les enseignements communs de l'Histoire, au lieu de les laisser récidiver. Les acteurs extérieurs avaient joué de vilains tours à la région dans le passé. Nous ne pouvons pas l'abuser aujourd'hui.

Mots clés : Proche-Orient, État islamique, front uni de lutte contre le terrorisme.

Международная



ЖИЗНЬ

Le Proche-Orient et les contradictions entre sunnites et chiites

Depuis des siècles, l'état de choses au Proche-Orient a grandement façonné la situation dans les régions voisines, en premier lieu en Europe. Cependant, à l'heure actuelle on voit émaner de la région proche-orientale des menaces qui ne peuvent pas être comparées à celles d'autrefois. Elles sont plurielles et vont du chaos migratoire, causé par un flux massif d'immigrants qui risque de modifier l'identité culturelle et ethnique européenne, à la dégradation de la stabilité et de la sécurité en passant par l'exportation du terrorisme et de l'islam radical.

Les conséquences du « printemps arabe », qu'avaient connu en subissant des dommages plus ou moins importants tous les pays situés dans la région, se sont manifestées dans une plus grande désunion, dans la destruction des institutions nationales, dans la méfiance croissante et la multiplication des conflits.

Les bouleversements sociaux et politiques dans les pays de la région ont servi pour justifier l'ingérence illégitime des États-Unis et de leurs alliés dans les affaires intérieures des États qui y sont situés, ce qui a causé ici la chute des régimes au pouvoir et là, l'exacerbation de vieux conflits et à l'approfondissement de contradictions.

Les manifestations ont commencé dans la « rue arabe », qui s'est révoltée contre les classes dirigeantes (en Tunisie, en Égypte, en Libye, au Bahreïn, en Syrie et dans d'autres



Sergueï Ivanov

*Chef du département
« Diplomatie et
Service consulaire »
à l'Académie
diplomatique du
ministère des Affaires
étrangères de la
Fédération de Russie*

sergey.ivanov@dipacademy.ru

pays arabes), scandalisée surtout par leur politique sociale et économique, par l'ampleur de la corruption et du népotisme, après quoi certains éléments au dedans et au dehors de la région ont voulu imprimer à la protestation le caractère d'un heurt religieux entre sunnites et chiites. Cette lutte intestine n'est pas nouvelle, elle est connue depuis une dizaine de siècles.

La question est de comprendre pourquoi les événements au Proche-Orient sont-ils maintenant présentés comme un heurt sunnito-chiite, et qui a intérêt à ce que les choses prennent cette apparence ?

En effet, il est possible de voir sous l'angle de la traditionnelle rivalité entre sunnites et chiites les problèmes les plus douloureux de l'actualité proche-orientale : la guerre en Syrie et la lutte contre le terrorisme international et l'extrémisme religieux qui a pris la forme de l'État islamique (EI) et d'autres groupes islamistes fondamentalistes qui opèrent dans la région, ainsi que le conflit yéménite. En raisonnant formellement, tous ces phénomènes présentent en effet une connotation religieuse, mais pas plus que ça. À propos, les joueurs sunnites les plus actifs dans l'arène proche-orientale, tels que l'Arabie saoudite et le Qatar, les présentaient depuis le tout début des événements en Syrie et au Yémen comme la lutte des sunnites contre les chiites, dont ils avaient pris la tête pour remodeler la région selon leur dispositions.

Les actions à très courte vue de l'administration américaine et de ses alliés ont grandement contribué à ce que les événements en Irak, et puis en Syrie, prennent le caractère d'un antagonisme religieux entre sunnites et chiites qui se sont retrouvés des côtés opposés de la barricade. Au lieu de consolider le pays sous des slogans unificateurs, les nouvelles autorités de Bagdad, arrivées à la place du régime de Saddam Hussein avec l'aide des Américains, ont mis le cap sur l'instauration du monopole

chiite du pouvoir, en éliminant en fait les sunnites de toutes les sphères de la gestion publique, en les transformant en marginaux, en personnes de « second ordre ». En Syrie, l'Occident a tout mis en œuvre pour dresser les sunnites contre les chiites qui, prétend-on, seraient responsables de l'existence du régime dictatorial de Bachar al-Assad.

Cela répondait de la meilleure façon possible aux projets de Riyad et de Doha qui avaient contribué par tous les moyens à l'escalade du conflit syrien.

Pour cette raison, les sunnites irakiens, et plus tard syriens, non seulement ne se sont pas opposés à l'émergence d'une enclave terroriste appelée l'EI, mais encore l'ont accueillie sur leurs terres tribales, ce qui a permis aux djihadistes d'accroître sans empêchement leurs forces et de recruter des adeptes qu'ils payaient avec de l'argent des services secrets occidentaux et des sponsors de pays du golfe Persique, ainsi que de la Turquie. C'est ainsi que furent formés les groupes armés sunnites qui s'engagèrent contre les autorités légitimes tant irakiennes que syriennes, composées surtout de chiites.

Cela a eu pour résultat que « le djinn du terrorisme sunnite, qu'on a laissé échapper de sa lampe », est non seulement sorti de sous le contrôle de ses protecteurs, mais a encore lancé un défi à la communauté mondiale. En fait, ce défi contient en lui une menace à l'existence de la civilisation moderne en tant que telle, car les leaders de l'EI ont proclamé les projets d'implantation d'un califat islamique mondial, basé sur les principes de la charia, de l'Atlantique à la Chine et de l'Europe à l'Afrique, ce qui suppose en tout premier lieu la destruction des États indépendants qui existent sur ces territoires.

Il va de soi qu'il existe une énorme distance entre l'annonce de ces buts par les dirigeants de l'EI et leur réalisation, mais ne pas les prendre au sérieux signifie se montrer trop bon enfant, d'autant plus que la popularité

et la contagiosité des slogans fondamentalistes parmi les musulmans dans les différentes parties du monde sont confirmées par l'apparition dans les rangs du califat autoproclamé des adeptes sans cesse nouveaux, qui se comptent déjà par dizaines de milliers, y compris en provenance de l'ancienne Union Soviétique.

L'idéologie, dont les gouvernants de ce quasi-État ont fait leur arme, représente une interprétation ultra-radical de l'islam d'obédience sunnite, qui ne supporte aucune hétérodoxie ni forme extra-religieuse de la conscience salafiste (ce qui n'exclut pas la présence dans les rangs de l'EI, jusqu'à une certaine limite, de musulmans sunnites d'autres mouvances, essentiellement soufistes¹, mais tous radicaux et politisés).

L'histoire de l'EI remonte à 2006, quand les factions désunies d'activistes fondamentalistes sunnites, qui s'étaient dressées contre le gouvernement central irakien composé de chiites, se sont regroupés au sein du « Conseil de la choura des moudjahidins » (des chefs de guerre). L'organisation est vite devenue populaire parmi les sunnites irakiens, et pas seulement eux, elle a été rejointe par ce qui restait du corps officiers et du personnel troupe sunnites, abandonnés à leur sort, de l'armée baasiste de l'époque Saddam Hussein. La province d'Al-Anbar (dans l'ouest du pays), essentiellement peuplée de sunnites, est devenue la zone d'action principale pour les groupes réunis de djihadistes sunnites.

Par sa férocité impitoyable envers les hétérodoxes, y compris ceux appartenant aux groupes rivaux, ainsi que grâce à ses slogans populistes, le Conseil a pu affermir son pouvoir sur la province d'Al-Anbar, en la retirant en fait de sous la juridiction des autorités siégeant à Bagdad.

Cela a permis aux leaders de l'organisation de proclamer au début de 2013 la création de l'État islamique en Irak qui, plus tard, après le transfert de son action extrémiste et terroriste sur le territoire dans l'est et le nord

de la Syrie, fut rebaptisé en État islamique en Irak et au Levant.

C'est à cette époque que se rapportent les tentatives énergiques des meneurs de l'EI de se soumettre par la force les autres groupes extrémistes sunnites – en Afrique, cela était le plus remarqué pendant les événements en Libye et à travers l'action du groupe terroriste *Boko Haram* au Nigeria, et au Proche- et Moyen-Orient (outre la Syrie et l'Irak dont il a déjà été question) avec les Talibans en Afghanistan. Certains meneurs ont prêté serment d'allégeance à l'EI, d'autres restent encore dans l'incertitude, mais une chose est claire : l'activité expansionniste énergique de l'EI en a fait « un point névralgique » pour toute la communauté mondiale.

En 2014, le leader de l'EI Abou Bakr al-Baghdadi (al-Samarraï) a proclamé, comme nous l'avons déjà dit, la création du califat islamique pour le moment sur le territoire de l'Irak et de la Syrie, avec comme fondement juridique les lois de la charia, et s'est nommé lui-même calife Ibrahim (en l'honneur du petit-fils du prophète Mahomet).

La logique des événements a voulu que c'est le golfe Persique et les territoires adjacents qui deviennent la région du choc frontal entre les sunnites et les chiites, avec comme pôles apparents de cette confrontation l'Arabie saoudite pour les sunnites et l'Iran, du côté des chiites.

La propagation, tant dans le temps que dans l'espace, des principaux courants de l'islam – le chiisme et le sunnisme – se faisait inégalement au Proche-Orient, en Afrique du Nord, en Asie occidentale et centrale. De ce fait, les adeptes de ces courants ne vivent pas par groupes compacts avec des frontières confessionnelles nettement tracées, mais sont entremêlés : par exemple en Iran, ce bastion du chiisme, il y a des régions à peuplement compact sunnite, tels que le Khouzestan (aussi appelé

Arabistan, selon la version arabe), alors qu'en Arabie saoudite, au contraire, il y a des territoires – par exemple, la province Orientale (Ash Sharqiyah) – dont les habitants sont principalement des chiites. Un autre exemple est Bahreïn, qui est considéré par certaines personnalités politiques et religieuses à Téhéran comme la 29^e province de l'Iran, car la majorité de sa population professe le chiisme. Il est aussi permis de mentionner qu'en Irak, numériquement, les chiites sont nettement supérieurs aux sunnites (jusqu'à présent, on discute pour savoir de combien de fois – trois ou quatre – les premiers sont plus nombreux que les sunnites).

Une nouvelle et brutale étape de la confrontation entre sunnites et chiites au Proche- et au Moyen-Orient vient des changements géopolitiques consécutifs au « printemps arabe », avec, d'un côté, le rôle accru de l'Arabie saoudite et d'autres États sunnites dans le monde arabe et musulman, et de l'autre, la position affaiblie de l'Iran à cause des sanctions oppressantes qui avaient sapé le potentiel économique, financier et militaire iranien, et la désintégration de l'État uni en Irak².

L'équilibre des forces entre sunnites et chiites, modifié en faveur des premiers par ces changements, a fait naître en Arabie saoudite, au Qatar et dans certains autres pays musulmans d'obédience sunnite l'illusion qu'il était possible, sans provoquer des conséquences graves, de profiter de la conjoncture afin de poursuivre l'attaque contre les intérêts des chiites, en premier lieu pour amenuiser le poids politique de ces derniers dans les pays de leur peuplement traditionnel, et pas seulement là. Parmi les exemples de ce genre, on peut citer les prétentions plus instantes adressées par les dirigeants sunnites des Émirats Arabes Unis à Téhéran au sujet de l'appartenance de trois îles dans le golfe Persique (Abou-Moussa, la Grande et la Petite Tunb), qui se trouvent actuellement sous la juridiction iranienne, ainsi

que le comportement du régime royal sunnite de Bahreïn qui étouffe avec l'aide de l'armée saoudienne l'insurrection chiite dans cet État qui refuse jusqu'à présent d'accorder aux chiites l'égalité en droits avec les sunnites.

Tout chaotiques que soient les événements en Syrie, il faut noter que les principaux slogans unificateurs, choisis pour former une opposition anti-Assad, quelle que soit le degré de sa radicalisation, ne consistent pas uniquement à écarter le président Bachar al-Assad et à exiger son départ, mais aussi à mettre fin en Syrie à la domination des alawites (chiites), en d'autres termes, à modifier le statu quo confessionnel formé depuis de nombreuses décennies dans ce pays. Il faut rappeler à cette occasion que la politique des présidents al-Assad (le père Hafez et son fils Bachar) a été et reste très tempérée et prend en considération la composition multiconfessionnelle de la population syrienne. Cette politique se distingue par sa tolérance, elle laisse le champ libre aux différentes confessions et souhaite leur coexistence sans conflits. La principale exigence de Damas est que les communautés religieuses ne campent pas sur les positions radicales qui menacent la liberté du culte, la sécurité et la stabilité du pays. Si jamais cela arrivait de la part de certaines personnalités religieuses et de leurs partisans, ils étaient combattus sans pitié (comme pendant les événements à Hama à la fin des années 70 et au début des années 80 du siècle dernier, sous le président Hafez al-Assad). En outre, le président syrien cumule de par son mandat le poste de secrétaire général du parti gouvernemental syrien Baas (le Parti de la résurrection socialiste arabe), qui est laïc, donc garde ses distances avec la religion.

Ce qui vient d'être dit trouve sa confirmation dans la situation des sunnites syriens que Riyad et Doha présentent comme opprimés par le régime au pouvoir, mais qui, en réalité, ont occupé et occupent toujours des

positions fort influentes dans les affaires et le secteur bancaire, et sont présents parmi les fonctionnaires et les officiers de haut rang.

À en juger d'après l'implication des milieux dirigeants saoudiens et qataris dans les événements en Irak et en Syrie du côté des forces d'opposition contre les autorités légitimes de ces pays, Riyad et Doha caressent le projet de refouler les chiites dans ces pays, de ne pas permettre que se renforce « l'arc chiite » (appelé aussi « le croissant chiite ») qui passe de l'Irak jusqu'au Liban. Dans cette entreprise, ils ont trouvé le soutien total de la part d'Ankara, qui joue ses cartes géopolitiques, restées de l'époque de l'Empire ottoman. Et ils ont dans leur collimateur non seulement la Syrie d'al-Assad et l'Irak chiite, mais aussi l'Iran qui se tient derrière eux.

Ces actions embrasent encore plus la situation au Proche-Orient, avant tout dans la zone du golfe Persique, devenu ces dix ou quinze dernières années le lieu où les acteurs extra-régionaux, principalement Washington, déploient une activité militaire extraordinaire.

En réponse, Téhéran s'est mis à énergiquement soutenir les houthites au Yémen (un groupe de tribus chiites, qui peuplent le nord-est du pays et ont reçu leur appellation commune – les houthites – en l'honneur du célèbre prédicateur et théologien al-Houthi, populaire parmi les tribus locales). Riyad a estimé que les houthites représentaient un trop grave danger pour les intérêts nationaux du pays, surtout à cause de l'éventuelle instauration du pouvoir chiite au Yémen et la formation d'une ceinture chiite autour de l'Arabie saoudite : l'Iran et ses propres chiites de l'est, l'Irak avec sa majorité chiite du nord et maintenant, encore, les houthites du sud-ouest. La réaction des Saoudites ne s'est pas fait attendre : en mars 2015, ils ont formé, avec l'approbation de Washington, une coalition antihouthite de pays sunnites arabes. Pour

justifier cette démarche, on a invoqué la nécessité de rétablir dans ses droits le président yéménite déchu, le sunnite Abd Rabbo Mansour al-Hadi.

L'action de la coalition sunnite contre les houthites s'inscrit donc, même d'apparence, dans le paradigme de la nouvelle phase de la rivalité sunnites-chiïtes, provoquée par l'Occident.

Cela signifie que jusqu'à cette étape, les contradictions sunnito-chiïtes ne se manifestaient pas si ouvertement, étaient latentes, alors qu'après l'ingérence des forces armées de la coalition sunnite, le conflit au Yémen a pris le caractère d'une confrontation religieuse des sunnites avec les chiïtes (houthites).

Comme cela se produit pendant la guerre, les belligérants subissent les pertes (d'après les médias internationaux, les frappes aériennes sur le Yémen ont fait en huit mois près de 7 000 morts, essentiellement des civils). Cependant, malgré la supériorité militaire de la coalition, les houthites lui portent des coups sensibles : selon l'agence de presse iranienne Fars³, à la mi-septembre 2015, au cours des combats dans la province yéménite de Marib, le fils aîné de l'émir de Dubaï, Rachid bin-Mouhammad al-Maktoum, a été tué, les houthites ont pu abattre plusieurs avions de la coalition et même pénétrer momentanément dans les régions frontalières de l'Arabie saoudite⁴.

En jouant ce double jeu (soutien à l'opposition syrienne et refus de soutenir l'opposition au Yémen), l'Occident prend en fait sur soi la part de responsabilité du conflit qui se poursuit au Yémen, car il rejoint le front antichiiite que veulent former les Saoudites et les Qataris, malgré de violentes contradictions qui existent entre eux.

Se montrant bienveillants envers l'action de la coalition sunnite contre les houthites du Yémen, Washington et ses alliés exacerbent volontairement ou involontairement les contradictions entre sunnites et chiïtes, ce qui menace

le Proche- et le Moyen-Orient d'une suite interminable de règlements de comptes inter-religieux.

La position de la Russie consiste en ce qu'il est incorrect de voir les événements régionaux à travers le prisme des rapports entre sunnites et chiites, ce qui signifierait en pratique non seulement schématiser la situation, mais encore provoquer une grande querelle entre eux. Bien entendu, on peut trouver un élément religieux dans tous ces événements, mais il n'y a pas de raison d'en faire la cause première de tout ce qui se passe dans la région, si ardemment que le désirent les Saoudites et les Qataris. Ces événements proviennent d'un concours de circonstances résultant de l'évolution de chaque situation concrète, avec ses traits et ses particularités.

De profonds changements sociaux et politiques, provoqués par des causes objectives, se produisent actuellement au Proche-Orient, si bien qu'il est très étonnant de les expliquer uniquement par les contradictions religieuses. Le paysage politique de la région change à vue d'œil, les forces et les communautés ethno-confessionnelles nouvelles prennent le devant de la scène, l'existence même de certains pays dans leurs frontières actuelles est remise en cause.

Malheureusement, dans la majorité des cas, ce sont les terroristes de tous genres arborant les drapeaux religieux qui ont tiré profit de ces processus. Ils poussent la région en arrière, dans le moyen âge, dans l'époque de guerres de religion. Récemment, le monde a pu voir une nouvelle fois, après les attentats parisiens et le crash de l'avion de passagers russe, quelles méthodes barbares les terroristes utilisent-ils pour parvenir à leurs buts. Peu importe pour eux qui deviennent les victimes de leurs actes terroristes : les chiites, les sunnites, les chrétiens, les israélites ou qui que ce soit d'autre. Il est évident que pour eux, la religion n'est qu'un camouflage pour dissimuler leurs projets

misanthropiques dirigés contre l'ensemble du monde civilisé.

La position de la Russie à propos des événements au Proche-Orient, confirmée dans de nombreuses récentes déclarations du président Vladimir Poutine et du ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, est bien déterminée : le règlement de toutes les situations litigieuses dans la région est à rechercher sur la base du compromis entre les parties en conflit, compromis auquel il n'est possible d'arriver que par des moyens politiques et diplomatiques, à la table de négociations, avec l'assistance active des acteurs extra-régionaux, y compris la Russie, en prenant en considération notre proximité et nos liens traditionnels, agissants et intéressés. Notre pays a maintes fois proposé des plans concrets de règlement des conflits dans la région, tant sur l'axe palestino-israélien que dans la zone du golfe Persique⁵. Cependant, le rôle principal appartient aux acteurs régionaux, qui doivent s'appliquer à rechercher la paix et l'entente nationale sur une large base ethno-confessionnelle pour échapper à une catastrophe de grande ampleur au Proche-Orient.

Il va de soi qu'il faudra exclure des négociations sur le reformatage de la région les extrémistes, y compris religieux, qui ont déjà causé un grave préjudice au Proche- et au Moyen-Orient et transformé cette région en foyer du terrorisme international.

En ce qui concerne les tentatives de certaines forces dans la région et de leurs alliés occidentaux d'imputer à notre pays le soutien aux chiites contre les sunnites, elles ne paraissent pas convaincantes, et visent à entraîner la Russie dans les règlements de comptes inter-islamiques, la faire entrer en lutte avec le monde sunnite pour ensuite transférer ce conflit sur notre territoire.

La Russie s'est mise du côté des autorités légitimes syriennes afin de les aider à combattre l'« internationale »

terroriste qui n'a ni nationalité, ni citoyenneté. C'est pourquoi la lutte menée contre lui par l'ensemble du monde civilisé doit être conduite partout et de façon coordonnée, en laissant de côté les contradictions politiques et les intérêts étroits des États.

1. Toutefois, les sunnites de la mouvance khanbalite de l'islam ont été et restent les plus nombreux parmi les recrues qui viennent rejoindre les rangs de l'EI.
2. En général, les tentatives des islamistes de diriger les processus de réformes au Proche-Orient n'ont été payantes qu'à la première étape du « printemps arabe » et uniquement dans quelques pays, en premier lieu en Tunisie et en Égypte, et encore, cela n'a pas duré longtemps.
3. Farsnews.com/newtext.aspx.nn=13940630000440 (en anglais), 21.9.15.
4. Les combats proprement dits sont menés au Yémen par l'aile armée des houthites, l'organisation *Ansar Allah*.
5. Dès le milieu des années 2000, notre pays avait proposé Le Concept pour la sécurité et la stabilité dans la zone du golfe Persique, qui a été dans l'ensemble appris avec approbation dans certains pays de la région mais, malheureusement, n'a pas reçu de développement à cause des autres pays qui ne voulaient pas renoncer à l'appui sur les forces extérieures dans les dossiers sécuritaires.

Mots clés : confrontation entre sunnites et chiites, État islamique (EI), arc chiite de l'Irak au Liban, opposition sunnite au gouvernement de Bachar al-Assad, statu quo confessionnel en Syrie, mouvement houthite au Yémen, guerres de religion.

Международная



ЖИЗНЬ

Tués, pas recensés....

On entend souvent dire aujourd'hui : « Comment se fait-il qu'un grand pays démocratique tel que les États-Unis d'Amérique, et leurs alliés non moins démocratiques en Europe, ferment-ils les yeux sur les crimes de masse contre la population civile dans le Donbass ? ». En réalité, ce comportement à l'égard des événements ukrainiens n'est pas surprenant et a des antécédents.

Immédiatement après la Seconde Guerre mondiale et ambitionnant de voir le dollar gouverner le monde en maître absolu, les États-Unis avaient lancé un défi au vétuste système de domination coloniale, établi par les Européens sur l'Afrique, l'Asie, le Proche-Orient. L'Empire britannique s'est effondré, suivi par les « empires » plus faibles avec leurs protectorats, territoires dépendants et autres colonies.

À l'étape initiale de disparition des anciens rapports coloniaux, les États-Unis et l'URSS se sont presque alliés sur certains points importants de l'idéologie de décolonisation. Les deux pays ne ménageaient pas la couleur pour décrire les innombrables victimes et souffrances que les colonisateurs et leurs complices avaient fait subir aux peuples.

Il semblait alors qu'on assistait à une aube nouvelle d'expansion économique et de concurrence universelle mais pacifique, dans lesquelles l'Union Soviétique s'inscrivait parfaitement bien elle aussi, car ayant proclamé sa politique de coexistence pacifique et la compétition économique entre les deux systèmes.



**Armen
Oganessian**

*Rédacteur en chef de
La Vie Internationale*

oganessian@interaffairs.ru

Reprenant à son compte les espoirs idéalistes de Woodrow Wilson, Franklin Roosevelt supposait que les valeurs démocratiques universelles, dont les États-Unis seraient le parangon, et la domination économique que cela leur conférait, allaient gouverner le monde de façon harmonieuse et, ce qui est encore plus important, non violente, donnant aux USA carte blanche pour mettre en place un nouvel ordre mondial.

Les réalités ne se sont pas montrées tout simplement plus prosaïques...

Excepté une très brève période d'après-guerre, une suite de guerres locales a commencé à emporter les vies par centaines de milliers, puis par millions.

L'indépendant « Centre d'études sur la mondialisation » (Québec, Canada) a publié un article de CJ Werleman qui accuse les États-Unis de refuser de se reconnaître coupables de pertes civiles massives. L'auteur l'attribue non seulement à l'idéologie qui affirme que « le but justifie les moyens », mais aussi à une censure non dissimulée qui couvre toute une histoire de minimisations des pertes civiles, voire leur dissimulation totale.

Si vous désirez savoir combien de civils les États-Unis ont-ils tués au Vietnam et au Cambodge au cours de leurs opérations armées, la réponse dépendra de la source, affirme l'auteur. Selon les archives officielles, le bilan s'élève à environ deux millions, alors que si vous demandez aux organisations non gouvernementales, leur chiffre indépendamment calculé sera de 4 millions. D'ailleurs, les statistiques officielles n'incluent pas les 500 000 personnes ayant connu une mort lente et douloureuse suite à l'exposition à des armes chimiques américaines.

CJ Werleman rappelle qu'interrogé sur le nombre des civils morts en Irak, le Président Bush a donné le chiffre de 30 000 Irakiens, alors que *The Lancet*, un journal

médical britannique très réputé, a publié en novembre 2004 une étude qui concluait que « 100 000 Irakiens avaient trouvé la mort lors d'opérations violentes ».

Selon les chiffres récents du Pentagone, les frappes aériennes contre l'État islamique en Syrie ont tué deux enfants. Un nouveau rapport publié par le groupe à but non lucratif *Airwars* annonce que les frappes aériennes de la coalition occidentale au Proche-Orient avaient fait 591 pertes civiles, cela rien que dans 50 accidents crédibles.

Faut-il s'étonner que les pays occidentaux aient bloqué le projet de résolution, soumis par la Russie au Conseil de sécurité de l'ONU pour exiger une enquête minutieuse sur les méthodes et les particularités de telles opérations en Libye ?

De l'avis de Werleman, l'indifférence vis-à-vis des souffrances qu'éprouvent les « sauvages » étrangers est codifiée au sein du système éducatif américain. Sur les 58 manuels mentionnant le bombardement atomique sur le Japon, seulement 42 évoquent les pertes civiles à Hiroshima, et seulement 18, celles de Nagasaki. De nombreux manuels indiquent un nombre de victimes inférieur aux chiffres des Nations Unies.

Ces circonstances ont poussé l'écrivaine et auteur d'ouvrages d'histoire Susan Southard à écrire le livre « Nagasaki : Life After Nuclear War ». Elle réunissait les documents pour cet ouvrage pendant une bonne dizaine d'années, surtout en recueillant de longs témoignages de personnes ayant survécu à l'attaque nucléaire. Selon l'écrivaine, la censure militaire américaine avait caché les suites horribles du bombardement. La censure a même interdit de publier les résultats des études sur le mal des rayons, rendant difficile le traitement approprié des malades et des mourants. Le « dossier nucléaire » n'a été déclassifié que dans les années 1950. Le plus étonnant,

écrit un commentateur de la revue *The Economist*, c'est qu' « à cette époque-là, les victimes des bombardements qui n'ont pas succombé au mal des rayons se trouvaient depuis de longues années sans assistance publique. Leurs effrayantes blessures et symptômes n'étaient pas recensés par l'assurance maladie nationale. Leurs laideurs leur ont valu le harcèlement scolaire incessant et l'exclusion sociale. »

Susan Southard a entrouvert une page jusqu'alors obscure sur les victimes les moins connues de Nagasaki : les 10 000 Coréens qui, durant onze ans, avaient lutté pour obtenir le droit de se faire soigner à l'égal des civils blessés japonais.

CJ Werleman propose aux lecteurs son propre sondage : « Si vous dialoguez en ligne avec les Américains, demandez-leurs combien de civils ont été tués au Vietnam, à Hiroshima, à Nagasaki, en Irak, en Syrie, au Panama, à Cuba, au Nicaragua, en Corée, etc. Les Américains soit ne savent pas, soit esquivent la réponse. »

Faut-il s'étonner que cette vision rend les politiques US et avec eux, de nombreux Américains insensibles aux pertes civiles dans le lointain Donbass ? D'autant plus que tout est sensé se dérouler harmonieusement et « sans effusion de sang » quand on défend les valeurs démocratiques « universelles » qui, transposées dans un monde idéal, excluent sang et souffrances.

Mots clés : États-Unis, pertes civiles, Donbass, Libye, Syrie.

La Commission européenne visiblement en rupture avec les réalités vitales dans de nombreuses sphères, mais surtout dans le secteur énergie

La Vie Internationale : Monsieur Chafranik, le régime de sanctions peut être présenté, aujourd'hui, comme l'un des points les plus douloureux au niveau des rapports entre la Russie et l'Occident. À votre sens, la politique de ce genre, pratiquée par des États européens et les USA, porte-t-elle préjudice à l'économie russe ?

Youri Chafranik : Moi, je prendrais le problème par un autre côté. Premièrement, il faut établir avec précision quelles ont été les tendances précédentes. Dans les années 1990, un terrible malheur nous est arrivé : la chute d'un grand État. Cela nous a porté un coup très pénible, politiquement et économiquement. Toutefois, dès les années 2000, malgré l'aggravation des relations et les querelles avec l'Occident, tous nos contradicteurs pouvaient signer la phrase « La Russie s'est progressivement intégrée dans les institutions politiques et économiques mondiales ». Le processus couvrait la gamme qui allait de l'industrie touristique aux grands projets communs et investissements croisés. Certes, nous trouvons le rythme de cette tendance insuffisant, car les discussions ont duré pendant des années à propos de visas et sur d'autres dossiers.



Youri Chafranik

Président de l'Union des industriels du pétrole et du gaz de Russie

referent@cng.msk.ru

Nous pensons que c'est l'Europe qui y mettait un frein. Toutefois l'intégration faisait assez convenablement son chemin, y compris l'entrée de la Russie dans l'OMC.

C'est sur ce fond que survinrent les sanctions. Analyser uniquement le préjudice qu'elles avaient causé à la Russie signifierait simplifier le dossier et le problème. Les sanctions ont politiquement et économiquement frappé nos relations réciproques, le processus d'intégration. En tant que citoyen russe, je suis persuadé que 90% de la population de notre pays estiment que l'Europe doit répondre à elle-même à la question : voulait-elle sciemment arrêter l'intégration de la Russie dans toutes les activités internationales, ou ce n'était pas le cas ? C'est parce que la Russie a appris ces sanctions comme un coup dur, surtout politique.

Si l'Europe voulait interrompre le processus d'intégration, alors il faut croire que la tâche a été accomplie. Mais face à des situations pareilles, et toute notre histoire le confirme, la Russie commence à mobiliser ses énergies. Et à chaque fois – sauf pendant l'invasion mongole – la menace pour la Russie venait du côté de l'Europe. Et cette « douleur fantôme » s'est introduite dans nos gènes, et se fait sentir tout particulièrement en cette année du 70^e anniversaire de la victoire sur l'Allemagne nazie. Nous revivons avec douleur déchirante le souvenir des 30 millions de Soviétiques morts (car c'est la Russie qui a succédé à l'Union Soviétique).

600 hommes étaient partis au front de mon village natal, en Sibérie. Il comptait alors 2 500 habitants, 280 sont morts, nombreux sont revenus mutilés. Mon grand-père est tombé dans une bataille près de Kharkov, mon oncle en 1943 à Zaporojie, lors de la libération de l'Ukraine. Le refus d'accepter cet entrelacement historique de

destinées humaines de citoyens de deux États tient soit d'une mauvaise volonté, soit d'une dégradation spirituelle et morale.

Pour ce qui est des sanctions, elles commenceront à peser fort à la fin de 2015, en 2016 et ensuite. Pour le moment, elles n'ont pas tellement affecté notre économie.

La Vie Internationale : Mais la coopération économique entre la Russie et l'UE n'a-t-elle pas beaucoup fléchi au cours de la dernière année ?

Youri Chafranik : La Russie vit et vivra toujours. Comme je l'ai déjà dit, elle va mobiliser ses énergies, ce qui implique une nette amélioration de la gestion au niveau de l'État pour accroître l'efficacité de tous les maillons de la vie nationale, donc une plus grande responsabilité des responsables des services publics. Il nous faudra coopérer avec les autres partenaires, tout en regrettant que les liens établis avec l'Europe soient perdus. Je suis contre l'isolationnisme, les barrières dressées devant les contacts positifs ne peuvent en aucun cas me réjouir.

Ce qui saute aux yeux, c'est que la politique que mène Bruxelles est trop idéologique et idéaliste, et entre en contradiction avec les intérêts des peuples des pays qui composent l'Union européenne. Les gouvernements nationaux sont plus proches des peuples, puisque le sens à donner au vecteur économique et politique leur est indiqué lors d'élections qui désignent les dirigeants nationaux. La Commission européenne est en rupture avec les réalités vitales dans de nombreuses sphères, mais surtout dans le secteur énergie. Par exemple, Bruxelles est tellement passionné pour l'énergie verte que le prix du gaz pour le consommateur européen en est devenu plus que double par rapport aux États-Unis et à la Russie.

La Vie Internationale : Le chef de la diplomatie allemande Frank-Walter Steinmeier a récemment dit : « Dans de très nombreuses sphères, les États-Unis, la Russie et la Chine proposent à l'Allemagne des relations tout à fait particulières. Toutefois, malgré que nous voudrions soutenir et renforcer les liens bilatéraux avec les pays qui sont nos partenaires importants, quand nous en venons à façonner un développement global, l'Allemagne est capable d'agir efficacement quand elle n'est pas seule, mais uniquement dans le cadre d'une structure européenne solide. » Dans cette optique, est-il concevable de former l'axe stratégique Moscou-Berlin ?

Youri Chafranik : Les déclarations de ce genre relèvent d'une simple manœuvre politique. Une révérence faite à « une structure européenne solide », autrement dit l'UE, ne diminue en aucune façon l'ambition stratégique allemande. Tout est simple : pour résoudre ses problèmes, il est parfois plus aisé de s'abriter derrière le drapeau de l'Union européenne.

Il est vrai que le temps est venu où la coopération russo-européenne dans l'économie et la diplomatie se passe sous l'emprise de la politique allemande en Europe. Autrement dit, la priorité essentielle revient aux relations russo-allemandes. Il est possible que pour le moment, l'Allemagne ne s'en rende pas tout à fait compte, et qu'il faille attendre qu'elle souscrive à son nouveau statut dans l'UE, pour établir avec elle des relations bilatérales alignées sur les grands repères de notre histoire commune, riche en événements dramatiques et tragiques, d'où vient la nécessité impérieuse d'organiser une coopération étroite et très responsable entre les deux pays.

La Vie Internationale : Comment décririez-vous les grandes tendances de la politique énergétique mondiale ?

Youri Chafranik : Elles sont déjà toutes définies. Et seront nécessairement réalisées, même si les délais peuvent être ajustés. Nous élaborons depuis longtemps ce que j'appelle « le vecteur oriental », c'est-à-dire la politique de l'énergie orientée vers l'Asie. Ces quinze dernières années, la Chine a quintuplé sa consommation de gaz, même que sa production houillère propre est passée de un milliard de tonnes à 3,5 milliards par an. Je puis affirmer que cette tendance se maintiendra, bien que pas au même rythme. D'ici l'an 2030, la Chine atteindra assurément une consommation de 600 milliards de mètres cubes de gaz, ce qui dépassera ces prochaines années la consommation de gaz en Europe. Et la Chine n'est pas la seule à être intéressante comme consommatrice. Le transport par mer du gaz naturel liquéfié (GNL) permettra d'élargir considérablement le marché. Le Japon et la Corée du Sud achètent déjà notre GNL (à propos, le Japon s'est opposé plus longtemps que les autres aux sanctions et a conservé les accords sur les projets concernant le plateau continental).

Maintenant quelques mots à propos de l'Europe. Le dossier *South Stream* est dans l'impasse. On m'a souvent posé en Europe des questions sur le « troisième paquet énergie ». Je demandais, de mon côté : « Mais qu'est-ce que vous voulez en Europe ? Il vous faut le "troisième paquet énergie" ou beaucoup de gaz meilleur marché ? » L'UE a fait de cet instrument « empaqueté » son numéro fétiche. Comme si l'on oubliait qu'il y a trois ans, l'Amérique avait réduit de plus de moitié le prix du gaz pour la consommation industrielle, et le maintient

toujours au niveau de 100 dollars les mille mètres cubes, alors qu'en Europe, son prix dépasse 200 dollars.

Ce que l'Europe doit redouter, c'est l'entrée américaine sur ses marchés de l'énergie (une fois entrés, les Américains n'en sortiront plus). Et redouter aussi la Chine qui est un puissant consommateur mais plus encore, un puissant producteur marchand. C'est justement vers la Chine que se déplace la production européenne déclinante. (À propos, nous recevons de l'argent en Europe, mais le dépensons en Chine.)

J'ai idée que l'Europe devrait poursuivre deux objectifs. Le premier – prendre les hydrocarbures aux différents fournisseurs. Sur ce plan, c'est l'exemple du Qatar qui est évocateur, car il fournissait son gaz à l'Europe jusqu'à ce qu'il ne devienne plus avantageux de le livrer au Japon. Après cela, 25 milliards de mètres cubes par an ont commencé à manquer à l'Europe. Que serait devenu le Vieux Continent s'il n'y avait pas de livraisons stabilisantes de gaz depuis la Russie qui, sans tarder, a immédiatement comblé ce déficit ? La part des hydrocarbures russes sur le marché européen a augmenté, mais on en a parlé sur un ton qui est loin d'être élogieux. On ne veut pas reconnaître que c'est la Russie qui a assuré la stabilité de l'approvisionnement en gaz des entreprises et de la population européennes. Je comprends l'Europe qui veut diversifier ses approvisionnements en hydrocarbures. Il lui convient toutefois d'apprécier un partenaire fiable, avec qui les pays de l'UE sont liés par des pipelines et les cinquante années de coopération énergétique.

Le deuxième objectif de l'Europe se présente comme encore plus important – s'introduire dans le Proche-Orient sans attendre que tout se calme là-bas. Et plus encore, sans le pousser encore plus à la déstabilisation.

À un moment donné, on y punissait Kadhafi, maintenant on s'en est pris à al-Assad... L'influence positive n'est pas dans la punition, mais dans la garantie d'une situation stable dans la région. Et alors l'Irak et l'Iran pourront devenir les principaux fournisseurs d'hydrocarbures (avec en plus, peut-être, l'Arabie saoudite et le Qatar). Cependant, cet objectif n'est même pas proclamé dans l'Union européenne. Là, c'est toujours la même rengaine sur « le troisième paquet énergie ».

La Vie Internationale : Quelle est votre prévision sur le prix du pétrole ?

Youri Chafranik : L'Institut de stratégie énergétique où je préside le Conseil des directeurs, oriente depuis longtemps le public et le privé vers le prix de 80 dollars le baril. Je pense que cette année, nous reviendrons à 70 dollars, qu'en 2016 le baril coûtera entre 70 et 85 dollars. Les variantes sont toutefois possibles : actuellement le prix est grandement dépendant de l'état du système financier qui investit des sommes colossales dans l'économie américaine et européenne. L'argent y sera toujours injectée, mais alors cela formera des bulles financières dont l'influence sur le prix du pétrole sera imprévisible.

La Vie Internationale : Quelle est à votre avis la situation avec le transit du gaz russe par l'Ukraine ?

Youri Chafranik : Quand j'étais ministre des Combustibles et de l'Énergie, nous avons signé avec l'Ukraine un tas d'accords officiels. L'Ukraine n'a tenu un seul de ses engagements concernant l'intégration de pipelines, le transit, les prix... Certes, la Russie en porte aussi la responsabilité, à cause de son laisser-aller « au

nom de l'amitié et de la stabilité en Ukraine ». Mais les choses allant de mal en pire, on a vu apparaître le *Nord Stream*, le *South Stream*, le *Turkish Stream*. Si nous dépensons ainsi des sommes folles, ce n'est pas du luxe !

Le bilan de la situation : le premier perdant est par définition l'Ukraine, le deuxième c'est la Russie, le troisième c'est l'Europe (pour quelle raison renoncerait-elle aux pipelines ? Comprends pas). Le grand gagnant, c'est la Chine. Sur le plan géostratégique, le bénéficiaire de cette aggravation, c'est la Chine.

Mots clés : sanctions, politique de l'énergie, prix du pétrole, Europe, Russie.

Международная



ЖИЗНЬ

La crise grecque : à qui la faute et que faire ?

L'opinion générale des grands de l'Union européenne (en premier lieu l'Allemagne) et des États-Unis sur la gravissime situation économique en Grèce se résume à ce que les Grecs avaient longuement vécu au-dessus de leurs moyens, qu'ils sont paresseux comme tous les habitants d'Europe méridionale, et que donc ils ont mérité la punition. À qui la faute ? La réponse, là voilà. Les « amis » de la Grèce dans l'UE et les célèbres « maîtres en catastrophes » du FMI proposent à cela un remède tout aussi traditionnel : réduire les dépenses sociales, se serrer la ceinture et alors, l'heureuse convalescence ne se fera pas attendre.

Il paraît toutefois que le diagnostic, tout comme le remède tel que concocté d'après la recette bruxelloise/washingtonienne, sont à mille lieux de la réalité ou, comme le disait un classique, terriblement éloignés du peuple. Dans notre cas, du peuple grec.

La crise nationale grecque a des racines profondes, mais aussi des causes financières et économiques plutôt récentes.

L'actuelle tragédie grecque avait commencé en octobre 1944, quand les troupes anglaises ont débarqué à Athènes. Les Anglais ont ouvert les combats contre les partisans de l'ELAS, tuant des milliers de Grecs qui avaient libéré eux-mêmes le pays des nazis. Les patriotes



**Nikolaï
Platochkin**

*Chef du département
des relations
internationales et
diplomatie à l'Institut
humanitaire de
Moscou, docteur d'État
en histoire*

platochkin@mail.ru

grecs étaient coupables rien que parce que dans leur majorité, ils étaient communistes ou sympathisants. Londres redoutait qu'arrivés au pouvoir à l'issue des élections libres, les communistes fraternisent avec Moscou. D'autant plus que personne en Occident ne doutait alors – et ne doute pas à présent – des sympathies traditionnelles de la majorité des Grecs pour la Russie, qui les avait libérés du jour ottoman.

Près de 200 000 personnes ont été tuées et environ un million sont devenus réfugiés en 1946-1949, pendant la cruelle guerre civile déclenchée en Grèce par l'Occident.

Les États-Unis ont profité des événements en Grèce pour proclamer en mars 1947 leur doctrine Truman qui a officiellement signifié le début de la guerre froide. C'est avec l'argent américain que l'on a construit en Grèce les camps de concentration où étaient placés tous les opposants, quand ce n'étaient pas les paysans tous simplement soupçonnés de n'être pas loyaux envers le pouvoir. En 1952 la Grèce, alors gouvernée par une dictature ouvertement demi-fasciste, fut entraînée dans l'OTAN. Pour la première fois, en faisant payer aux Grecs un prix terrible, le pays fut malgré lui maintenu dans l'orbite géopolitique de l'Occident.

Mais la Grèce s'est dégradée sous la direction affectueuse occidentale, si bien que tout le monde attendait que lors des premières élections plus ou moins libres, le 28 mai 1967, la victoire reviendrait à la coalition de la gauche et des centristes (à l'époque, le parti communiste était encore officiellement interdit). L'Occident vit de nouveau se dresser devant lui la menace terrible d'amitié entre Grecs et Russes. Alors, avec l'assistance de la CIA et de l'ambassade américaine à Athènes, l'armée a effectué le 21 avril 1967 un coup d'État réactionnaire. La démocratie a une nouvelle fois été écrasée dans le pays berceau de la démocratie, pour se plier aux intérêts géopolitique, cette fois ceux de Washington

et non de Londres. Un régime qui portait un nom bien parlant des « colonels noirs » s'est installé dans le pays.

Incapable de régler un seul problème intérieur, la dictature inventa de lancer une petite guerre victorieuse à Chypre, qui devait conduire en 1974 au démembrement de l'île et à l'occupation de sa partie nord par l'armée turque. Les « colonels noirs », qui ont fait une faillite complète dans la pleine acception de ce terme, ont quitté le pouvoir dans le déshonneur. Le pouvoir de la junte n'a fait que grandement monter les tendances anti-américaines en Grèce.

Toutefois, jusqu'en 1981, l'Occident parvenait à contrôler la Grèce par des moyens pacifiques en agissant par l'intermédiaire du parti conservateur *Nouvelle démocratie*, porté au pouvoir. Toutefois, lors des élections de 1981, tout le monde s'attendait à une victoire convaincante du Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) et à la formation d'une coalition entre ce parti et les communistes. À l'époque, le PASOK était un parti socialiste de gauche (du genre de l'actuel SYRIZA) qui se prononçait pour le retrait de la Grèce de l'OTAN et pour une amélioration radicale des relations avec l'URSS.

Pour la troisième fois, l'Occident fut obligé d'empêcher que la Grèce passe dans le camp soviétique. À l'époque, les guerres et les coups d'État s'étaient passés de mode (tout au moins en Europe), si bien qu'au lieu du bâton, on a essayé de manier la carotte. La Grèce fut d'urgence admise à l'UE, alors qu'aucune condition économique ne s'y prêtait. En échange de l'amitié avec Moscou, Bruxelles a promis à Athènes une aide à milliards, et alors les socialistes crédules ont mis de côté leur projet de passer par la « troisième voie » entre Moscou et Washington, décidant que « Greece is Europe ».

Même après la victoire éclatante du PASOK aux élections du 18 octobre 1981 avec 48,1% des voix et la troisième place des communistes (11%) après la *Nouvelle*

démocratie (35,9%), la Grèce a été une nouvelle fois maintenue dans le camp occidental.

Il est vrai que l'UE a accordé des milliards au pays de Périclès et de Thémistocle à titre de crédits et d'aide. On construisait des routes et des aéroports, les salaires et les retraites augmentaient. Le pays a été solidement habitué à se shooter aux subventions européennes. Sur le plan politique, on a vu s'établir le traditionnel concerto européen pour deux violons, quand sociaux-démocrates et conservateurs s'alternent au pouvoir sans que réellement rien ne change.

Au moment de l'adhésion de la Grèce à l'UE en 1981, le pays était financièrement bien plus sain que ses sponsors européens qui, à cette époque déjà, préféraient vivre à crédit. En 1981, la dette grecque se chiffrait à seulement 25% du PIB, contre 40% en moyenne dans les pays de l'UE. L'économie grecque s'appuyait sur trois piliers solides (sans les soumettre à des innovations style glamour) : l'agriculture développée, le tourisme et la plus grande au monde flotte marchande.

Cependant, comme l'UE a greffée sur la Grèce sa propre habitude de vivre à crédit, le pays s'est rapidement ressenti de ses conséquences néfastes. À quoi bon travailler si Bruxelles donne de l'argent ? il suffit pour l'obtenir qu'Athènes flirte un peu avec Moscou. C'est en 1981 que le budget grec s'est pour la première fois soldé par un déficit et est resté tel pendant les dix années suivantes. Dès 1987, le fardeau de l'endettement grec a rattrapé la moyenne européenne, soit 53% du PIB.

La catharsis, pour employer ce mot d'origine grecque, est arrivée en 1991 avec la chute de l'URSS, quand l'Occident a enfin respiré à l'aise. Désormais, il n'y avait plus à craindre l'échappée de la Grèce, qui n'avait plus vers où s'échapper. Comme par miracle, la source vivifiante de l'argent provenant de différents fonds européens a

commencé à tarir. Pour ne pas perdre leur niveau de vie entré dans l'habitude, les Grecs ont été obligés d'emprunter avec plus d'instance, car personne ne voulait plus donner de l'argent pour rien.

Mais l'UE a porté à la Grèce un nouveau coup extrêmement puissant, devenant en 1992 une alliance économique complète, désormais sans aucune limitation pour le commerce intérieur. Les articles industriels allemands, bon marché à cause de la haute productivité du travail, ont étouffé l'industrie grecque encore à l'état embryonnaire. Les tomates de serre hollandaises, sans saveur et tout juste exposées à quelques rayons pour conserver leur attrait marchand, ont évincé les tomates grecques, bien plus savoureuses et nutritives, mais plus chères à la production. La Grèce, pays du premier vin, s'est mis à boire du beaujolais français et du rioja espagnol.

Le déclin industriel et agricole a cruellement réduit les rentrées fiscales, obligeant les Grecs à emprunter encore et encore.

Dès 1993, la Grèce a fait faillite technique, car sa dette a dépassé les 100% du PIB, alors que dans l'UE, cet indicateur avoisinait en moyenne 70%. Cependant, dans les années 1990, les pays industrialisés de l'Union européenne, en premier lieu l'Allemagne, ont inondé avec leurs marchandises les marchés « libres » de l'ancienne URSS et des pays d'Europe orientale, et vivaient donc convenablement, alors que la Grèce s'est trouvée pratiquement oubliée.

En 1999, Athènes a commis une erreur vraiment tragique, en rejoignant la zone euro. En fait, cela signifiait l'ajustement de tous les prix à la consommation dans la zone sur les prix du marché le plus ample, autrement dit allemand. Pour la Grèce, où la vie était jusqu'alors relativement bon marché, cela signifiait une flambée des prix. Alors, pour éviter l'explosion sociale, il a fallu

augmenter les salaires et les retraites. Par quel moyen ? Mais encore une fois en augmentant l'endettement.

Avant 1999, la Grèce pouvait tant bien que mal lutter contre le déficit par une méthode classique, en dévaluant sa monnaie nationale, la drachme, exactement ce qu'elle faisait. Après chaque dévaluation, les marchandises grecques devenaient plus demandées sur les marchés extérieurs, l'arrivée de devises dans le pays augmentait et le budget se stabilisait. Après 1999, le pays pouvait lutter contre le déficit soit en s'endettant, soit en réduisant les dépenses, car les billets étaient désormais « imprimés » dans le lointain Francfort-sur-le-Main.

En 1981-2010, la Grèce avait en moyenne chaque année un déficit de 3% du PIB, mais tout comme chez les États-Unis, son budget militaire était le plus élevé parmi les pays de l'OTAN en pour cent du PIB. L'argent était dépensé pour acheter des armements aux États-Unis (42% de leurs fournitures à la Grèce), à l'Allemagne (22,7%) et à la France (12,5%), sans que personne, dans l'UE, n'exigeât que la Grèce économise sur ce chapitre des dépenses.

Notons que la Pologne et la République tchèque, comparables à la Grèce par leur niveau du développement économique, bien qu'entrées dans l'UE, ont nettement refusé de passer à l'euro (et refusent toujours de le faire). Leur calcul est compréhensible et économiquement raisonnable. La couronne tchèque « pesant » 25 fois moins que l'euro, cela permet aux marchandises tchèques d'être tout à fait compétitives. Prague est devenue une destination privilégiée pour tous les touristes de la zone euro, même pour les Espagnols qui n'aiment pas sortir de leur pays, riche en curiosités. Même en perdant sa magnifique industrie (l'Allemagne ne lui a pas permis de survivre, en absorbant les célèbres usines Škoda), la République tchèque a survécu grâce au tourisme et à l'agriculture. C'est-à-dire comme la Grèce survivait avant

d'entrer dans la zone euro.

En 2007, la dette grecque se montait à 115% du PIB, alors que dans l'Union européenne, elle représentait les mêmes 70%. En augmentant brusquement ses exportations vers les pays de la zone euro, l'Allemagne a pu arrêter pour la première fois son endettement dangereux, et même commencer à le réduire.

Les Grecs empruntaient surtout en émettant des obligations à différentes échéances. Cependant, au fur et à mesure que le fardeau de la dette pesait de plus en plus lourdement sur le pays, il fallait payer aux créanciers les intérêts croissants de ces mêmes obligations. Les obligations grecques ont fait l'objet de spéculations, y compris aux États-Unis. On est arrivé à ce que plus mal les choses allaient-elles en Grèce, et plus le pays devait-il déboursier pour payer les intérêts de ses obligations (même celles à taux flottant), et plus on pouvait gagner en les manipulant.

Les intérêts des emprunts grecs ont brusquement augmenté après le début de la crise économique de 2008. L'argent disponible est devenu plus rare sur le marché, et pour attirer les créancier afin de rembourser les obligations précédentes, les Grecs furent obligés d'en émettre de nouvelles à un taux d'intérêt faramineux. Toutefois, en octobre 2009 encore, les Grecs empruntaient pour un délai prolongé à 4,5%, tout comme l'Irlande (à l'époque encore appelée « le tigre celtique » pour saluer ses prétendument fantastiques succès économiques) ou la Belgique. Le poids de la dette qui pesait sur Athènes (115% du PIB) restait supportable sur l'échelle de mesure européenne, et était même plus léger qu'en Italie.

Soudainement, en avril 2010, les grandes agences de notation financière (elles sont toutes américaines, notons le) ont attribué à la Grèce des cotes souveraines qui la mettaient « à la poubelle ». L'endettement de la Grèce en a plus que doublé, si bien qu'en octobre Athènes pouvait

emprunter à un taux minimal de 12% (!). Un an plus tard, il fallait déjà payer 27%. La Grèce s'est engouffrée dans le surendettement, en empruntant à un taux terrible pour pouvoir rembourser les crédits précédents. Athènes a alors parlé d'un complot tramé par les spéculateurs internationaux (en premier lieu par les compagnies de couverture du risque américaines), qui ont tout simplement décidé d'estamper la Grèce, la choisissant pour le rôle de « cerf malade ».

Il faut dire que les soi-disant « partenaires » de la Grèce dans l'UE lui prêtaient volontiers de l'argent (surtout au gouvernement *Nouvelle démocratie* en 2004-2009) et qu'avant 2010, personne à Bruxelles ne tirait l'alarme au sujet des Grecs prétendument « paresseux ». En effet, les banques occidentales s'engraissaient abondamment de dettes grecques. En juin 2011, les banques de pays de l'UE comptaient déjà 48,5 milliards d'euros prêtés à la Grèce, dont françaises 9,4 et allemandes, 7,9 milliards. Quand les Américains (leurs agences de notation) et l'UE ont acculé la Grèce à la faillite totale, c'étaient toujours eux qui ont décidé de la « sauver ».

Le 2 mai 2010, le FMI, l'Eurogroupe et l'UE (la BCE), désignés en Grèce par le mot russe « troïka » (probablement le plus détesté aujourd'hui par les Grecs), ont proposé à Athènes 110 milliards d'euros aux conditions suivantes :

- austérité budgétaire, surtout dans les dépenses sociales ;
- privatisations de biens publics pour 50 milliards d'euros avant fin 2015 ;
- réformes structurelles pour remodeler l'ensemble de l'économie grecque, prétendument dans le but d'améliorer sa compétitivité sur les marchés mondiaux.

Toutes ses mesures de réduction des dépenses publiques ont eu pour effet une nouvelle hausse du chômage et une nouvelle chute des rentrées fiscales. Le déficit budgétaire

grec en a encore augmenté, après quoi, en octobre 2011, on a proposé à la Grèce encore 130 milliards, à condition de réduite plus fortement les dépenses (!), donc la demande solvable de la population.

À ce moment, la crise économique en Grèce s'est transformée en humanitaire, avec quelques éléments de catastrophe. Le chômage frappait 26% de la population active. Un Grec sur dix (surtout les jeunes et les spécialistes hautement qualifiés) a quitté le pays. La société est tombée dans l'apathie, rapidement devenue colère. Les grèves et les manifestations ont ébranlé le pays.

Le programme d'« aide » a effectivement porté ses « fruits » : le PIB grec a reculé de 5,4% en 2010, de 8,9% en 2011 et de 6,6% en 2012. La dette se montait en 2011 à 171,3% du PIB. Les banques européennes ont vendu environ la moitié des obligations grecques qu'elle détenaient aux compagnies de couverture américaines, qui ont fait des bénéfices juteux avec les intérêts de ces titres.

Aux élections de mai 2012, la coalition des partis de gauche SYRIZA, qui rejetait les marchés avec la « troïka », est arrivée deuxième (16,78%) devant le PASOK (13%) et légèrement derrière la *Nouvelle démocratie* (18,85%). La « troïka » a menacé les Grecs de blocus financier au cas où la SYRIZA accéderait au pouvoir, après quoi le pays fut obligé de se rendre de nouveau aux urnes. La popularité de SYRIZA s'en est trouvée renforcée : le 17 juin 2012 elle a obtenu 26,9% des voix, la *Nouvelle démocratie* 29,7%, le PASOK seulement 12,3%. Pour maintenir le pays sous son contrôle, l'UE a forcé les deux adversaires traditionnels, le PASOK et la *Nouvelle démocratie*, à former un gouvernement.

Le 7 novembre 2012, toujours sous la pression des menaces provenant de Bruxelles, le parlement grec a voté par 153 des 300 voix la ratification des pénibles réformes sociales. Cependant, la « troïka » a reconnu sur le coup

qu'elle avait fait le mauvais calcul et que pour réaliser les mesures antisociales qu'elle avait elle même proposées, il faudra accorder à la Grèce deux fois plus de moyens que prévu, soit 62 milliards d'euros. Mais personne ne comptait donner cet argent. Il a été recommandé aux Grecs de se serrer encore la ceinture. Le ralliement de la Grèce aux sanctions européennes contre la Russie a porté un coup terrible à l'agriculture grecque, déjà fortement éprouvée par la mise en circulation de l'euro.

En 2013, le PIB grec a perdu 3,9%, alors qu'il semblait que le pays avait déjà touché le fond. Il n'était non plus possible de se serrer encore la ceinture, et aux élections de janvier 2015, la SYRIZA est arrivée malgré tout au pouvoir, en promettant d'arrêter les mesures d'austérité tout en poursuivant la coopération avec la « troïka ».

La « troïka » a réagi à la bonne volonté du gouvernement de gauche grec de concerter avec elle un nouveau programme socialement orienté d'assainissement économique par la haine et le mépris glacial, y compris les invectives personnelles contre les principaux membres du gouvernement grec.

En ce moment, c'est le « facteur russe », qui semblait être oublié, qui est de nouveau entré en action. En entendant Athènes exiger l'annulation des sanctions antirusse, le Président américain a « recommandé » à l'UE de ne pas trop presser la Grèce. Comme toujours, Bruxelles a « entendu » la recommandation de Washington, en prolongeant en fait le programme de financement de la Grèce jusqu'à l'été 2015, alors qu'en mars encore, l'UE menaçait de l'arrêter. Après cela, la Grèce a soutenu la prorogation des sanctions de l'UE contre la Russie, aussi jusqu'à l'été 2015.

Cependant, en été 2015, les créanciers, en premier lieu les Pays-Bas et l'Allemagne, ont recommencé à imposer aux Grecs les mesures périlleuses qui avaient déjà échoué une fois, c'est-à-dire l'augmentation de la TVA et la

réduction des retraites, alors que dans les conditions du chômage généralisé (provoqué justement par les mesures imposées par les créanciers), un million et demi de personnes vivent en Grèce avec les pensions de retraite de leurs parents. Le gouvernement Tsipras a résisté au chantage et a soumis la proposition de la « troïka » au référendum. Le 5 juillet 2015, plus de 60% des habitants de l'Hellade ont dit leur « oxi » (non) à la voie qui ne menait nulle part, proposée Merkel et compagnie, cela malgré un blocus économique encore jamais vu dans l'histoire de l'après-guerre en Europe « démocratique », quand la BCE a pratiquement refusé de donner aux banques grecques du cash dans le but d'intimider les Grecs.

Comment se présente donc pour la Grèce une issue à la crise humanitaire, dans laquelle l'Occident avait si élégamment poussé le pays depuis au moins 1981 ?

Il nous semble que la SYRIZA n'a absolument aucune raison valable d'espérer que le paquet des mesures antisociales soit révisé avec l'aide financière de la « troïka ». Berlin a fait comprendre, grossièrement et à maintes reprises, que les Grecs devaient obéir sans réfléchir. Le coup de riposte du gouvernement d'Alexis Tsipras, qui a exigé que l'Allemagne paie les réparations pour l'occupation allemande en 1941-1944, peut paraître spectaculaire du point de vue propagandiste, mais financièrement parlant, il est inutile. Athènes peut certes jouer de temps à autre avec le « facteur russe » (donnez-nous de l'argent, et alors nous ne nous opposerons pas aux sanctions), mais cela n'apportera pas de solutions cardinales aux problèmes du pays.

Il n'y a qu'une seule solution qui se présente, de l'avis de l'auteur : adopter la même position que la République tchèque ou la Pologne, et se retirer de la zone euro. Si la Grèce met en circulation sa propre monnaie, au moins aussi légère que la couronne tchèque, les

produits agricoles grecs deviendront immédiatement concurrentiels. Outre les pays de l'UE, c'est la Russie, comme au temps de l'Union Soviétique, qui achètera volontiers les vins, les argumes, les olives, les fraises, les tomates et autres produits grecs, qui seront bon marché car ne dépendant pas de l'euro. Avec l'euro, les stations balnéaires grecques sont devenues plus chères pour les Russes, qui se sont réorientés vers la Turquie, alors que si la drachme revient, avec elle reviendront les touristes de Moscou ou de Novosibirsk. Les vacances en Grèce seront beaucoup moins chères pour les Russes.

Bien entendu, ce procédé n'a rien d'une innovation à la mode, mais la Pologne orgueilleuse a très bien vécu avec ses patates et pommes avant les sanctions antirusse. Il faut manger, même en temps de crise. Avec sa propre monnaie nationale, Varsovie a traversé sans trop de peine la crise de 2008-2009 qui a brisé la Grèce.

Il va de soi que la Russie doit aider financièrement la Grèce, compte tenu des liens historiques et spirituels séculaires qui unissent nos deux peuples. Toutefois, les injections provenant de Moscou (ou de Pékin, ou de toute autre capitale) ne produiront aucun effet si la Grèce continue à suivre les recommandations de la « troïka ». Il ne reste plus de trous dans la ceinture grecque pour la serrer encore davantage.

Mots clés : crise en Grèce, UE, Russie.



La terre promise face à une charge pénible

Toute crise met à l'épreuve la solidité du système institutionnel, révèle ses vices cachés et les défauts de sa cuirasse. Aujourd'hui les États d'Europe qui, jusqu'à tout récemment encore, se la coulaient douce, sont victimes d'une telle crise – un terrible par son ampleur et désordonné afflux de migrants provenant de la région Proche-Orient – Afrique du Nord. Quoiqu'il est douteux que cela soit un « désordre », car trop simultanément tout avait commencé. Les liens de cause à effet sont à la surface, les courants sont visiblement canalisés, les schémas du transit se dessinent. Il est évident que l'Occident, habitué à vaquer piane-piane à ses menus soucis et à inventer, les clamant à cor et à cris, ses grands problèmes, comme celui de « la menace russe », est pour la première fois confronté à ce genre de défi.

La réalité montre que le bonheur paneuropéen, tous les États membres de l'UE le vivent ensemble, alors qu'en se retrouvant face aux problèmes de dimension macro-régionale européenne, ils les souffrent chacun à sa manière, cherchant souvent à se décharger de la culpabilité, de la responsabilité ou d'une partie des frais à supporter, sur un quelconque des voisins. Ils ne se pressent pas non plus de tendre aux autres une main



Ivan Kravtchenko

*Deuxième secrétaire
du Secrétariat général
du ministère des
Affaires étrangères
de la Fédération de
Russie, docteur en
sciences politiques*

kravt-iv@yandex.ru

secourable, comprenant qu'autrement ils risquent de manquer de quoi distribuer aux leurs – tout le monde à des soucis électoraux, des adversaires politiques intérieurs à mater, tout le monde veut se maintenir au pouvoir. L'actuel déluge migratoire n'échappe pas à la règle. Chacun construit sa propre arche, encore que personne ne dispose pour cela de notice d'assemblage précise ni, à plus forte raison, universelle.

La problématique de l'actuel exode des pays POAN, y compris vue sous son optique européenne, est extrêmement variée. Elle comporte un aspect humanitaire, avec un conglomérat de tragédies individuelles de gens pourchassés par la guerre, sans avenir dans leur pays natal, sans moyens de subsistance, poussés à l'extrême donc capables d'actions désespérées. Faut-il dire que dans le monde où nous vivons, chacun peut se retrouver à leur place !

Dans une optique économique, il en va différemment : c'est un flux, qui ne se laisse pratiquement pas contrôler, de gens qu'il faut tant bien que mal héberger et entretenir aux frais de l'État, c'est-à-dire aux frais des contribuables-électeurs.

Sur le plan social et culturel, on voit augmenter très rapidement le nombre de personnes qui professent une toute autre religion, appartiennent à une toute autre culture, obéissent à de toutes autres traditions et, globalement parlant, ont une vision du monde totalement différente. Le voisinage obligé avec ces nouveaux arrivants provoquera inmanquablement le mécontentement des populations locales, tout tolérantes qu'elles soient, et amènera une riposte malveillante de la part des migrants, ouvrant le chemin aux radicaux de tous genres.

Pour ce qui concerne la sécurité, en même temps que le flux mal contrôlé de réfugiés du Proche-Orient, on verra pénétrer en Europe les adeptes de l'islam radical,

notamment les renseignements de l'État islamique qui monteront leurs réseaux secrets et mèneront une action de propagande, de recrutement et de terrorisme sur le territoire de l'UE. Il faut également noter que le transfert massif de migrants, organisé à la chaîne, au travers les États de transit et la frontière de l'UE, est selon toute évidence un business clandestin fort lucratif, dont il est tout à fait possible qu'il ait pour organisateur ou actionnaire ce même l'EI. Et encore, l'afflux constant d'un tel nombre de migrants fera inévitablement monter la délinquance dite habituelle et la criminalité, avec troubles, bagarres, cambriolages, etc. On peut déjà apprendre par les actualités que tous les arrivants, loin de là, ne sont pas prêts à positiver, pour ne rien dire de plus.

Ces facteurs aggravent les vieux problèmes et en créent de nouveaux, ainsi que les instabilités qu'il serait souhaitable de liquider sans trop de bruit. Le principal enjeu dans la dimension politique du problème est de trouver une réponse à la question « que faire ? » (la réponse à « à qui la faute ? » sera apportée plus tard).

Prenons par exemple l'Allemagne, l'un des États les plus prospères de l'UE, donc la destination privilégiée de migrants, leur terre promise. Dans ce pays, la crise migratoire occupe pratiquement tout l'espace médiatique.

Ce qui ne saurait pas étonner, car la situation n'est point réjouissante et n'incite pas à l'optimisme. Quarante pour cent des chercheurs d'asile, qui arrivent en Europe, débarquent en RFA. Les chercheurs de la belle vie venant des Balkans, plus précisément d'Albanie, de Bosnie-Herzégovine et du Kosovo, qui collent en catimini aux immigrants POAN, en ajoutent au piquant de la situation. D'après les données, annoncées par le ministre

fédéral allemand de l'Intérieur Thomas de Maizière, le nombre de réfugiés pourrait augmenter et passer à 800 000 personnes d'ici à la fin de 2015¹. Les camps de réfugiés et les services locaux n'arrivent pas à enregistrer et à dénombrer les arrivants. Les centres d'accueil sont pleins à craquer. Les autorités aménagent d'urgence les accueils dans les établissements sociaux et militaires. La RFA manque de moyens pour « digérer » le flux migratoire croissant.

Le côté financier est probablement – et implicitement – le point numéro un à l'ordre du jour. Le gouvernement cache le montant des dépenses auquel l'entretien des migrants reviendra aux contribuables allemands. Il faut y compter les frais de logement, les soins médicaux, la nourriture et, pour ceux qui auront la chance de rester, les allocations familiales – école, jardin d'enfants, etc., soit en moyenne 10 000 euros par réfugié et par an.

D'après la loi allemande, l'accueil et l'hébergement des demandeurs d'asile, ainsi que tous les frais qui s'y rattachent, sont à la charge des autorités régionales et locales. Les réfugiés qui arrivent en RFA n'ont pas le droit de travailler ou de faire leurs études, sauf les cours d'apprentissage de langues, autrement dit ne peuvent pas gagner légalement leur vie, sans déjà parler d'une quelconque contribution au budget public. En d'autres mots, dans tous les cas, des milliards d'euros seront dépensés pour entretenir ces gens. Il est vrai toutefois qu'au fond du problème se trouve un besoin réel de l'Allemagne d'avoir un supplément de main-d'œuvre hautement qualifiée de 400 000 personnes, soit pratiquement le nombre de migrants qui entrent dans le pays en usant de tous les moyens, qu'ils soient bons ou mauvais.

Angela Merkel a déclaré le 16 août 2015 dans une interview à la chaîne ZDF que la situation était

globalement insatisfaisante². Il faut noter qu'elle parlait de l'Allemagne, mais aussi de l'ensemble de l'UE. La chancelière fédérale a ainsi annoncé, en fait, l'opinion commune des autorités allemandes : il est impossible de maîtriser ce fléau social en agissant seul ; il est inévitable de renforcer l'action sur les partenaires dans l'Union européenne pour répartir les quotas d'immigration ; chaque pays devra assumer sa part de responsabilités³. Après le sauvetage de la Grèce, les immigrants et le droit d'asile pourront constituer un nouveau projet européen où les pays de l'Union européenne devront prouver leur capacité de jouer efficacement au sein d'une même équipe.

Le gouvernement n'a pas de recette unique pour combattre cette crise. On trouve parmi les propositions l'augmentation du personnel du Service des migrations et des réfugiés, ainsi que la procédure accélérée qui reconnaîtra aux migrants le statut de réfugiés. L'Allemagne suppose de faciliter l'entrée des travailleurs immigrés.

Il existe aussi une variante fort raisonnable : optimiser les allocations en espèces et les remplacer par la distribution alimentaire. Car les sommes versées aux réfugiés sont comparables ou supérieures aux salaires moyens en Albanie ou au Kosovo. Il est aussi proposé de les fixer au-dessous des allocations de chômage que touchent les citoyens allemands.

On proposait aussi d'attribuer à certains pays balkaniques – l'Albanie, le Monténégro, la République de Kosovo – le statut de « pays d'origine désignés sécuritaires », qui permettra de refuser à leurs citoyens l'asile pour des raisons politiques et de les reconduire à la frontière au terme d'une procédure simplifiée. Cette mesure aura permis de réduire de 40% l'afflux migratoire. Notons toutefois qu'appliquée à la Serbie, à la Bosnie-Herzégovine et à la Macédoine, cette mesure avait

manqué le coup – le nombre des immigrants de ces pays a augmenté de 23%.

Le temps montrera comment tout cela fonctionnera, quelle mesure s'avérera efficace et à quel point sera-t-elle payante. Les problèmes économiques, dans ce cas précis, c'est un moindre mal. La situation menace de saper la sécurité, la stabilité sociale et l'ordre public non seulement en RFA, mais aussi à l'échelle européenne. Il est assez difficile de détecter dans le mélange confus de personnes qui arrivent en Allemagne celles qui ont « le bon de voyage Daesh ». Pour le moment, elles n'ont pas pris les armes, elles ne font ni propagande ni recrutement actifs, elles restent des réfugiés malheureux et démunis semblables aux autres. Les autorités comprennent parfaitement bien que ces militants de la nouvelle internationale terroriste, c'est une bombe à retardement dont l'horlogerie a commencé son compte à rebours⁴.

Il n'est donc pas étonnant que l'afflux croissant d'immigrants ait donné lieu à un retour en force de la propagande menée par l'État islamique, qui emploie désormais non seulement l'infrastructure traditionnelle de mosquées et de communautés salafistes, mais aussi, et de plus en plus largement, l'Internet et les réseaux sociaux. La popularité du Daesh s'accroît parmi les citoyens allemands, y compris les Allemands de souche. Parmi les jeunes musulmans, l'appartenance au djihad mondial est en passe de devenir à la mode et donne du « prestige ». En 2015, un nombre record de 700 islamistes étaient partis d'Allemagne tant pour combattre que pour accomplir d'autres « jobs » en Irak et en Syrie, un tiers d'entre eux ont ensuite regagné la RFA⁵.

Les politiques et les médias allemands unissent leurs efforts pour enrayer l'effet cumulatif de ces problèmes sur l'opinion et maintenir la stabilité

sociale, mais les Allemands se montrent de plus en plus sceptiques, parfois hostiles, envers les migrants. Bien plus, on est en présence en FRA d'une propagation de tendances ultras, extrémistes et racistes, surtout anti-islamiques et anti-immigration. Les attaques se multiplient contre les mosquées et d'autres établissements musulmans, ainsi que contre les hébergements de chercheurs d'asile. Des meetings spontanés et des désordres éclatent devant les centres d'accueil. La discrimination quotidienne augmente dans les lycées, lors de l'embauche, etc.

La démarche des autorités qui consiste, en fait, à faire le silence et à fermer les yeux sur le problème, ou à mettre tous les incidents sur le compte des néonazis et des ultras marginalisés ne réussit pas, et même donne souvent des résultats contraires. Il se passe ce qui est absolument inadmissible dans les conditions critiques : les habitants éprouvent l'impression que le gouvernement ne contrôle pas la situation, qu'il est impuissant face à l'avalanche de problème et mène la politique de l'autruche.

Au fur et à mesure que les mécontents se coalisent, la protestation devient un système, cesse d'être sporadique et ne se cantonne plus uniquement dans le quotidien. L'initiative sociale des « Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident » (PEGIDA) en donne un exemple éclatant. Ce mouvement, encore tout jeune, a été fondé à Dresde en octobre 2014 (il convient de noter, à cette occasion, que d'après les statistiques de 2012, Dresde est la ville la moins envahie par les étrangers (7%) et que la Saxe compte le moins d'immigrants (2,8%)⁶.

Toutefois, en moins d'un an, cette modeste alliance des adversaires de la politique migratoire du gouvernement a pu évoluer en plate-forme de protestation nationale,

qui rassemble ceux qui détestent tel ou tel autre aspect de la politique intérieure et extérieure du gouvernement fédéral⁷.

Le mouvement recrute des partisans toujours plus nombreux et devient un créneau où montent les opposants aux partis du centre droite et gauche. D'après les données publiées dans le *Die Zeit*⁸, 49% des Allemands interrogés sympathisent au mouvement, 39% sont entièrement solidaires avec son action. Notons que 73% des sondés sont préoccupés par la menace de l'islam radical.

Il est significatif que ce ne sont pas les groupes ultras marginaux qu'on trouve à la base de l'initiative de Dresde, mais ceux qui forment le soubassement même de la stabilité allemande : la classe moyenne hautement instruite. D'après les sondages, 70% des participants au mouvement sont des ouvriers et des fonctionnaires publics, leur âge moyen est de 48 ans. Seulement 15% des personnes interrogées ont déclaré que la révolte contre la législation migratoire et l'afflux de migrants de pays musulmans étaient la cause de leur adhésion au mouvement. La majorité écrasante (54%) sont mécontents en bloc de la politique des autorités fédérales, et 20%, de la partialité des médias⁹.

Le 12 janvier 2015, Dresde a vu la plus nombreuse des manifestations organisées par le mouvement, avec plus de 25 000 participants¹⁰. La percée politique certaine de PEGIDA a été confirmée par le score de 9,6% de Tatjana Festerling aux élections du bourgmestre de Dresde le 7 juin 2015, alors que les sondages prémonitoires la créditaient de 1 ou 2% de voix tout au plus¹¹. L'un des maîtres-slogans sur lequel Festerling appuyait sa campagne électorale était « la renaissance » de la culture allemande et la critique envers les immigrants et les réfugiés, qui seraient des

gens ayant fui leur patrie dans l'espoir de mener une vie facile et de toucher des allocations d'aide publique¹². Il y a seulement cinq ou dix ans, des déclarations grand public sur la « renaissance » à la mode des années 1930 auraient été tout bonnement impensables, alors que maintenant, pas à pas, elles se rapprochent du courant politique dominant.

Le chef du projet « Jihad Watch » Robert Spenser conforte les slogans populistes de ce genre dans son article « Le phénomène PEGIDA – un éclat inattendu du patriotisme » : « Après la Seconde Guerre mondiale et l'Holocauste, on apprenait aux Allemands à haïr leur pays et eux-mêmes. <...> Maintenant ils ont retrouvé le sentiment que l'Allemagne est un pays où l'on peut vivre dignement et que les Allemands ont mérité le droit à une bonne vie dans le pays rétabli par leur travail opiniâtre. <...> Leur patriotisme n'est pas une animosité à l'égard des arrivants, il est l'amour de la patrie¹³. » Considérée comme personnelle, cette opinion a certainement le droit d'exister, d'autant plus qu'elle comporte un brin de vérité. Je dois dire tout de même qu'en entendant prononcer ces mots, pratiquement chaque Allemand instruit y aurait discerné une vilaine provocation.

Les PEGIDA estiment qu'en critiquant leur mouvement, les médias allemands parlent une langue de bois, sont partiels et ne donnent pas de faits pour appuyer leur opinion défavorable. La presse ne dit pas, par exemple, qu'outre les slogans anti-islamistes, les manifestations dénoncent la politique européenne de la RFA, la participation de la Bundeswehr aux opérations de l'OTAN, la politique migratoire de l'UE – les quotas obligatoires pour la répartition des réfugiés entre États européens et les privilèges dont bénéficient les immigrants au détriment des subventions aux habitants

locaux. Les médias semblent ignorer que le mouvement n'apprécie pas non plus la politique qui embrasse les intérêts des États-Unis, souvent au désavantage des intérêts nationaux, y compris dans les rapports avec la Russie¹⁴.

Choisi par les autorités allemandes et appliqué par l'entremise des médias, le schéma anti-PEGIDA ne fait qu'attirer dans ses rangs encore plus d'adeptes, provenant surtout de l'opposition aux centristes. Les critiques violentes formulées par Angela Merkel¹⁵, le refus des autorités fédérales de contacter les manifestants PEGIDA dans l'espoir de marquer des points politiques et de soustraire une partie de l'électorat potentiel du mouvement anti-islamiste, même les collègues de la chancelière dans son groupe parlementaire considèrent cela comme une erreur¹⁶.

L'apparition même du mouvement de Dresde et ses premiers succès, en tant qu'organisation parapluie pour ceux qui prennent mal la politique actuellement menée par la direction du pays, constituent non seulement une réaction de l'opinion politiquement active à un brusque afflux migratoire, mais aussi une conséquence directe de l'échec du multiculturalisme prôné par les dirigeants de la RFA.

Dès 2010 Thilo Sarrazin écrivait dans son livre « L'Allemagne s'autodétruit »¹⁷ que le pouvoir en Allemagne ne s'intéressait ni aux réfugiés ni à leurs problèmes. Aux yeux des élites, qui vivent dans un espace relativement clos de grande aisance matérielle, les immigrants sont ceux qui ramassent les ordures et lavent le plancher, ou encore qui apparaissent en toile de fond quand on traverse occasionnellement le quartier berlinois de Neukölln. La société allemande n'a réellement rien fait pour résoudre les problèmes des immigrants et mieux les assimiler. À vrai dire,

le multiculturalisme et la tolérance se résumaient à éponger ou, mieux encore, à taire les questions sociales et économiques préoccupantes liées aux réfugiés, aux immigrants, aux diasporas compactes. En d'autres mots, à fermer les yeux sur la problématique des relations interethniques et inter-religieuses. Les élites politiques allemandes, qui s'intéressent aux problèmes vitaux du pays uniquement dans la mesure où en dépend leur côte de popularité, agissaient au gré de la conjoncture du moment. Elles centraient leurs efforts et le zoom médiatique sur les problèmes qui ne demandaient pas à s'investir durablement sans espérer un résultat tangible à court ou à moyen terme.

Cependant, la dimension des difficultés étant infime à l'époque, on pouvait tout bonnement les passer à l'as et étiqueter Sarrazin comme vieille loque déjantée pour mieux l'oublier. Ce qui a été fait, très exactement. Aujourd'hui nous voyons qu'il ne sera plus possible d'appliquer cette solution facile. Les problèmes ont subitement pris une dimension qui fait que les taire reviendra à payer plus cher qu'au marché. Mais les résoudre demande des ressources colossales et un temps bien long. Sans que personne garantisse le résultat escompté.

Toutefois la situation n'est pas encore en chute libre et l'épreuve ne représente pas encore une menace existentielle pour l'Allemagne. Un observateur neutre aurait certainement l'impression que les élites politiques et les médias allemands tombent dans l'absurde le plus total avec leur correction politique agressive et leur tolérance. Mais cela ne sera qu'une apparence, car il y a là un élément de duplicité politique saine. Des gens tout à fait raisonnables, qui y sont au pouvoir, comprennent qu'il faut résoudre ce problème. Et le résoudre le plus vite possible. Autrement, disons-le carrément, ce

pouvoir pourrait ne plus se maintenir au gouvernail, alors que, du fait de l'instabilité sociale, les financiers et les industriels qui le soutiennent perdront plus qu'ils ne gagneront.

Il faudra y prêter une attention maximale y compris parce qu'il reste deux ans avant les nouvelles élections fédérales en Allemagne. Les rouages, qui mettent en route la campagne électorale, tournent déjà. Le dossier migratoire devient un outil de luttes politiques intérieures : chacun veut se montrer le plus humain, charitable, équitable, raisonnable et prévoyant, tout en traînant ses concurrents dans la boue. L'essentiel est que ce comportement ne vienne pas empêcher d'unir les efforts – quand cela sera nécessaire et même si c'est fait en cachette – pour régler le problème qui menace l'Allemagne de graves préjudices financiers et sociaux.

La partie est à jouer en beauté, tout est à faire sans trop de bruit et en montrant que le gouvernement tient ferme et ne fléchit pas sous la critique. Certes, le bourge moyen devra-t-il souffrir un peu pour le Vaterland. Mais servir de bouclier vivant pour détourner tous les maux qui s'abattent sur la partie, n'est pas pour cela qu'existe la classe moyenne, fondatrice de la prospérité allemande ? Le peuple paiera les erreurs des gouvernants. Et c'est aux vainqueurs qu'il appartiendra d'écrire l'Histoire.

-
1. *De Maiziere rechnet mit 800.000 Flüchtlingen* // Zeit Online, 2015. 19 August // www.zeit.de
 2. *Site officiel ZDF* // www.heute.de/bundeskanzlerin-angela-merkel-im-zdf-sommerinterview-39729302.html
 3. Voir aussi : *Flüchtlingskrise ist Jahrhundertaufgabe*. Interview mit Frank-Walter Steinmeier // Rheinische post. 2015. 8 August // <http://www.rp-online.de/politik/deutschland/frank-walter->

- steinmeier-im-interview-fluechtlingskrise-ist-jahrhundertaufgabe-aid-1.5296433
4. Jürgen Todehöfer : *Eine Fünf-Säulen-Strategie zur Bekämpfung des IS* // Berliner Zeitung. 2015. 21 Juli // <http://www.berliner-zeitung.de/politik/gastbeitrag-zur-terrorbekaempfung-eine-fuenf-saeulen-strategie-zur-bekaempfung-des-is,10808018,31267630.html>
 5. *Réponse du Gouvernement fédéral à l'interpellation du groupe parlementaire L'Alliance 90/Les Verts* / Deutscher Bundestag // <http://dip21.bundestag.de/dip21/btd/18/053/1805351.pdf>
 6. *Germany's anti-Islam Pegida makes surprise gains in first election bid* // The Guardian. 2015. 8. June // <http://www.theguardian.com/world/2015/jun/08/germanys-anti-islam-pegida-makes-surprise-gains-in-first-election-bid>
 7. M. Gärtner : *Der PEGIDA-Put: Merkels gefährliche Wette*, 2015, 5 Januar // <http://info.kopp-verlag.de>
 8. *Jeder Zweite sympatisiert mit Pegida* // Die Zeit, 2014, 15 Dezember // <http://www.zeit.de/politik/deutschland/2014-12/islam-pegida-fluechtlinge-deutschland-umfrage>
 9. H. Vorländer : *Wer geht zu PEGIDA und warum?* // Technische Universität Dresden, 2015, 20 Januar // http://tu-dresden.de/die_tu_dresden/fakultaeten/philosophische_fakultaet/ifpw/poltheo/news/vorlaender_herold_schaeller_pegida_studie
 10. George Arnett : *German anti-immigration movement is still only a minor force* // The Guardian, 2015, 13th January // <http://www.theguardian.com/news/datablog/2015/jan/13/german-anti-immigration-party-only-minor-force-pegida>
 11. *Lagerwahlkampf zur zweiten Runde der OB-Wahl in Dresden* // Focus Online. 08.06.2015 // http://www.focus.de/regional/dresden/wahlen-ob-wahl-in-dresden-bereits-18-prozent-wahlbeteiligung_id_4733375.html
 12. *Germany's anti-Islam Pegida ...*
 13. Robert Spencer : *Germany: PEGIDA is «an unexpected flash of patriotism»* / Jihad Watch // <http://www.jihadwatch.org/2015/01/germany-pegida-is-an-unexpected-flash-of-patriotism>
 14. Henry Paul : *Pegida steht auf gegen Regierungslügen* // Contra Magazin, 22 Januar 2015 // <http://www.contra-magazin.com/2015/01/pegida-steht-auf-gegen-regierungsluegen/>

15. *Neujahrsansprache der Kanzlerin: Merkel prangert Hass bei Pegida-Märschen an* // Spiegel Online, 31.12.2014 // <http://www.spiegel.de/politik/deutschland/merkel-kritisiert-pegida-bei-neujahrsansprache-scharf-a-1010785.html>
16. *Friedrich macht Merkel für Pegida verantwortlich* // Die Welt, 27.12.2014 // <http://www.welt.de/politik/deutschland/article135786197/Friedrich-macht-Merkel-fuer-Pegida-verantwortlich.html>
17. Thilo Sarrazin : *Deutschland schafft sich ab: Wie Wir unser Land aufs Spiel setzen*, München, Deutsche Verlags-Anstalt, 2010.

Mots clés : Allemagne, afflux d'immigrants, État islamique (EI, Daesh), PEGIDA.

Международная



ЖИЗНЬ

Les intérêts des États-Unis en Eurasie et en Ukraine

La politique extérieure des États-Unis a joué un rôle déterminant dans le début et le déroulement des crises politique et militaire en Ukraine. Durant un quart de siècle après le démantèlement de l'URSS les milieux dirigeants américains ont travaillé ferme à renforcer leur contrôle sur la société ukrainienne. Ils ont mis en place tout un réseau institutionnel s'étendant des oligarques qui gardent leurs capitaux à l'Occident aux nombreuses ONG en passant par des partis politiques fantoches et des activistes néo-fascistes. À un moment donné, ces forces ont été mises en branle pour amener au pouvoir un régime pro-américain.

Quels sont donc les intérêts des États-Unis qui les ont incités à déployer tant d'efforts énergiques et soutenus pour faire marcher l'Ukraine sous leur houlette? Si cette question reste sans réponse, nombre de causes cruciales du problème politique le plus aigu en Europe Centrale depuis la chute du Mur de Berlin ne seront pas éclaircies.

Le présent article traite du défi que le redressement de la Russie et l'essor de la Chine ont lancé à la stratégie étasunienne en Eurasie et du rôle assigné à l'Ukraine dans cette stratégie, une attention particulière est accordée aux intérêts économiques des États-Unis en Ukraine ; le tout aboutit au résumé et conclusions.



**Rouslan
Dzarassov**

*Chef du département
de l'économie
politique à l'Université
économique russe
Plekhanov, docteur
d'État en sciences
économiques*

dzarassov@gmail.com

LA RUSSIE, LA CHINE ET LE NOUVEAU « GRAND JEU »

George Friedman qui dirige la société de renseignement *Stratfor* proche de la CIA, démontre que tout au long du XX^e siècle la prévention de l'apparition en Eurasie d'une super-puissance capable de réunir les populations et les ressources de ce continent a été l'un des premiers objectifs stratégiques des États-Unis. L'apparition d'un tel poids-lourd dans l'arène mondiale aurait pu renverser l'équilibre des forces mondiales en sapant le leadership américain. C'est pour l'empêcher que les États-Unis sont entrés au conflit pendant la Première et la Seconde Guerres mondiales lorsque l'Allemagne prétendait à ce rôle et ont mené la guerre froide lorsque cette position a été revendiquée par l'Union Soviétique. La défaite de l'Allemagne a ouvert devant les États-Unis la voie vers l'hégémonie dans le monde capitaliste et le démantèlement de l'URSS, la perspective de devenir l'unique super-puissance sur la planète. Dans ce contexte, « l'impératif final de la puissance dominante de l'Amérique du Nord consiste à garantir que cela [l'apparition d'un rival eurasien] n'ait jamais lieu ». Pour ce faire, il faut « maintenir la division de l'Eurasie en une quantité aussi grande que possible de diverses puissances (mutuellement hostiles, de préférence)¹. » Au début du XXI^e siècle, cette stratégie à long terme des États-Unis en Eurasie se heurte à deux défis capitaux, à savoir le redressement de la Russie et l'essor économique de la Chine.

Dans les années 2000, la Russie, profitant des recettes pétrolières durablement élevées, a déployé des efforts considérables pour surmonter les conséquences dévastatrices des réformes économiques radicales des années 1990. L'économie nationale accuse une croissance

non négligeable, les revenus réels de la population augmentent, la situation sociale se stabilise, la défense nationale se renforce et le rôle du pays dans les relations internationales devient plus important. Une attention particulière doit être accordée à une nouvelle impulsion donnée ces dernières années à l'intégration des anciennes républiques soviétiques.

La nécessité de recréer l'espace économique commun a été reconnue dès le début des années 1990, mais il fallait encore joindre le geste à la parole. En fait, la CEI était mal placée pour servir de cadre à la réintégration dans l'espace postsoviétique. L'appel du président kazakh Noursoultan Nazarbaïev à créer une Union eurasienne, lancée lors d'une conférence à l'Université d'État de Moscou en mars 1994², n'a pas alors été entendu. Il aura fallu passer par la période d'une confrontation dégrisante avec l'Occident pour prendre conscience des dures réalités du monde contemporain et réaliser qu'il ne serait possible de tenir ferme qu'ensemble. Au début des années 2000, la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie ont adopté un nouvel ordre du jour de leur politique intégrationniste qui prévoyait la création graduelle de l'Union douanière (UD), de l'Espace économique commun (EEC) et finalement de l'Union économique eurasiatique (UEEA). À l'automne 2011 Vladimir Poutine, alors Premier ministre russe, suivi d'Alexandre Loukachenko, président biélorusse, et de Noursoultan Nazarbaïev, président du Kazakhstan, a exposé sa vision du projet de l'Union eurasiatique dans la presse³. Les leaders des trois premiers pays de l'espace postsoviétique s'accordaient à favoriser une intégration étroite, la seule capable, selon eux, de réunir des conditions pour une modernisation digne de ce nom des économies nationales afin de les rendre compétitives sur le marché mondial, rehausser le niveau de vie des populations et renforcer leur sécurité.

Ce projet montre que les dirigeants des trois pays admettaient dans leur for intérieur que les réformes économiques radicales du début des années 1990 ont abouti à des résultats négatifs. Il témoigne également de la prise de conscience quant à la vulnérabilité des républiques postsoviétiques dans le contexte de la crise économique mondiale et de la dégradation indéniable des relations internationales. En se mettant en route ensemble vers l'Union eurasiatique, les leaders des trois pays ont envoyé aux Occidentaux un signal clair et net de leur volonté d'agir pour une plus grande indépendance de leurs pays respectifs dans l'économie mondiale et la politique extérieure.

Les visées eurasiatiques étaient directement liées au destin de l'Ukraine. L'Union douanière est le premier partenaire commercial de ce pays. Dans le contexte d'une crise profonde de l'économie européenne et de l'inaccessibilité de fait du marché européen, l'intégration avec les partenaires eurasiatiques apparaît comme l'unique voie réelle vers le développement et la modernisation de l'économie ukrainienne, offrant une chance de libérer le pays des entraves de la périphérisation.

La classe dirigeante ukrainienne s'est malheureusement montrée incapable d'adopter une approche pragmatique de la défense des intérêts nationaux. Par contre, le signal a été entendu par Washington et a suscité son inquiétude. En décembre 2012 Hillary Clinton, alors secrétaire d'État américaine, a déclaré de la tribune d'une conférence internationale sur les droits de l'homme de Dublin que la « resoviétisation » d'une large partie de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale représentait un danger. « Elle sera appelée autrement, a-t-elle expliqué. On va l'appeler l'Union douanière, l'Union eurasiatique ou quelque chose de ce genre. Détrompons-nous. Nous sommes parfaitement conscients des objectifs posés et

recherchons des moyens de différer ou d'empêcher cela⁴. » Cette réaction effrontée des autorités américaines à une affaire intérieure de républiques postsoviétiques s'accorde parfaitement avec leur stratégie visant à prévenir l'apparition d'une grande puissance en Eurasie. La crise ukrainienne résulterait de ces « recherches » américaines en vue d'empêcher « cela », à savoir la renaissance des peuples de l'ancienne URSS.

La montée en puissance de l'économie chinoise et l'influence politique croissante de Pékin suscitent des préoccupations tout aussi grandes des États-Unis. Washington voit dans l'Empire céleste une puissance dynamique capable de revendiquer dans un proche avenir le leadership en Eurasie, à savoir défier l'hégémonie mondiale des États-Unis⁵. Ces derniers aspirent à affaiblir et isoler la Chine pour freiner la croissance de sa puissance économique, militaire et politique. C'est le point de mire du « pivot asiatique » (*Pivot to Asia*) proclamé par le président Obama.

Ses grandes options sont formulées dans ses « Principes de la stratégie en matière de défense » datant de janvier 2012 : « Les intérêts étasuniens en matière d'économie et de défense sont indéliables des événements en cours sur l'arc qui s'étend de la partie occidentale du Pacifique et de l'Asie de l'Est à l'océan Indien et l'Asie du Sud en créant un mélange de nouveaux défis et opportunités qui se profilent. Par conséquent, pendant que les Forces armées des États-Unis continuent d'apporter leur contribution à la garantie de la sécurité globale, *nous allons procéder, si besoin est, au rééquilibrage des forces en direction de l'Asie-Pacifique* (en italique dans le texte. – N.d.A.)⁶. » Épurée des rhétoriques idéologiques, la nouvelle doctrine se résume à brider la Chine, c'est-à-dire à œuvrer pour freiner la croissance économique et l'influence politique de ce pays.

Il s'agit en premier lieu de redistribuer les ressources militaires américaines pour les ramener du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud vers l'Asie-Pacifique. Deuxièmement, resserrer les liens militaires, diplomatiques et économiques avec les alliés de longue date de Washington tels que le Japon, l'Australie, la République de Corée ou la Thaïlande et établir des rapports avec des économies émergentes, à savoir l'Inde, l'Indonésie ou le Vietnam. Troisième étape : renforcer le partenariat avec la Nouvelle-Zélande, Singapour et Taïwan. Quatrième : la présence du capital américain dans la région, encouragée par l'État (à savoir le renforcement de la dépendance économique des pays qui s'y trouvent). Cinquième : promotion des rapports avec les institutions régionales multilatérales telles que l'ASEAN. Sixième : campagne pour les « valeurs américaines universelles » telles que la démocratie et les droits de l'homme, à savoir la mise en valeur de l'idéologie américaine⁷. Ajoutez-y la présence militaire américaine en Asie centrale (ancienne Asie centrale soviétique) pour évaluer la pensée grandiose des stratèges américains. Si elle est concrétisée, la Chine se verra entourée d'une puissante coalition de ses voisins sous la houlette des États-Unis, capable de servir d'un gros contrepoids régional au géant qui se lève.

À l'aurée des réformes économiques en Chine leur architecte Deng Xiaoping a jeté les bases de la politique extérieure prudente de son pays qui préférait éviter des conflits avec les Occidentaux pour avoir accès à leurs marchés. « Maintenant le "pivot asiatique" de Washington suscite des inquiétudes de Pékin quant à la politique de dissuasion américaine et à l'intensification des rivalités stratégiques entre les deux puissances⁸. » La politique modérée de Deng Xiaoping semble de plus en plus souvent inefficace aux Chinois car elle n'est pas

à même de sauvegarder les intérêts vitaux du pays ; des voix se lèvent pour resserrer la coopération avec les pays de BRICS, un nouveau « pôle » mondial qui tient tête à l'hégémonie américaine⁹. Le « pivot asiatique » a provoqué une réaction mitigée dans la région, tant dans les milieux dirigeants que dans la société¹⁰. Toutes ces circonstances ont ébranlé la position de la Chine face à la crise ukrainienne.

C'est dans ce contexte qu'il faut considérer la lutte pour le contrôle sur les régions riches en pétrole de la Caspienne et d'Asie centrale, lutte qui gagne en intensité et qu'on appelle de plus en plus souvent le nouveau « Grand jeu »¹¹. Introduit par l'écrivain britannique Kipling, ce terme renvoie à la rivalité coloniale entre la Grande-Bretagne et la Russie en Asie centrale et au Caucase. Cette région a nettement pris du poids économique aujourd'hui à l'échelle mondiale, ses réserves d'hydrocarbures s'avérant plus importants qu'on ne le croyait. Selon certaines estimations, le sous-sol de la Caspienne renfermerait jusqu'à 200 milliards de barils de pétrole contre 260 milliards de barils en Arabie saoudite. Les ressources pétrolières de l'Asie centrale, notamment du Kazakhstan, sont aussi impressionnantes.

La reprise du Grand jeu a défini le rôle du Caucase dans la stratégie globale de Washington. D'un côté, la domination étasunienne dans la région fermerait à la Russie l'accès des richesses pétrolières de la Caspienne et de l'Asie centrale et de l'autre côté, elle assurerait le contrôle américain sur le transport de l'énergie. Voilà pourquoi l'Occident a accordé son soutien aux terroristes en Tchétchenie brandissant le drapeau de l'islam dans les années 1990-2000¹². L'enrôlement par l'OTAN de l'Ukraine et de la Géorgie et l'évincement de la Russie de la mer Noire servent le même but. La domination des États-Unis en Asie centrale et au Caucase devient

encore plus précieuse à la lumière de la nouvelle stratégie américaine à long terme vis-à-vis de la Chine.

Celui qui tient sous sa coupe le Caucase et l'Asie centrale régit le commerce de l'énergie en décidant des prix, des quantités et des bénéficiaires. C'est imposer son contrôle sur la croissance économique d'autres pays. La Chine devenant l'acheteur principal des hydrocarbures, la soumission de la Russie devient une condition importante de l'encerclement de l'Empire céleste pour ensuite resserrer l'étau.

Les rapports de la Russie avec l'Ukraine sont son point faible du point de vue de son redressement, surtout à la lumière de l'importance décisive de l'intégration eurasiatique. La plus grande république issue de l'Union Soviétique joue un rôle de taille et à multiples facettes dans la stratégie américaine en Eurasie.

L'UKRAINE DANS LA STRATÉGIE AMÉRICAINE

Il a déjà été dit que l'objectif poursuivi par les États-Unis en Europe depuis presque un siècle se résume à prévenir l'apparition d'une super-puissance capable de réunir les ressources de l'Eurasie et de défier le leadership américain. La mise au pas de l'Ukraine est un gage du succès de cette stratégie. « Le renforcement de la souveraineté ukrainienne est important pour empêcher la renaissance d'une super-puissance soviétique à l'ancienne autour de son noyau russe. La politique de la Russie en matière de sécurité nationale montre clairement quel est l'enjeu de la nouvelle association bienveillante d'anciennes républiques soviétiques. Mais tant que Kiev est attaché à la souveraineté absolue, le "pluralisme géopolitique" restera dominant¹³. »

Mentionner la « souveraineté ukrainienne » relève de la rhétorique. L'Ukraine postsoviétique offre un

exemple classique de développement dépendant, sans l'ombre d'autonomie. Il n'est pas clair non plus ce qu'il y a à redire au renouvellement de l'association bénévole de pays dans l'optique des discours politiques américains qui imposent avec insistance – et une certaine mauvaise foi – les droits et libertés des peuples. À ces réserves près, nous devons être reconnaissants à l'expert militaire américain pour sa franchise. Il explique avec droiture d'un soldat que l'Ukraine intéresse les États-Unis en tant qu'instrument qui leur permettra d'empêcher le redressement de la Russie.

Zbigniew Brzezinski, l'un des principaux russophobes américains, avait bien dit : « Il ne suffit pas de souligner que sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire. Mais elle le redevient automatiquement avec une Ukraine corrompue et soumise¹⁴. » Là aussi, les propos sur l'empire ne sont qu'une figure de style. Les États-Unis modernes sont devenus eux-mêmes un empire qui détient un pouvoir sur le monde dont aucun autre métropole ne pouvait rêver. Les inquiétudes du politologue américain à propos de la « corruption » et de la « soumission » de l'Ukraine sonnent aussi faux, vu l'énorme dépendance de ce pays du capitalisme mondial, surtout américain. Au fond, Brzezinski parle de la nécessité de dresser deux grands pays frères l'un contre l'autre pour empêcher la Russie de devenir un grand joueur indépendant sur l'échiquier mondial, capable de défendre ses intérêts.

En brandissant l'idée du « pluralisme géopolitique », les États-Unis et les pays occidentaux aspirent surtout à attiser le conflit entre les deux plus grands États slaves. Le rôle assigné à l'Ukraine dans le maintien du contrôle universel des États-Unis sur l'Eurasie revêt plusieurs aspects.

Il s'agit avant tout de l'entrée de ce pays à l'OTAN, de la mise en place du bouclier antimissile européen et du problème énergétique.

La Déclaration sur la souveraineté nationale de l'Ukraine qui aurait été à l'origine de l' « indépendance » du pays stipule la neutralité et la non-adhésion aux blocs militaires qui sont à la base de sa politique extérieure. Cependant les forces pro-occidentales ont réussi à faire adopter au parlement, en 2003, la loi Sur les bases de la sécurité nationale qui présente l'adhésion à l'OTAN comme l'enjeu de l'orientation euro-atlantique de l'Ukraine. En janvier 2008, en prévision du sommet de Bucarest de l'Alliance, l'Ukraine a déposé la demande de rejoindre le Plan d'action pour l'adhésion (MAP). C'est un programme visant à préparer le terrain en vue de l'adhésion à l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN).

Il prévoit toute une série de mesures pour implanter les normes de l'Alliance dans les domaines militaire, politique et économique. Cela se fait sous le contrôle d'experts otaniens qui obtiennent l'accès à un large éventail d'informations ayant trait à la défense. Sous tous les présidents de l'Ukraine, de Koutchma à Porochenko en passant par Ianoukovitch, la ligne sur l'entrée dans l'OTAN restait inchangée. Du reste, ce n'était vrai que pour la classe politique de l'Ukraine, la population étant profondément divisée sur ce dossier : en 2010, 70 à 80% des Ukrainiens s'opposaient à la participation de leur pays à ce bloc militaire¹⁵.

L'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN aurait également pour conséquence la concrétisation des projets américains de déployer des éléments du bouclier antimissile européen sur le sol ukrainien. La défense antimissile en Europe est échafaudée par Washington qui tente de rompre la parité pour assurer sa supériorité militaire et stratégique sur Moscou. Dans cette optique, le déploiement des éléments de la troisième région de positionnement du bouclier antimissile américain sur le sol ukrainien serait

particulièrement efficace. Les Américains disposeraient de moyens d'intercepter des missiles russes dès qu'ils auraient été lancés et non sur la trajectoire d'approche finale. Même si certains missiles russes avaient échappé à ce réseau de radars européens, ils risqueraient d'être interceptés lors de la phase finale de leur trajectoire au-dessus des première et deuxième régions de positionnement déployées en Alaska et en Californie. Et il y a autre chose.

Les têtes conventionnelles dont les missiles d'interception sont dotés pourraient facilement être remplacées par des têtes nucléaires. Dans ce cas de figure ce ne sont plus des éléments du système antimissile mais le fer de lance de la force nucléaire offensive. À propos, le temps de vol de ces missiles entre, disons, Kharkov et Moscou serait de quelques petites minutes. Pas assez pour riposter et se défendre. Le cœur même de notre pays serait constamment visé par des ogives nucléaires.

Il n'y a pas de doutes que le déploiement du système européen antimissile en Ukraine fragiliserait une partie importante du bouclier antinucléaire russe en rompant brusquement l'équilibre stratégique à notre détriment.

LES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES AMÉRICAINS EN UKRAINE

L'équilibre énergétique mondial et le transport de l'énergie sont un autre problème important en rapport avec le contrôle américain sur l'Ukraine. L'expert militaire américain cité ci-dessus affirmait il y a 15 ans que «l'on réalise de mieux en mieux que l'Ukraine occupe une position décisive dans la lutte qui commence pour dominer les couloirs de transport de l'énergie reliant les régions pétrolifères et gazières de la Caspienne aux marchés européens. La valeur économique des

ressources de la Caspienne n'a pas encore été confirmée, mais la rivalité dans la construction des conduites est déjà en place. Il faudra du temps pour voir si l'Ukraine offre des voies alternatives pour diversifier l'accès de la région, ce que l'Occident aurait préféré, ou "se voit reléguée au rôle d'une filiale de la compagnie russe". Cependant son importance dans la lutte pour l'exploitation du noeud énergétique de la Caspienne est indiscutable¹⁶. »

Le volet énergétique du problème ukrainien comprend un autre intérêt américain des plus importants qui est lié à la soi-disant « révolution du gaz de schiste », à savoir l'apparition des technologies permettant d'extraire du gaz et du pétrole de schiste. L'effet économique de ces technologies reste sujet à caution¹⁷. Le prix de revient de la production du pétrole de schiste aux États-Unis est de 48 dollars le baril en moyenne. Une très bonne affaire, mais à condition de la durabilité des prix élevés de cet hydrocarbure. Pour ce qui est du gaz de schiste, c'est plus compliqué. D'après les données à notre disposition, l'extraction d'un millier de mètres cubes de gaz de schiste coûte entre 160 et 200 dollars aux États-Unis, 260 à 320 dollars en Pologne et 320 à 560 dollars en Chine. Entre-temps, le *Gazprom* russe ne dépense que 18 à 20 dollars pour produire mille mètres cubes du « bleu »¹⁸. Par ailleurs, la qualité du gaz de schiste est souvent inférieure à celle du gaz naturel et son extraction est toujours nuisible à l'environnement. À ce jour, l'ensemble des pays du monde sauf les États-Unis, le Mexique et la Chine ont renoncé à cette technologie. Les Américains, eux, s'enthousiasment devant les nouvelles perspectives.

Il y a cinq ans, personne n'aurait cru que les États-Unis puissent devenir un exportateur de l'énergie. Cependant en 2009 leur production du gaz naturel a

dépassé celle de la Russie, et en 2015 ils pourraient ravir la place de premier producteur mondial de pétrole à l'Arabie saoudite. Les débouchés extérieurs doperaient la production aux États-Unis en apportant des recettes, en créant des emplois, en cassant les prix du combustible sur le marché mondial et en fragilisant les positions d'autres pays (la Russie, l'Iran ou le Venezuela). Adoptée dans les années 1970, la loi américaine interdisant l'exportation du pétrole est toujours en vigueur. Cependant la sortie du pétrole vers le Canada, l'unique pays échappant à cette règle, affiche une croissance spectaculaire en progressant de 23 000 barils par jour en 2009 à 67 000 barils en 2012 pour atteindre 200 000 barils par jour dans l'immédiat. La pression monte pour lever l'embargo sur les exportations pétrolières¹⁹. Il résulte de ce qui a été dit plus haut que les causes de cette pression ne sont pas qu'économiques.

« En devenant exportateur du gaz naturel, les États-Unis sauront se substituer à d'autres fournisseurs, tels que la Russie ou l'Iran, en renforçant [les positions] de nos alliés et partenaires commerciaux du monde entier²⁰ », a déclaré le président de la Chambre des représentants du Congrès des États-Unis John Boehner. Dans ce contexte, il a invité le président américain à élargir drastiquement la production et les infrastructures d'exportation du gaz naturel vers l'Europe. Il est vrai que, de l'avis des spécialistes, le gaz liquéfié livré d'Outre-Mer sera toujours plus cher que le gaz russe acheminé par des conduites²¹. Ce dernier détail est à retenir. Si pour une raison ou pour une autre – par exemple, à cause des hostilités en Ukraine – le gazoduc transitant par son sol est détruit ou si la menace de sa destruction devient réelle, l'achat du gaz aux États-Unis, même à un prix plus élevé, deviendra une nécessité vitale pour l'Europe.

Certes, la perspective de l'arrivée du gaz américain en Europe mine la construction de deux gazoducs contournant l'Ukraine – *Nord Stream* et *South Stream*. Le premier a d'ailleurs été mis en service, mais la Russie a dû renoncer à la pose de l'autre. La mise en œuvre du projet *South Stream* a été gelée sur la décision des autorités bulgares jusqu'à ce que la Commission européenne tranche la question. Cette dernière affirme que ce projet n'est pas conforme aux normes du Troisième paquet énergie de l'UE. En vertu de ce texte, les producteurs du gaz n'ont pas le droit d'être propriétaires des gazoducs, et pourtant c'est le cas de *Gazprom*. Moscou a répliqué que les accords intergouvernementaux concernant *South Stream* avaient été conclus avant l'entrée en vigueur du Troisième paquet énergie et qu'ils ne sont pas concernés de ce fait par les restrictions imposées. Cependant Bruxelles reste sourd à ces arguments. Il est à noter que les autorités bulgares ont adopté leur décision, contraire aux intérêts de la sécurité énergétique nationale et celle des autres pays d'Europe du Sud, après une visite à Sofia du vice-président américain Joe Biden²².

Gerhard Mangott, professeur de science politique à l'université d'Innsbruck, en Autriche, fait la lumière sur cette histoire : « Bien avant la crise ukrainienne, la Commission européenne a accordé du bout des lèvres son accord à la construction du *South Stream*. Et voilà que maintenant, lorsque la crise est à son comble, elle se sert de *South Stream* pour résoudre le problème de l'Est de l'Ukraine. » Et l'expert d'expliquer que ce projet est d'une importance cruciale pour la Bulgarie, l'Autriche et des autres pays d'Europe du Sud alimentés en gaz via l'Ukraine. « Cependant les pays d'Europe subissent la pression des États-Unis qui cherchent à assouvir leurs intérêts sur le marché énergétique européen. » La Bulgarie

a notamment fait l'objet d'une pression sans précédent. La Commission européenne a même menacé de priver ce pays du financement régional s'il ne se soumet pas à Bruxelles. Washington n'a pas lésiné sur les moyens de pression non plus. « Si l'Allemagne et la Russie ont été autorisées à construire ensemble *North Stream*, pourquoi les petits pays dans l'Ouest et l'Est des Balkans n'ont-ils pas le droit de construire *South Stream* ?²³ », s'interroge le professeur Mangott, et la question est tout à fait naturelle.

Elle semble pourtant rhétorique dans le contexte du nouveau « Grand jeu ». En temps de crise économique mondiale, l'exportation vers l'Europe de la précieuse énergie donnerait un second souffle aux groupes américains en faisant assumer au Vieux continent une part importante du fardeau de la dette publique américaine, en croissance vertigineuse. À cet effet, les Américains ont sûrement besoin de mettre un terme au partenariat énergétique entre la Russie et l'Europe. L'Ukraine, elle, joue un rôle de premier plan en tant que pays de transit sur la voie du gaz russe vers l'Europe.

Mais ce n'est pas encore l'aboutissement des visées énergétiques américaines concernant l'Ukraine. À en croire le Département américain à l'Énergie, l'Ukraine est le troisième pays d'Europe d'après ses ressources en gaz de schiste. Le Centre ukrainien d'études énergétiques affirme que le champ gazier de Yuzivska situé dans l'enceinte des régions de Donetsk et de Kharkov, renfermerait à lui seul 3 600 milliards de mètres cubes du combustible. Le gouvernement ukrainien espère que le développement de ces gisements permettrait d'assurer 50% des besoins nationaux en gaz naturel²⁴. En 2012, la compagnie publique *Nadra Ukraïny* et la société *Nadra Olesko* ont signé un accord de prospection avec l'américain *Chevron* et *Shell*, le géant britano-

néerlandais. Il est vrai qu'entre décembre 2014 et mars 2015 les deux compagnies ont déserté le marché ukrainien, le rendement de ces projets étant mis en cause par la chute des prix du pétrole et la guerre civile qui s'enlisait dans l'est de l'Ukraine. Néanmoins certaines clauses des contrats envisagés indiquent parfaitement la place réservée à l'Ukraine dans les projets énergétiques des Occidentaux.

Il a été prévu de forer trois puits dans le champ de Yuzivska en 2014 pour obtenir les premiers mètres cubes de gaz au début de 2015²⁵. En effet, le 1^{er} avril 2014 les médias ukrainiens ont fait état de la première fracturation hydraulique non loin de Veseloyé dans la région de Kharkov et de la production de la première quantité de gaz de schiste²⁶. Cependant il était prématuré de célébrer la solution des problèmes énergétiques de l'Ukraine et de l'Europe.

Premièrement, la production du gaz de schiste implique un impact colossal et pas toujours entièrement prévisible sur l'environnement²⁷. Les projets de développement des gisements de gaz de schiste situés à proximité des frontières russes ont d'ailleurs suscité des inquiétudes à Moscou. « La technologie de fracturation hydraulique entraîne en réalité la pollution des eaux de surface et souterraines utilisées par la population russe à des fins domestiques et économiques », a fait observer Rinat Guizatouline, le vice-ministre des Ressources naturelles et de l'Écologie²⁸.

Deuxièmement, l'effet économique du projet en question pour l'Ukraine risquait de ne pas être à la hauteur des prévisions optimistes du gouvernement local. C'est que le contrat de prospection conclu avec les compagnies occidentales prévoyait le « partage de production ». Les pays en développement paient les technologies et capitaux investis dans le développement

de leur sous-sol avec les ressources qui en sont extraites. Le rapport entre les dépenses et les avantages lors de la coopération avec les grandes compagnies pétrolières n'est jamais en faveur des pays faibles et dépendants, et l'Ukraine ne peut faire exception. Il était statué que sur 20 milliards de mètres cubes de gaz de schiste que les gisements développés pourraient produire au rythme annuel, 13 milliards, à savoir 65%, seraient partagés entre *Shell* et *Chevron* pour les indemniser des dépenses de prospection et de production du gaz. Deux autres milliards de mètres cubes reviendraient aux investisseurs privés. Ainsi, l'Ukraine ne toucherait que 5 milliards de mètres cubes des volumes de production hypothétiques²⁹.

Entre-temps, il est connu que le débit des puits d'extraction diminue très vite. Une fois les comptes avec les partenaires réglés, il ne resterait à l'Ukraine plus rien à extraire des schistes sauf 100% des substances polluant l'eau, le sol et l'air. Les compagnies occidentales envisageaient à coup sûr de commercialiser leur gaz en Europe au lieu d'assurer la sécurité énergétique de l'Ukraine, elles ne faisaient que donner le change à l'opinion publique.

Troisièmement, les énormes ressources de gaz de schiste dont il est question ne sont pour le moment qu'imaginaires. Leur présence n'a pas encore été formellement confirmée. « Les porte-parole de la compagnie en Ukraine ont fait observer plus d'une fois que les commanditaires et exécutants risquaient de rentrer bredouille³⁰. »

Le 12 mai 2014 le groupe énergétique ukrainien *Burisma Holdings* a mis en ligne un communiqué officiel sur la nomination à la tête de son département juridique de R. Hunter Biden, le fils cadet du vice-président américain Joe Biden. Ce dernier est connu pour ses prises

de position antirusse et son appui accordé aux nouvelles autorités ukrainiennes. « Je crois que mes conseils prodigués à la compagnie sur la transparence et la gestion d'entreprise, ainsi que sur l'expansion internationale profiteront à l'économie ukrainienne et à la prospérité des Ukrainiens », a dit Hunter Biden³¹.

Les dessous de cette nomination surprise ont été révélés par l'analyste américain William Engdahl dans un article muni d'un titre significatif « Relents de corruption, guerre civile d'un oligarque ukrainien pour le gaz de schiste et bébé Biden ». *Burisma*, une compagnie douteuse domiciliée à Chypre, « a accaparé les licences pour s'offrir la part du lion des gisements de gaz de schiste en Ukraine », explique Engdahl. Il pense qu'il y a anguille sous roche et rappelle l'histoire des deux Biden. En 2005, alors que Joe Biden était sénateur, le plus gros producteur mondial des cartes plastiques MBNA a déjà offert à Hunter Biden le fauteuil de son vice-président. Entre-temps, ce groupe a sponsorisé la campagne électorale de Biden-père. Étrange coïncidence : ce dernier a mis tout en œuvre pour faire passer une loi offrant des avantages au producteur des cartes, se faisant même appeler par la presse « le sénateur de MBNA ».

Un petit détail : Hunter Biden est aussi l'un des conseillers du président de *National Democratic Institute*. C'est un « projet de Fonds national pour la démocratie, une organisation financée aux frais des contribuables qui s'occupe de la même chose que la CIA faisait en secret il y a 25 ans »³², à savoir de la promotion de la « puissance douce » en implantant des organisations pro-américaines un peu partout dans le monde.

Entré au conseil d'administration de *Burisma*, Hunter Biden avait à ses côtés Alexander Kwasniewski, l'ancien président polonais et partisan acharné du maïdan kiévien de 2014 après avoir salué l'agression de la Géorgie contre

l'Ossétie du Sud en 2008. Le conseil a eu pour président Alan Apter, ancien haut responsable de *Merryl Lynch*, l'une des plus grandes banques d'investissement de Wall Street. Enfin, il a été rejoint par Devon Acher, un partenaire de Hunter Biden qui gère la fortune personnelle de l'épouse de John Kerry, secrétaire d'État américain. Cette femme richissime est la veuve de Henry Heinz, le patron de l'empire qui porte son nom.

Comment se fait-il qu'un casting aussi prestigieux se retrouve-t-il à la tête d'une obscure compagnie offshore enregistrée à Chypre ? L'intérêt porté par le gratin américain à cette société peu reluisante devient plus compréhensible lorsqu'on apprend qu'elle fait partie d'un vaste empire de l'oligarque ukrainien Kolomoïsky. Aussitôt après le coup d'État de février 2014 à Kiev qu'il avait activement financé, l'homme d'affaire est devenu gouverneur de la région de Dniepropetrovsk (jusqu'à mars 2015). Cette région abrite de nombreux gisements de gaz de schiste. Il est de notoriété générale que Kolomoïsky a mis sur pied son armée privée pour combattre les rebelles qui « vivaient par inadvertance là où devait opérer l'entreprise mixte qu'il a formée avec le géant énergétique anglo-néerlandais *Shell* pour produire du gaz de schiste³³. »

Dès que l'État ukrainien a tiré son épingle du jeu³⁴, le privé semblait avoir les coudées franches. Rien n'empêchait désormais le capital occidental associé à Kolomoïsky d'exploiter tranquillement le sous-sol dans l'est de l'Ukraine. Une seule condition demeurait inaccomplie, et pourtant les associés la croyait faisable : le régime kiévien n'a pas vaincu la Novorossia. Il paraît que la perspective de verser du sang pour parvenir à cette fin n'a gêné personne. *Chevron* et *Shell* ont l'habitude de profiter des conflits civils pour faire des affaires. Selon la presse, les deux groupes s'étaient

déjà impliqués dans la violation des droits de l'homme au Nigéria, un producteur de pétrole, où ils avaient d'importants intérêts économiques. « Tout compte fait, suppose *Strategic Culture Foundation*, un journal analytique en ligne américain, les Ukrainiens qui vivent à l'Est ou à l'Ouest auraient pu reconsidérer la notion de "l'indépendance énergétique" et se poser la question s'il était vraiment possible de leur garantir l'avenir dont ils rêvent en fondant tout leur espoir sur la bonne volonté des compagnies pétrolières et gazières étrangères³⁵. »

Les compagnies occidentales ne se sont pas retirées du projet parce qu'elles le croyaient immoral ou contraire aux intérêts de l'Ukraine « indépendante », mais parce que le conflit dans le Donbass suivait un autre scénario que prévu. En cas de succès du régime kiévien, les projets de développement de shistes argileux peuvent redevenir d'actualité malgré tous leurs inconvénients pour l'Ukraine.



L'Ukraine joue un rôle extrêmement important et diversifié dans la préservation et le maintien de la domination des Occidentaux sur les étendues de l'Eurasie et surtout de l'hégémonie des États-Unis. Ce rôle consiste en tout premier lieu à faire de ce pays un instrument de la soumission de la Russie. En approchant le dispositif militaire de l'OTAN des frontières russes et en déployant des éléments du système antimissile à leur proximité, les Américains fragilisent le bouclier nucléaire russe en visant leur but ô combien convoité : la supériorité nucléaire stratégique. Enfin, torpiller la coopération énergétique entre la Russie et l'Europe c'est offrir une nouvelle mine d'or aux compagnies américaines. Ces dernières font la fortune de certains membres de l'élite politique étasunienne qui déploient un maximum de zèle pour aggraver le drame ukrainien.

1. G. Friedman : *The Geopolitics of the United States*. Part 1: *The Inevitable Empire* // Stratfor, 2014, July 4 // <http://www.stratfor.com/analysis/geopolitics-united-states-part-1-inevitable-empire#axzz37jewcItX>
2. Nursultan Nazarbayev. *Biografia* / Pod red. M. Kasymbekova // Delovoy mir, Astana, 2012, s.66 [*Noursoultan Nazarbaïev. Biographie*. Sous la rédaction de M.Kasymbekov //Delovoy mir, Astana, 2012, p. 66.]
3. V. Putin : *Novyi integratsionnyi proekt dlia Evrazii – budushee, kotoroye rojdaetsia segodnia* // Izvestia, 2011, 3 oktiabria. [V. Poutine : *Nouveau projet intégrationniste pour l'Eurasie, un avenir qui naît aujourd'hui* // Izvestia, le 3 octobre 2011] ; A. Lukachenko : *O sudbakh nachey integratsii* // Izvestia. 2011, 17 oktiabria [A. Loukachenko : *Du destin de notre intégration* // Izvestia, le 17 octobre 2011] ; N. Nazarbayev : *Evraziyskiy soyuz – ot idei k istorii budushego* // Izvestia. 2011. 25 oktiabria. [N. Nazarbaïev : *L'Union eurasiatique : du concept à l'histoire de l'avenir* // Izvestia, le 25 octobre 2011.]
4. B. Klapper : *Clinton Fears Efforts to “re-Sovietize” in Europe* // Associated Press, 2012, Dec. 6// <http://news.yahoo.com/clinton-fears-efforts-sovietize-europe-111645250--politics.html>
- 5 G. Friedman : *Op. cit.*
6. *Sustaining US Global Leadership : Priorities for 21st Century Defense*, Washington, D.C.: The White House, January 2012, p. 2.
7. K Campbell. and B. Andrews : *Explaining the US “Pivot” to Asia*, London: Chatham House, 2013. Pour ce qui est des valeurs démocratiques et des droits de l'homme, je n'y ai rien à redire, mieux : je saluerais leur propagation en Asie-Pacifique et dans le monde entier, la Russie y comprise. Le problème est que ces valeurs sont souvent assimilées par Washington et ses alliés à l'appui de la politique impérialiste des États-Unis. En faisant de la démocratie un instrument idéologique de sa politique extérieure agressive, les États-Unis la dénaturent et pervertissent les droits de l'homme. L'agression américaine en Ukraine qui s'opère par le biais des néo-fascistes locaux au nom des grandes valeurs susmentionnées, en offre un exemple.
8. B. Glaser : *Pivot to Asia: Prepare for Unintended Consequences* / C.Cohen and J.Gabel (eds). 2012 Global Forecast. Risk,

- Opportunity, and the Next Administration, Washington, D.C.: Center for Strategic and International Studies, p. 22.
9. *Ibid.* BRICS réunit les plus grandes économies émergentes : le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud.
10. Richard C. Bush III : *The Response of China's Neighbors to the U.S. Pivot to Asia*, Washington D.C.: Brookings Institute, 2012, January 31.
11. L. Kleveman : *The New Great Game. Bolld and Oil in Central Asia*, London, Atlantic Books, 2003; A. Rashid : *Taliban. Islam, Oil and the New Great Game in Central Asia*, London, I.B. Tauris&Co Ltd., 2002.
12. S. Goriainov : *Dengui terrora. Kto oplatil Beslan ?* Moskva, Evropa, 2005. [S. Goriainov : *L'argent de la terreur. Qui a payé Beslan?* Moscou, Evropa, 2005.]
13. R. Nation : *NATO's relations with Russia and Ukraine*, Carlisle, Pennsylvania: U.S. Army War College, WP, 2000, p.7.
14. Z. Brzezinski : *The Premature Partnership* // Foreign Affairs, March-April, 1994, vol. 72, №2, p.80.
15. V. Kostenko : *Prekratit vtyagivanie Ukrainy v NATO : s chego nachat ?* // Odna Rodina. Informatcionno-analititcheskoye izdanie, 2010, 2 marta. [V. Kostenko : *Cesser d'entraîner l'Ukraine dans l'OTAN : par où commencer ?* // Odna Rodina. Périodique d'information et d'analyse. Le 2 mars 2010.] // <http://odnarodyna.com.ua/content/prekratit-vtyagivanie-ukrainy-v-nato-s-chego-nachat>.
16. R. Nation : *Op. cit.*, p. 8.
17. A. Spiridonov : « *Slantsevaya revolutsia* » – *otcherednoy mif SchA* // Novyie vedomosti, 06.06.2014. [A. Spiridonov : «*Révolution du gaz de schiste* », *un autre mythe étasunien* // Novyie vedomosti. Le 6 juin 2014.]
18. *Ibid.*
19. C. Krauss : *Energy secretary calls oil export ban dated* // The New York Times, 2013.
20. M. Clayton : *Will more US natural gas to Europe help « keep Putin in check »? Doubtsul* // The Christian Science Monitor, 2014, 6 March.
21. J. Eaton : *North American Natural Gas Seeks Markets Overseas* // National Geographic, 2014, 20 March // <http://news>.

- nationalgeographic.com/news/energy/2014/03/140320-north-american-natural-gas-seeks-markets-overseas/
22. G. Starinskaya, M. Serov : « *Iujny potok* » v Bolgarii zamorojen do rechenia Evrokomissii [G. Starinskaya, M. Serov : *South Stream gelé en Bulgarie jusqu'à la décision de la Commission européenne*] // Vedomosti.ru, le 6 août 2014.
23. *Eksperty : Ot realizatsii « Iujnogo potoka » zavisit energobezopasnost mnogikh evropeiskikh stran* // RT na russkom. 2014. 25 iyunia [Experts : *La sécurité de nombreux pays d'Europe dépend de South Stream* // RT en russe. Le 25 juin 2014.] //http://russian.rt.com/ article/38038
24. K. Romanova, I. Aiziatulova : *Voïna Rossii za ukraïnskiy slanets. SMI Ukraïny stchitaiut, chto Rossiya podderjivaet aktivistov iz-za ukraïnskogo slantsevogo gaza* [K. Romanova, I. Aiziatoulova : *La guerre russe pour le schiste ukrainien. Les médias ukrainiens pensent que la Russie appuie les activistes à cause du gaz de schiste ukrainien* // Gazeta.ru. Le 30 avril 2014.]
25. *Ibid.*
26. I. Khijniak : *Slantsevy gaz uje dobyvayut pod Kharkovom !* // Ukraïnsky vybor. [I. Khijniak : *Le gaz de schiste est déjà extrait près de Kharkov !* // Choix de l'Ukraine] // http://vybor.ua/article/slancevyy_gaz/slancevyy-gaz-uje-dobvyayut-pod-harkovom.html
27. *Vred [nanosimy] okrujajushei srede pri dobyche skantsevogo gaza* // Vseukraïnskaya assotsiatsia zemledelia i sadovodstva [Le préjudice cause à l'environnement lors de la production du gaz de schiste // Association ukrainienne d'agriculture et d'horticulture] // http://orgproduct.jimdo.com/
28. *Dobytcha slantsevogo gaza na Ukraïne vredit ekologii RF* [Article cité : *La production du gaz de schiste en Ukraine est nuisible à l'environnement russe*] // Vesti, le 17 janvier 2014] // http://www.vestifinance.ru/articles/38074
29. P. Krivocheev : *Boï za Slaviansk i slantsevy gaz* [P. Krivocheev : *Combats pour Slaviansk et le gaz de schiste*] // Rosbalt, agence de presse. Kaliningrad, le 14 mai 2014] // http://www.rosbalt.ru/ukraina/2014/05/1268347.html
30. *Ibid.*
31. *Syn vice-presidenta SchA Djo Baidena vochel v sovet direktorov ukraïnskoj gazodobyvaiushei kompanii* [Un fils du vice-président

américain Joe Biden rejoint le conseil d'administration d'une compagnie gazière ukrainienne] // RT en russe, le 13 mai 2014] // <http://russian.rt.com/article/31730>

32. *Ibid.*

33. *Ibid.*

34. *Ekspert : Gosudarstvo Ukraïna vykhodit iz « slantsevykh proektov » v polzu Chevron i Shell [Expert : L'Ukraine se retire des projets de schiste au profit de Chevron et Shell] // Regnum, le 5 août 2014] // <http://regnum.ru/news/polit/1832924.html>*

35. *Beneath the Ukraine Crisis : Shale Gaz // Strategic Culture Foundation. Online Journal, 2014, 26 April // <http://www.strategic-culture.org/news/2014/04/26/beneath-the-ukraine-crisis-shale-gas.html>*

Mots clés : « Grand jeu », Russie, Chine, bassin de la Caspienne, « révolution du gaz de schiste ».

Международная



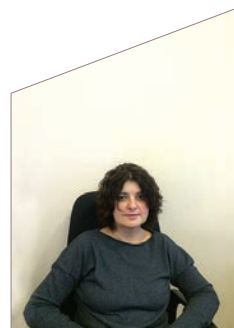
ЖИЗНЬ

Yalta : 70 ans déjà

Evguenia Pyadycheva : Il y a 70 ans, entre le 4 et le 11 février 1945, la Crimée a hébergé une conférence des Alliés à Yalta. Pour la deuxième fois depuis le début de la Seconde Guerre mondiale, les dirigeants soviétique, américain et britannique – Staline, Roosevelt et Churchill – se sont retrouvés face à face.

Pendant cette semaine, ils se sont mis d'accord sur la configuration du monde d'après-guerre. Les accords adoptés à Yalta et plus tard à Potsdam sur les frontières et les zones d'influence ont été appliqués *grosso modo* pendant un demi-siècle. Les années 1990 ont renversé la donne. Et pourtant, malgré l'anéantissement de la Yougoslavie, l'intervention en Irak, etc., nos partenaires occidentaux multipliaient des déclarations sur leur attachement au système Yalta-Potsdam.

Aujourd'hui, alors que le monde vacille au bord de l'abîme, l'anniversaire de la Conférence de Yalta – un événement magistral et inédit dans les rapports internationaux – aurait pu servir d'ancrage conceptuel et idéologique à un monde qui s'effrite. En réaffirmant les principes de base de la paix de Yalta, il serait possible d'évoluer vers la création d'un nouveau système politique fondé sur la multipolarité de l'espace international contemporain.



Evguenia Pyadycheva

*Secrétaire d'édition
de la revue La Vie
Internationale, docteur
en histoire
pyadysheva@gmail.com*



Alexeï Filitov

*Maître de recherches
principal à l'Institut
d'histoire générale
auprès de l'Académie
des sciences de Russie,
professeur, docteur d'État
en histoire*



Or, on cherche à passer cette date sous silence, se bornant aux rares commentaires qui se résument à ce que le monde d'aujourd'hui n'est plus ce qu'il a été à l'époque de Yalta et que les approches d'alors sont obsolètes. Les résultats de la Seconde Guerre mondiale sont aujourd'hui dénaturés d'une manière évidente, voire arrogante, par des hommes politiques préoccupés par les objectifs du moment, mais aussi par des politologues ou historiens. Ils font l'amalgame entre les buts poursuivis par l'Allemagne nazie et ceux de l'Union Soviétique, entre le stalinisme et le nazisme, en affirmant que les deux « monstres totalitaires » aient aspiré à la même chose.

Pour être précis, il faut noter que cette tendance ne date pas d'aujourd'hui. En célébrant l'invitation officielle à rejoindre l'OTAN faite à la Lituanie, le président américain George Bush a dit qu'il n'y aurait plus de frontières tracées par des dictateurs, plus de Munich, plus de Yalta. Cyniques par excellence, les hommes politiques

des pays auxquels l'Armée rouge a apporté la paix et la liberté affirment que la Russie n'a rien à voir avec leur libération du joug nazi.

Profitions donc de l'occasion pour souligner que la Conférence de Yalta offre un exemple du mode d'agir : les puissances qui ont acquis une énorme influence et un prestige inégalé en remportant la Grande Victoire sur le défi lancé à l'Humanité sous forme de l'agression hitlérienne, ont trouvé par la voie de négociation des solutions de compromis à des problèmes graves et lourds de conflits. Des décennies durant, le monde est resté stable et prévisible, quoiqu'on en dise aujourd'hui. La destruction de cet ordre mondial s'est soldée immédiatement par l'érosion des souverainetés et par des conflits aux conséquences imprévisibles.

Nous discutons aujourd'hui d'un événement qui a mis l'histoire de l'humanité sur des rails foncièrement nouveaux.

Notre vie est encore régie par les principes de Yalta. Mais il paraît que les règles du jeu sont en train de changer. Quand donc ce système politique a-t-il été ébranlé, qu'en pensez-vous, monsieur Filitov ?

Alexeï Filitov : La question est très intéressante et un peu inattendue. Les Occidentaux disent souvent que Yalta a partagé le monde. Au fait, le partage du monde a commencé en 1917 avec l'apparition de deux systèmes aux antipodes l'un de l'autre. Mais le problème était de savoir où passera la ligne de clivage. Avant la guerre, on le sait bien, elle correspondait à la frontière occidentale de l'Union Soviétique, mais il a été statué à Yalta que cette ligne serait tracée au milieu de l'Europe. Cependant la rigidité de cette ligne était encore sujette à caution. Moi personnellement, j'ai l'impression que le problème allemand a été laissé en

suspens. Il se peut qu'on ait réservé à l'Allemagne le rôle d'une sorte de pont entre l'Est et l'Ouest, faisant partie d'un terrain neutre. Un célèbre diplomate soviétique, le vice-commissaire du peuple (vice-ministre) aux Affaires étrangères Maxim Litvinov avait avancé l'idée qu'il y aurait deux sphères de sécurité, à l'Est et à l'Ouest, avec une ceinture neutre au milieu. Il n'y a aucune raison de penser que le système adopté par cette ceinture, à l'Est par exemple, serait identique au régime soviétique. Au contraire, Staline a dit à maintes reprises que les systèmes politiques et sociaux pouvaient être différents. Cela pouvait être une figure de style, mais il a fait remarquer une fois que de nos jours, le socialisme pouvait être édifié même au royaume britannique.

Pour en revenir à nos réflexions sur le début de la fin du système Yalta, mon idée est la suivante : comme ce système a été créé dans le contexte d'un monde bipolaire, la fin de l'existence de l'un de ses piliers, à savoir le système socialiste, a provoqué l'écroulement de l'ensemble. Par conséquent, il est aujourd'hui question de créer un nouveau système de sécurité en opérant certains changements mineurs, car le passé est le passé.

Evguenia Pyadycheva : Faisons un tour d'horizon des circonstances historiques qui ont incité Roosevelt à demander la convocation de la conférence. C'est lui qui a proposé son endroit – le littoral de la mer Noire.

Toujours sarcastique, Winston Churchill a conseillé aux Américains d'appeler la prochaine conférence « Argonaute ». « Nous sommes des descendants directs des Argonautes », écrivait-il à Franklin Roosevelt. Dans la mythologie grecque, les Argonautes se sont hasardés en mer Noire à la recherche de la Toison d'or. Pour ce qui est de Roosevelt et Churchill, ils sont venus à Yalta pour résoudre leurs problèmes qui, dans les circonstances



historiques du moment, ne pouvaient être résolus qu'avec l'aide de l'Union Soviétique. Seule l'URSS était à même de remédier à la grave situation sur les fronts des alliés occidentaux.

Avant même l'offensive allemande dans les Ardennes, Churchill et Roosevelt ont eu un échange de messages remarquable. Le 6 décembre 1944, le Premier ministre britannique écrivait au président américain : « Je pense qu'il est l'heure d'attirer l'attention sur la situation militaire grave et décevante. <...> Je vois clairement que nous avons à faire face, selon divers degrés de probabilité, aux facteurs suivants : a) un retard substantiel du débarquement sur le Rhin et d'autant plus du franchissement du Rhin sur la voie la plus courte vers Berlin ; b) des échecs assez graves en Italie ; c) le retrait de la majeure partie des troupes allemandes des Balkans pour regagner leur pays ; d) échecs en Birmanie ; e) élimination de la Chine en tant que partie au conflit.

En confrontant ces réalités aux espoirs radieux de nos nations, espoirs qui existent malgré tous nos efforts de les réprimer, une question s'impose : qu'allons-nous faire dans ce contexte ? » Le 10 décembre, Roosevelt répondait : « J'ai toujours estimé que sur le théâtre européen, l'occupation de l'Allemagne jusqu'à la Cisrhénanie serait une tâche très ardue. Il y a longtemps, j'ai traversé à vélo la grande partie de la Rhénanie, et je n'ai jamais supposé que nos armées unifiées n'auraient aucun mal à franchir le Rhin, comme de nombreux généraux l'escomptaient. »

Le Mémoire et les documents rédigés à Washington pour servir d'appui au président lors des négociations à Yalta, soulignaient : « Nous nous devons de nous assurer le soutien de l'Union Soviétique pour battre l'Allemagne. Nous avons désespérément besoin de l'Union Soviétique pour la guerre contre le Japon au terme de la guerre en Europe ». Et plus loin : « À en juger d'après les états d'esprit du moment, l'ensemble des nations européennes s'inclinent à gauche et réclament à voix haute des réformes économiques et sociales très poussées ».

Alexeï Filitov : Un fait intéressant : pendant l'entretien des experts militaires des Alliés sur les dates éventuelles de la fin de la guerre, le chef de l'État-major général de l'Armée rouge Alexeï Antonov a dit que d'après des évaluations objectives, la guerre devait prendre fin avant le 1^{er} juillet, voire le 1^{er} décembre 1945. Ils se sont trompés : la guerre a fini plus tôt. Il était clair que la guerre était déjà gagnée et qu'il fallait gagner la paix. On avait à tracer des frontières d'après-guerre, imaginer de nouveaux gouvernements en Europe. La fameuse Déclaration sur l'Europe libérée a été signée, les grandes puissances étant tenues d'aider ces pays à édifier la démocratie. La Déclaration prévoyait une ingérence en vue d'éradiquer des éléments du fascisme.

À propos, Churchill détestait les mots « fasciste » et « antifasciste ». Il disait qu'il fallait mettre « démocratique » au lieu d' « antifasciste ». Cela marque une différence dans la perception de la démocratie. De notre point de vue, la démocratie doit être assise sur l'antifascisme. Un compromis a été trouvé lors de la Conférence, mais la contradiction sur la notion de démocratie est toujours là.

En Allemagne moderne une démocratie développée ne sous-entend pas l'antifascisme, car les vieilles élites n'ont de fait jamais été extirpées de l'économie et, à un certain degré, de la politique. Elles ont troqué les méthodes violentes, typiques pour l'époque nazie, contre celles démocratiques. Mais aucune révolution antifasciste n'a eu lieu. Ce problème que nous constatons aujourd'hui n'a pas été résolu à Yalta.

Evguenia Pyadycheva : C'est bien le moment d'évoquer les rhétoriques politiques en Ukraine d'aujourd'hui qui falsifie des faits historiques et favorise des mouvements nazis. La réaction de l'Allemagne qui se pose en État qui s'est entièrement débarrassé de son passé nazi, peut paraître étrange. L'Allemagne est aujourd'hui le fondement de l'Europe en ce qui concerne l'idéologie. Mais lorsque Iatseniouk a dit récemment que l'Allemagne et l'Ukraine avaient été attaquées par la Russie et que l'Europe avait gagné la Seconde Guerre mondiale toute seule, personne en Allemagne n'a émis un mot de reproche. Nous avons requis une réponse officielle de Berlin à ces propos du Premier ministre ukrainien, mais le gouvernement allemand s'est abstenu de commentaires. Seul la version en ligne du magazine *Der Spiegel* a commenté ces propos avec beaucoup d'ironie : en effet, à partir de 1942, les troupes soviétiques ont progressé à l'Ouest sans s'arrêter et n'ont pas hésité à poursuivre l'armée du chancelier Hitler démocratiquement élu



même sur le sol ukrainien... Finalement, les Soviétiques ont transgressé la frontière orientale de l'Allemagne et ont envahi son territoire, comme tout le monde le sait, M. Iatseniouk y compris.

Alexeï Filitov : Oui, les journalistes de *Der Spiegel* en ont bien ri. Ils ont beaucoup d'humour.

Je me garderais pourtant d'autant de modernité. Jusqu'à la fin de 1943, les Occidentaux poussaient pour l'idée des fédérations à instaurer après la guerre. Au fait, c'était des tentatives de créer un cordon sanitaire à l'encontre de l'URSS qui se trouverait en dehors de ces fédérations. Les États-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne auraient pu exercer une grande influence sur ces fédérations grâce à leurs relations avec les hommes politiques d'avant-guerre. Si ces fédérations avaient alors été mises en place, il n'aurait pas été question aujourd'hui

de l'adhésion de certains pays, comme l'Ukraine par exemple, à l'OTAN.

Lorsque nous parlons du partage de l'Europe, il faut se rappeler qu'il n'a pas commencé à Yalta. Qui, par exemple, a défini les contours des futures RDA et RFA ? Les Britanniques ont suggéré cette ligne au début de 1944 par crainte que les soviétiques aillent plus loin. Ces derniers ont accepté.

Supposons que les Occidentaux aient ouvert un Second front plus tôt, par exemple, en 1942. Alors cette ligne aurait pu passer à travers l'Ukraine. Un fait intéressant et paradoxal : ce n'est pas seulement Staline qui appelait de tous ses vœux l'ouverture du Second front, mais aussi Sikorski, président du gouvernement polonais en exil, qui voulait que la Pologne soit libérée par une armée occidentale. Ils ne l'ont pas fait car ils avaient leurs raisons (ne voulaient pas sacrifier leurs soldats, entre autres), c'est pourquoi la ligne de partage est passée au milieu de l'Europe.

Evguenia Pyadycheva : Les Américains ont, bien sûr, insisté sur cette conférence pour persuader l'URSS d'entrer en guerre contre le Japon. Le Mémoire déjà mentionné le dit clairement. Au fait, ils y sont parvenus. Un accord a été obtenu à Yalta sur l'entrée de l'URSS en guerre contre le Japon deux ou trois mois après la fin de la guerre en Europe.

Par ailleurs, Staline qui a eu des entretiens bilatéraux avec Roosevelt et Churchill s'est assuré leur accord sur le renforcement des positions de l'URSS en Extrême-Orient : la Mongolie gardera son statut, la Russie récupérera Sakhaline-Sud et les îles voisines, le port de Dalian (Dalny) deviendra international, l'URSS rentrera en possession de l'ancienne base militaire russe à Port-Arthur, l'URSS et la Chine gèreront en commun le

Chemin de fer de l'Est chinois et la Société des chemins de fer de Mandchourie du Sud, les îles Kouriles reviendront à l'URSS. Les concessions sur toutes ces questions ont été inspirées par Roosevelt. Les États-Unis assuraient le gros des efforts militaires contre le Japon, ils avaient intérêt à ce que l'URSS intervienne le plus vite possible en Extrême-Orient.

Et quels nœuds de conflit entre l'Union Soviétique et ses alliés a-t-on dû délier avant et pendant la Conférence de Yalta ?

Alexeï Filitov : Le problème polonais arrivait, bien sûr, en tête de liste. Premièrement, il fallait trancher le sous-problème territorial, à savoir tracer les frontières, et deuxièmement, celui du gouvernement. La situation se résumait ainsi : l'Union Soviétique reconnaissait le gouvernement siégeant à Varsovie et dirigé par les communistes, et les Occidentaux appuyaient le gouvernement en exil qui se trouvait à Londres.

Le problème des frontières a été vite résolu, d'autant qu'à la conférence de Téhéran Churchill en personne avait suggéré la variante suivante : l'Ukraine occidentale et la Biélorussie occidentale à l'est de la Pologne feront partie de l'Union Soviétique, et la Pologne sera indemnisée de leur perte à l'ouest. À Yalta, Staline a accordé des concessions que l'on sait : déplacer la « ligne Curzon » de 5 à 8 km à l'est.

Force est de rappeler que nous n'avons pas insisté sur la frontière du 22 juin 1941, lorsque toute la Voïvodie de Białystok faisait partie de l'URSS. Nous y avons renoncé parce que cette Voïvodie était peuplée de Polonais dans leur majorité et ne devait de ce fait appartenir ni à l'Ukraine, ni à la Biélorussie. À l'Ouest, Staline a proposé la ligne Oder-Neisse (la Neisse occidentale). Nos partenaires se sont tortillés et ont fini par s'abstenir de nommer des fleuves précis, se bornant à reconnaître une

augmentation du territoire. La décision sur les frontières a été prise à Potsdam en juillet-août 1945.

Pour ce qui est du gouvernement, la situation a frisé le paradoxe. À propos, Staline a dit avec beaucoup d'humour que tout le monde le taxait de dictateur, et voilà qu'on le force à décider de la nature du gouvernement sans consulter les Polonais, ce qu'il trouve indécent. Un autre paradoxe encore : nous ne reconnaissons pas le gouvernement siégeant à Londres, cependant son chef Stanisław Mikołajczyk a été invité à Moscou pour un entretien. Il est revenu en octobre, mais aucun accord n'a été obtenu.

Finalement, la Conférence a décidé que le gouvernement en place serait complété de démocrates polonais résidant en Pologne même et venus de l'étranger.

Il est à noter que les États-Unis et le Royaume-Uni n'étaient pas toujours sur la même longueur d'onde. Par exemple, les Américains nous ont accordé leur soutien sur la question des réparations à laquelle nous attachions une grande importance. Le vice-commissaire du peuple (vice-ministre) Ivan Maïski qui en était chargé a exposé notre programme d'une manière claire et nette. Il a été montré qu'obtenir des indemnités de l'agresseur ne signifie pas réduire l'Allemagne à la misère ; dans le même temps, elle n'aura pas d'argent à dépenser en sa défense, et son énorme potentiel militaire pourrait être confisqué.

La production industrielle en Allemagne et en dehors de ses frontières sera en partie partagée entre les Alliés, mais le reste demeurera en Allemagne pour ne pas défavoriser la population de ce pays.

Dès qu'on en est venu aux chiffres, il y a eu des désaccords entre Américains et Britanniques. Roosevelt a souscrit à notre position et Churchill s'opposait catégoriquement à ce que des sommes précises soient fixées. Finalement, il a été décidé que les réparations totaliseraient 20 milliards de dollars en marchandises et équipements.

Nous avons appris par la suite à Potsdam, à nos dépens, que les Américains ne tenaient pas leur parole. Le président n'était plus le même, et le nouveau chef de l'État a dit que si une décision avait été acceptée en principe, cela ne signifiait pas que les Américains n'y avaient rien à redire.

Par contre, sur le dossier de l'ONU nous avons bénéficié du soutien britannique. Nous œuvrions pour introduire au sein de l'ONU, en sus de l'URSS, l'Ukraine, la Biélorussie et la Lituanie (*sic* !), à savoir les pays qui ont le plus souffert de l'occupation nazie. Mais la Lituanie a été évincée sans mot dire.

Roosevelt n'a pas salué cette idée en expliquant que dans ce cas de figure, des États américains devraient entrer à l'ONU un par un. Par contre, Churchill a été pour, parce qu'il a obtenu l'entrée dans l'ONU des dominions issus de la colonisation britannique.

La Conférence de Yalta qui a tracé la feuille de route de la coexistence mondiale pour les décennies d'après-guerre, a donc été un événement diplomatique extraordinaire qui a illustré la configuration des intentions politiques, aspirations et ambitions des leaders mondiaux.

Mots clés : Conférence de Yalta, Déclaration sur l'Europe libérée, ONU, Seconde Guerre mondiale.

Международная



ЖИЗНЬ

Un quart de siècle de la « grande RFA ». Les Allemands et les leçons de l'histoire

Le 25^e anniversaire de l'incorporation de la République démocratique allemande dans la République fédérale d'Allemagne tombe sur l'année du 70^e anniversaire de la Grande Victoire qui a délivré le monde de la menace nazie. C'est l'occasion de réfléchir aux leçons à tirer par les Allemands des événements qui ont marqué des tournants de l'histoire nationale et mondiale. La RFA d'aujourd'hui, l'un des protagonistes de l'Union européenne, se pose en mini-grande puissance qui pèse de tout son poids dans la balance internationale. Les périodes historiques où l'Allemagne avait été une grande puissance tout court – l'empire des Kaizers ou le Reich sous le signe de la croix gammée – se sont terminées par des catastrophes universelles. Ces leçons douloureuses de l'histoire, ont-elles été instructives pour les Allemands ? Cette question nécessite une réponse, sinon toute prévision de l'avenir de notre continent devient aléatoire.



**Igor
Maksimychev**

*Maître de recherches
principal de l'Institut
de l'Europe auprès
de l'Académie des
sciences de Russie,
docteur d'État en
sciences politiques*

europa@ieras.ru

« LA VIEILLE » RFA

Le 3 octobre 1990, la RFA atteignit l'objectif de sa politique extérieure telle qu'elle était définie par la Loi fondamentale adoptée en 1949. La Constitution prescrivait dès le début à l'État ouest-allemand de se

propager vers l'Est pour reconstituer l'ancien Reich au moyen d'appliquer la Loi fondamentale dans d'autres territoires ou de créer un nouvel État allemand résultant d'un accord entre les parties du pays autrefois uni.

« Le problème national des Allemands » surgit au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans une large mesure à la suite du refus de l'Allemagne occidentale placée sous l'autorité extérieure de créer un État unique qui servirait les intérêts de l'ensemble des Allemands. Le prétendu souci de rétablir l'unité allemande devait servir d'alibi aux politiciens de Bonn. La promesse de la « Marche vers l'Est », mise au berceau de la RFA, s'accordait avec les projets des États-Unis d'en faire le fer de lance dans la lutte contre l'URSS en Europe. Les Occidentaux étaient déjà prêts à combattre les Russes jusqu'au dernier soldat allemand. Parler de la réunification contractuelle, c'était prendre le contre-pied du réalisme politique. L'attitude des Ouest-Allemands envers la RDA relevait d'une guerre « chaude » plutôt que froide, quoique la proclamation de la République est-allemande ne fût que la riposte à la création de la RFA. Ses convoitises ne se bornaient pas à la RDA que la plupart des hommes politiques ouest-allemands appelaient « l'Allemagne du milieu ». L'Allemagne de l'Est, à savoir les terres de l'ancien Reich rattachées, en vertu des accords de Potsdam, à la Pologne et à l'URSS, ne cessa pas d'exister pour la RFA. C'est à ces territoires qu'était destinée la variante contractuelle. Par son exigence de rétablir les frontières de 1937, la RFA créait un climat de confrontation totale avec l'URSS et les autres pays socialistes.

Les particularités de la participation de la RFA au processus politique européen après la guerre qu'elle a perdue montrent que les Ouest-Allemands n'ont rien appris, ni rien oublié. Ils n'étaient pas les seuls

à pratiquer le sabotage dans la zone d'occupation soviétique et ensuite en RDA. Mais par crainte que l'Occident oublie la « libération » des terres allemandes à l'est, la classe politique de la RFA œuvra sans cesse pour transformer le Vieux continent en un terrain d'affrontement direct entre les deux pôles du monde bipolaire. Lorsque l'Union Soviétique se mettait à estomper les tensions dans ses rapports avec l'Occident, la RFA lançait des provocations – de son propre chef ou inspirée de l'extérieur – pour tout ramener à la case départ.

En voilà un exemple : la réaction des Ouest-Allemands à la tentative des nouveaux dirigeants soviétiques, arrivés au pouvoir après la mort de Joseph Staline en mars 1953, d'améliorer le climat international. Le Kremlin lança alors prudemment une réflexion sur le bien-fondé de l'édification du socialisme en RDA au risque d'empêcher à l'avenir la réunification des deux États allemands qui demerait l'objectif officiel de la politique de l'URSS. Si la future Allemagne réunifiée reste neutre, Lavrenti Beria, l'homme fort de l'URSS, insisterait pour reconsidérer la ligne de l'orientation socialiste prônée par la direction de la RDA. Bonn était au courant de ces débats en petit comité menés à Moscou – pas étonnant vu une pléthore d'agents doubles dans les deux États allemands.

Bercée par l'illusion que les positions de l'URSS fussent fragilisées, la RFA se hâta de qualifier d'insurrection populaire les grèves et manifestations de rue des bâtisseurs de Berlin-Est, qui débutèrent à la mi-juin 1953 sous l'impact d'actions irréfléchies des autorités. Pour réduire le déficit public, le gouvernement de la RDA augmenta les normes de production dans le bâtiment tout en haussant les prix de plusieurs denrées alimentaires. Le bâtiment jouait un rôle important dans l'économie de la RDA qui dût reconstruire le parc

de logements et d'ouvrages industriels presque anéanti pendant la percée de l'Armée rouge vers Berlin. La propagande ouest-allemande largement contribua à ce que les manifestations et grèves gagnèrent alors l'ensemble de la RDA en acquérant un caractère antigouvernemental et antisoviétique. Le rôle de l'instigateur des actions illégales fut assumé par la radio de Berlin-Ouest RIAS (*Rundfunk im amerikanischen Sektor*), suffisamment puissante pour émettre sur l'ensemble de la RDA.

La menace des troubles dans les grandes villes de la RDA força les commandants militaires soviétiques (l'occupation ne fut levée qu'en 1957) de faire entrer des chars dans les rues. Le commandant du Berlin-Est fut le premier à donner cet ordre. Les chars ne tirèrent un seul coup ni écrasèrent personne, aucun affrontement avec les manifestants ne fut enregistré. L'apparition des blindés suffit pour ramener la situation à la normale. Remise de sa surprise, la police de la RDA fit le reste.

Les événements du 1953 ont ajouté à la collection richissime de mythes historiques germaniques la légende de l'insurrection de la population de la RDA contre le régime imposé, une rébellion cruellement écrasée par les blindés soviétiques. Même aujourd'hui le 17 juin est célébré en RFA en tant que date mémorable d'importance nationale. Quant à l'URSS, le mot d'ordre de la réunification allemande fut vite remplacé par le principe du soutien universel à la RDA socialiste, le premier allié en Europe et clé de voûte de la sécurité sur l'axe européen.

La place d'un homme politique dans l'histoire est définie par ses décisions prises en temps de crise. La visite d'Adenauer à Moscou en septembre 1955, malgré les doutes des États-Unis et des Occidentaux dans leur

ensemble, se solda par l'établissement des relations diplomatiques entre la RFA et l'URSS. L'un des architectes de l'Europe moderne, Adenauer se rendait parfaitement compte que sans normaliser les rapports avec la Russie, les Allemands ne pouvaient revendiquer une influence à la hauteur de leur poids dans l'économie et la politique européennes. Sans prendre de l'ampleur, la coopération entre la RFA et l'Union Soviétique fut toutefois mise par lui sur de bons rails. Dans cette optique, le premier chancelier fédéral allemand fut l'auteur de la « nouvelle *Ost-Politik* » de son pays.

Les stratèges occidentaux persistaient à croire la RDA le maillon faible de la ligne de défense soviétique en Europe de l'Est et concentraient leurs efforts pour causer à la république un maximum de préjudice dans tous les domaines. Berlin était le plus exposé : la capitale de la RDA n'avait pas de frontière normale avec la partie occidentale de la ville — un corps étranger au cœur de l'Allemagne de l'Est. Jusqu'à un certain moment, l'URSS tâchait de préserver, au moins formellement, le statut particulier de l'ancienne capitale du Reich pour en faire le point de départ en vue d'inscrire le problème du rétablissement de l'unité allemande à l'ordre du jour de la politique internationale. Cependant les désavantages de l'absence d'une barrière pesaient plus lourd sur la balance que les bienfaits hypothétiques de la circulation presque libre à travers la ligne séparant le secteur soviétique de Berlin de ceux occidentaux dont l'administration allemande était dirigée par des politiciens qui avaient scindé les institutions municipales uniques.

Berlin-Ouest étant relié au reste de la RFA par des couloirs aériens et les vols échappant au contrôle des autorités du secteur soviétique aux termes des accords

inter-alliés de 1945, les portes de la RDA restaient grandes ouvertes aux agents ennemis de tout acabit. Cette plaque tournante était utilisée non seulement par les services secrets officiels des pays occidentaux, mais aussi par de nombreuses organisations subversives privées qui ne rendaient de comptes à personne et de ce fait étaient les plus dangereuses. Par ailleurs, Berlin-Ouest, tel un aspirateur géant, attirait la main-d'œuvre est-allemande qualifiée, des diplômés d'études secondaires et supérieures dont la RDA avait cruellement besoin et qu'elle formait à grands frais. La RDA n'était pas à même de renverser la situation par ses propres moyens : le niveau de vie dans la RFA qui ne paya presque aucune réparation réclamée par les pays victimes de l'agression nazie, dépassait de loin le niveau de bien-être dans la RDA qui assumait le fardeau de ces paiements.

Le désir de Moscou de mettre de l'ordre au cœur du pays allié dont l'URSS assumait la responsabilité en tant qu'ancien occupant, était naturel et compréhensible. Certes, l'exigence de transformer Berlin-Ouest en une ville franche démilitarisée, formulée en 1958 par Nikita Khrouchtchev, semblait exotique : l'histoire contemporaine ne connaît pas d'exemple de succès de telles entités. Cependant le statut de ville franche impliquerait non seulement l'introduction de contrôles à la frontière dignes de ce nom, mais aussi la garantie qu'elle ne serait pas annexée à la RDA, alors que la propagande occidentale s'obstinait à attribuer cette intention à l'URSS et au bloc socialiste dans son ensemble.

Les négociations qui s'ensuivirent entre les quatre puissances responsables de Berlin et de l'Allemagne ou entre l'URSS et les États-Unis, n'aboutirent pas. En août de 1961, la RDA dûit construire le Mur de Berlin,

faute de trouver un autre moyen de mettre en place un système de contrôle efficace sur la ligne de démarcation des secteurs dans les quartiers denses et peuplés d'une mégapole à plusieurs millions d'habitants. Le contrôle, indispensable à la sécurité de la RDA et de l'ensemble de la communauté socialiste, fut instauré d'une manière clémente vis-à-vis des opposants : à l'aide de grues et non de blindés.

Cependant cette action des plus banales se vit attribuer un prix hallucinant par la propagande. Les frontières et les contrôles représentent toujours beaucoup d'inconvénients pour les personnes concernées, cependant aucune frontière ne fut diabolisée avec une aussi grande intensité que les fortifications du Mur de Berlin. Pendant de longues années, la propagande occidentale en fit un symbol international de bafouement des droits de l'homme, de répression des libertés civiles et d'apocalypse immédiat. Les hommes politiques étrangers en visite à Berlin-Ouest étaient amenés sur des plateformes aménagées près du Mur pour qu'ils condamnent « l'arbitraire » pratiqué par la RDA. Il existait plusieurs moyens de passer de la RDA en RFA : clandestinement (via des pays tiers) ou légalement (en empruntant une longue voie épineuse pour franchir les barrières bureaucratiques), les sorties légales se multipliant d'ailleurs au fil des ans. Cependant les aventuriers étaient attirés par le Mur. Le franchir relevait du sport, de la passion des extrêmes, cela garantissait une montée d'adrénaline et une célébrité à l'échelle nationale assortie d'une indemnité considérable en cas de réussite. Mais tout le monde n'arrivait pas à en sortir indemne.

Assûrement, le Mur ne faisait pas partie d'objets de fierté nationale (quoique ce fût un chef-d'œuvre

d'ingénierie). Il n'aurait jamais existé si l'Ouest avait signalé sa volonté, toute faible qu'elle soit, de normaliser ses rapports avec l'Est. Cependant son apport à la détente internationale fut de taille. Il démontra, tout comme la crise de Cuba en octobre 1962, qu'il ne servait à rien d'attaquer de front l'URSS et les pays socialistes. La nécessité de négocier devint évidente même à ceux qui courent à bride abattue.

RANCUNE INCURABLE

Les négociations étaient ardues pendant la guerre froide, les parties représentant des systèmes sociaux qui s'excluaient mutuellement. Dans ce contexte, les accords obtenus amenaient l'armistice, mais pas la paix, en nécessitant un strict contrôle de leur exact respect. Le côté positif de la révision des positions des parties se résumait à la diminution du risque d'une guerre véritable dans l'immédiat, et le côté négatif, au maintien du principe de base, comme quoi il fallait réunir des conditions pour éliminer le partenaire à la fin de la partie.

Le Mur de Berlin n'entraîna aucun amendement de la Loi fondamentale de la RFA, mais la stratégie de l'avancée vers l'Est changea. En juillet 1963 Egon Bahr, personnalité du Parti social-démocrate, proposa de substituer à l'ancien concept musclé de « choc frontal » dans les relations avec les pays socialistes la ligne du « Changement par le rapprochement » qui prévoyait d'adoucir le ton en parlant avec eux. Cette politique créait l'illusion d'un mouvement qui devrait aboutir à une rencontre des pays contractantes quelque part au milieu, c'est-à-dire à la création d'un régime qui réunisse les bons côtés du socialisme et du capitalisme. Cependant cette convergence sous-entendait en fait

le changement « de l'intérieur » des régimes en place dans les pays d'Europe de l'Est devenus partenaires des Occidentaux. Il fallait étouffer le socialisme européen en le serrant dans les bras de l'économie de marché et de l'oligarchie financière transnationale.

La recette de la « prise de contrôle amicale » a fait fortune. La « nouvelle *Ost-Politik* » était appliquée avec esprit de suite non seulement par les chanceliers sociaux-démocrates, artisans de la politique ouest-allemande après 1968 (Willy Brandt, Helmut Schmidt), mais aussi par ceux de la CDU/CSU revenue au pouvoir en 1982 (Helmut Kohl). L'aspect positif de cette politique de maintien de bons rapports avec la Russie a été développé par le social-démocrate Gerhard Schröder et l'aspect négatif antirusse, par le chef de file de la CDU Angela Merkel.

D'autres pays occidentaux profitèrent de la méthode d'« amitié » avec la communauté socialiste, conçue par Egon Bahr. S'appelant humblement une « puissance mondiale de second ordre », la RFA s'adaptait passionnément au rôle du fer de lance européen de la politique étasunienne. Parallèlement à la diversification des contacts avec l'URSS, la RDA et les autres pays socialistes, elle utilisait de multiples canaux de financement secret des forces de l'opposition destinées à démanteler le régime politique en place dans un avenir prévisible. Ce millefeuille politique permit à l'Occident de s'approprier l'idée de la maison européenne commune, avancée par l'URSS et prévoyant de pourvoir à terme tous les Européens en logements confortables.

Au premier abord, les années 1970 et le début des années 1980 furent l'époque des triomphes de la politique extérieure soviétique. Pour ce qui est des relations avec la RFA, le Traité de Moscou de 1970 sur le non-recours à la force, suivi de traités analogues

conclus par Bonn avec Varsovie et Prague, ainsi que le Traité fondamental de reconnaissance mutuelle qui normalisa les rapports entre la RFA et la RDA (1972) semblent impressionnants. L'accord quadripartite sur Berlin (Ouest) de 1971 qui mit fin à une crise de Berlin des plus tenaces, est logiquement rangé du même côté, quoique formellement la RFA n'y fût pour rien (Berlin-Ouest demeurait *de jure* un territoire occupé par trois puissances occidentales). Point culminant des exploits diplomatiques de Moscou, l'Acte final de Helsinki de 1975 (le document final de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe) proclame l'Europe le continent de la paix. Il semblait que Moscou ait réussi à cimenter les résultats de la Seconde Guerre mondiale en Europe.

Tant que les grands axes de la politique extérieure soviétique étaient surveillés de près par Andreï Gromyko (*Monsieur Niet*) en personne, le fond des accords obtenus ne différait pas beaucoup de leur forme. La RFA n'accepta pas de supprimer ou de modifier son engagement, en vertu de la Loi fondamentale, de progresser vers l'Est sous le mot d'ordre de l'unité allemande, mais ce fait, une bombe à retardement posée sous la stabilité continentale, fut passé sous silence. Or, dès que la direction soviétique renouée, confiante dans la solidité des réussites de ses prédécesseurs, procéda à des expériences présomptueuses dans la politique extérieure, tous les défauts cachés des accords obtenus avec l'Occident refirent surface. Et les failles ne manquaient pas. L'Acte final de Helsinki, la quintessence de la détente internationale, s'avéra un ramassis d'erreurs.

L'Acte final affirme dix principes qui régissent les rapports mutuels entre les pays membres et qui constituent le « décalogue de Helsinki ». Pris séparément, ces principes avaient l'air convenable,

mais tous ensemble ils envoyaient un message ambigu. L'URSS tenait par-dessus tout au troisième point, celui de l' « Inviolabilité des frontières » : « Les États participants tiennent mutuellement pour inviolables toutes leurs frontières ainsi que celles de tous les États d'Europe et s'abstiennent donc maintenant et à l'avenir de tout attentat contre ces frontières. En conséquence, ils s'abstiennent aussi de toute exigence ou de tout acte de mainmise sur tout ou partie du territoire d'un autre État participant. » Pour les diplomates soviétiques, c'était mettre un point final au problème des frontières en Europe.

Pendant le premier point du décalogue (« Égalité souveraine, respect des droits inhérents à la souveraineté ») prévoyait déjà, à côté du droit de chaque État « à l'intégrité territoriale, à la liberté et à l'indépendance politique », que « leurs frontières peuvent être modifiées, conformément au droit international, par des moyens pacifiques et par voie d'accord ». Avant Helsinki, la possibilité de révision des frontières existantes ne fut jamais mentionnée dans les accords internationaux conclus par l'URSS. Statuer d'une manière univoque la faisabilité de la modification des frontières, c'était dénier de tout prix l'engagement à les respecter inconditionnellement. L'exclusion mutuelle de ces deux points établissait la dépendance de la suite des événements du rapport de forces en changement perpétuel. Du point de vue formel et juridique, l'adhésion de la RDA à la RFA, le démantèlement de la Yougoslavie, la désintégration de l'Union Soviétique étaient déjà contenus dans l'Acte final de Helsinki, comme le poulet dans l'œuf.

L'absolutisation des droits de l'homme promu au rang de la valeur suprême dans les relations internationales (point 8 du décalogue)¹ provoqua des

conséquences destructrices. Les Occidentaux firent par la suite des droits de l'homme un critère universel permettant d'évaluer la nature de leurs relations avec l'Est et l'outil de base pour analyser la situation dans les pays socialistes. Au nom des droits de l'homme, tels qu'ils furent interprétés par les Occidentaux, la propagande et toute autre ingérence dans les affaires intérieures des pays socialistes semblait recevoir l'aval de la communauté internationale. Faute d'un prétexte plausible pour une juste indignation, il était toujours possible de faire toute une histoire d'un incident mineur ou de chercher la petite bête dans une décision administrative ou un arrêt judiciaire. Toute accusation formulée à notre encontre par une organisation non-gouvernementale occidentale ou pro-occidentale était perçue par l'URSS du temps de la perestroïka et après-perestroïka et, bien sûr, par la Russie libérale comme un rappel à l'ordre d'en haut auquel il faut obéir immédiatement.

Après Helsinki, l'URSS et ses alliés firent des concessions sur des questions d'importance vitale sans penser à les rendre équilibrées, mutuelles et adéquates. Sans tendre un filet de sécurité sous forme de garanties fiables, la communauté socialiste fit foi aux paroles des politiciens occidentaux pour connaître une déception des plus cruelles. Le récent refus de la Finlande de délivrer des visas aux membres de la délégation russe pour assister à la session de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, consacrée aux 40 ans de l'Acte final, et la résolution antirusse adoptée lors de cette session sont une preuve plus que convaincante de ce que Helsinki avait trompé nos espoirs.

Notre disponibilité à jouer à qui perd gagne n'a pas fait d'émules à l'Occident. La Russie n'a pas eu droit à un logement dans la maison européenne commune, ni

vu cette maison érigée. La seule chose que nous avons gagnée, c'est l'OTAN à nos portes et une nouvelle vague de la guerre froide qui a déferlé en provenance de l'Occident.

RÉVISION ?

La diligence avec laquelle la RDA fut rattachée à la RFA en 1989-1990 s'expliquait tant par la faiblesse du SED d'après-Honecker au pouvoir dans la république que par le sans-gêne de la RFA s'imisçant dans les événements. Ces derniers empruntèrent le scénario de 1953 légèrement modernisé, sauf qu'il n'y avait plus de régime d'occupation ni de commandants soviétiques donnant des ordres aux unités de blindés. Les manifestations de masse en RDA, sensées être spontanées, frappaient par leur discipline presque militaire. Jusqu'à la suppression des contrôles au poste de passage du Mur de Berlin, tard le soir du 9 novembre 1989, les manifestants sortis dans les rues n'avancèrent aucune revendication de la réunification. Après le 9 novembre, le mot d'ordre du « peuple uni » fut repris d'emblée par tout le monde. Cependant le référendum sur la réunification n'eut jamais lieu. C'est qu'en octobre 1990 qui sonna le glas de la RDA, les Est-Allemands commencèrent à réaliser que quelque chose de précieux et d'irréparable s'en allait pour toujours.

La « grande RFA » exclut de sa Loi fondamentale les clauses sur l'extension territoriale ultérieure. Le rayonnement politique allemand se propageait désormais grâce à d'autres facteurs. Force est de constater : nous abandonnâmes nos alliés socialistes en laissant les coudées franches aux élites politiques des États-Unis, de la RFA et des autres poids lourds occidentaux, nous les abandonnâmes en perdant tous

nos amis pour mettre en pièces une grande puissance et sacrifier notre sécurité sans contrepartie. Il est possible de se consoler en se disant qu'on avait été abusé, trompé, embobiné, que les promesses données ne furent pas tenues. Mais avec le renard, on renarde, c'est *l'abc* de la politique ! Il serait vain de psalmodier que la débâcle de l'URSS, de la RDA, etc. était inévitable, c'est du mélo : l'impossibilité de la vie éternelle n'a jamais justifié le suicide.

La direction soviétique n'attendit pas de promesses particulières pour abandonner ses positions. Arrivé à Moscou le 10 février 1990, Helmut Kohl reçut le cadeau le plus précieux et le plus inattendu de toute sa longue carrière politique rien qu'en promettant d'être amis à l'avenir ! La RDA lui fut livrée sans condition aucune.

Le chancelier entama l'entretien décisif avec Mikhaïl Gorbatchev en annonçant que le gouvernement de la RFA avait approuvé l'octroi à l'URSS d'un crédit pour acheter des denrées alimentaires. Et d'ajouter qu'il était prêt à venir en aide dès qu'on en aurait besoin. Vint ensuite une allusion à ce que le Groupe occidental des forces soviétiques était au fond l'otage de l'instabilité en Allemagne de l'Est : « Environ 400 000 hommes sont déployés dans la RDA. Les familles des officiers soviétiques y résident également. Leur protection est un devoir pour la direction soviétique. C'est de la logique élémentaire, un intérêt légitime, je m'y souscris. » Après cela, Kohl parla du projet d'union monétaire de la RFA et la RDA dont la réalisation signifiait la réunification « par la porte de derrière » : l'introduction en Allemagne de l'Est du mark ouest-allemand à titre d'unique moyen de paiement marquerait inévitablement la fin de sa souveraineté.

Or, Gorbatchev fut trop pressé pour réfléchir aux conséquences éventuelles de l'union monétaire.

« Le problème central du statut de l'Allemagne unie réside dans la sécurité militaire », déclara-t-il. Et Kohl de répliquer sereinement : « La solution n'est pas introuvable. » Cela suffit pour que le dirigeant soviétique débitât une phrase qui provoqua une extase non feinte de son interlocuteur : « Il y a tout lieu d'affirmer qu'il n'existe pas de désaccords entre l'Union Soviétique, la RFA et la RDA quant à l'unité allemande et qu'il appartient aux Allemands de résoudre ce problème. » Par crainte que Kohl ne réalisât pas l'importance du cadeau qui lui fut fait, Gorbatchev répéta un moment plus tard sa déclaration, la rendant plus nette : « L'Union Soviétique et la RFA constatent, en prenant en considération l'avis de [Hans] Modrow [Ministre-président de la RDA. – *N.d.A.*], qu'ils n'ont pas de désaccords concernant l'unité allemande et le droit des Allemands de faire leur choix. » Et d'enfoncer le clou pour dissiper tous les doutes qui demeurent : « Le chancelier fédéral et moi, nous nous accordons à penser que la question de l'avenir du peuple allemand, avenir qui approche, de sa souveraineté et du choix qu'il veut faire relève, bien sûr, du choix des Allemands. » Il y ajouta que l'URSS envisageait de retirer ses troupes de la RDA de manière unilatérale².

Autrement plus faible économiquement, déchirée par les désaccords intérieurs dans le contexte de la montée de la pression idéologique de la RFA et de l'ingérence directe des politiciens ouest-allemands, aux frontières ouvertes après la suppression des postes de passage au pied du Mur de Berlin, privée de services secrets et de l'armée qui s'est dispersée, dotée d'une police démoralisée, la RDA aurait pu faire respecter un minimum de ses intérêts si elle avait bénéficié de l'appui soviétique. L'efficacité de cet appui dépendait du format des négociations sur les conditions de la réunification

allemande. La formule « quatre plus deux » – quatre grandes puissances plus deux États allemands – aurait été préférable. Mais Moscou accéda à la demande de Bonn d'adopter la formule « deux plus quatre », lorsque tous les problèmes concrets relatifs au rattachement de la RDA étaient résolus par les Allemands eux-mêmes, à savoir par la RFA toute seule. Les quatre grandes puissances, elles, ne devaient que définir les conditions extérieures de l'élargissement de l'Allemagne de l'Ouest, l'URSS se retrouvant dans l'isolement (il s'agissait de fait de la formule « cinq plus un ») : après les concessions soviétiques, les autres participants aux négociations cherchaient à manifester à qui mieux mieux leur dévouement aux États-Unis qui devenaient définitivement les maîtres du monde.

Résultat : la capitulation lorsqu'il fut question de l'entrée de la « grande RFA » dans l'OTAN, devint inévitable. Moscou se satisfait de l'interdiction de déployer dans les nouvelles régions des unités de la Bundeswehr, commandées par l'OTAN, avant le retrait total des troupes soviétiques, comme si cela avait quelque importance que ce soit. Le non-élargissement général de l'Alliance vers l'Est ne fut abordé du tout.

La « grande RFA » prit la place de la Grande Europe avec participation russe, promise à Gorbatchev. Nous ne reçûmes que les promesses de la bienveillance occidentale. « L'ère de la confrontation et de la division en Europe est révolue. Nous déclarons que nos relations seront fondées désormais sur le respect et la coopération³ », disait la Charte de Paris pour une nouvelle Europe, adoptée lors du sommet de la CSCE le 21 novembre 1990. Mais le respect et la coopération, n'ont-ils pas été maintes fois promis pendant l'« ère » écoulée ? Le Traité de bon voisinage, de partenariat et de coopération, signé à Bonn, le 9 novembre 1990, entre l'URSS et la RFA, était rédigé

en termes plus précis, mais là aussi, il n'était question que de la volonté des parties de « construire une nouvelle Europe soudée par les valeurs communes et de forger un ordre européen solide, juste et pacifique basé sur des structures de stabilité durables⁴. » Ces belles paroles nécessitaient des gestes aussi beaux. Mais l'affaire resta en plan.

La vision occidentale d'une nouvelle Europe, vision partagée par la « grande RFA », fut illustrée par la décision d'élargir l'OTAN vers l'Est qui coïncida avec le retrait, en 1994, du Groupe occidental des forces soviétiques. La vision occidentale de l'ordre international juste et pacifique fut exprimée par les frappes otaniennes contre la Yougoslavie en 1999 et le brigandage international au Proche-Orient et en Afrique du Nord au début du XXI^e siècle. Le mot d'ordre de partenariat avec la Russie dégénéra en mépris total de l'opinion et des intérêts de la Russie. La tension actuelle provoquée par les putschistes au pouvoir à Kiev a couvé tout au long d'un quart du siècle. Les mises en garde de Moscou contre les conséquences inévitables de la politique russophobe n'ont jamais été entendues. La classe politique occidentale n'y voit toujours pas clair. Les pays d'Europe occidentale avec leur longue histoire glorieuse sont plus disposés que jamais à se contenter du rôle d'exécutants dociles de la volonté de leurs maîtres d'Outre-Mer. L'Union européenne est en décomposition.

Or il ne faut pas se décourager. Les Occidentaux ont leurs points de repère pour trouver leurs marques lorsqu'un tournant sera opéré en faveur de la politique du bon sens et de la sécurité pour tous. Les performances de la troïka germano-franco-russe en 2003-2004 qui ont tracé les contours de la Grande Europe en tant que pôle d'influence mondial, montrent ce qu'il faut faire lorsqu'on tient à garantir la paix universelle.

Le « format Normandie » de la recherche d'une solution aux problèmes de l'Ukraine prouve que la troïka demeure aujourd'hui l'unique instrument réel de la solution des crises européennes. Les leçons de l'histoire sont formelles : la « grande RFA » est prédestinée par la logique du développement historique à devenir la cheville ouvrière de l'édification de la Grande Europe, et tout écart de ce scénario se soldera inévitablement par des défaites et le retour en arrière pour les Allemands. La prospérité de l'Allemagne unie est indissociable des processus en cours en Europe.



Tout un chacun qui fait des voyages à Berlin est frappé par les changements du paysage urbain. Ces derniers temps, on est surtout impressionné par la montée impétueuse d'un bâtiment dans le centre-ville, censé faire figure d'un château des rois de Prusse. Le château original fut détruit lors de l'assaut de Berlin en 1945, et la RDA a préféré ne pas le reconstruire en érigeant sur ses ruines le Palais de la République – un centre politique et culturel polyvalent qui abritait aussi le siège de la Chambre du peuple (parlement). Soucieuses d'effacer toutes les traces de l'Allemagne de l'Est, les autorités de la « grande RFA » ont démoli le palais populaire pour le remplacer par un édifice de fraîche date aux contours de l'ancienne résidence royale. Les résultats sont peu convaincants.

Georg Diez, journaliste pour *Der Spiegel*, trouve que ce monstre architectural de l'ère Merkel est un affront à la raison, un faquin dévisageant Berlin avec des milliers d'yeux vides, une construction incongrue et sans grâce, un attentat aux capacités mentales de l'homme, un crime esthétique. Il a sa version de l'apparition de cette horreur : la RDA a démoli le château tombé en

ruines parce que l'Allemagne a perdu la Seconde Guerre mondiale et la RFA a anéanti le siège du parlement de la République est-allemande parce que la RDA a été défaite dans la guerre froide. Il est convaincu que le résultat de l'opération n'en vaut pas la peine et qu'il est typique pour le Berlin de l'ère Merkel : un mélange de révanchisme inélégant et d'impératif économique. Et Diez de continuer : « Nous voyons apparaître sous nos yeux quelque chose dénué de sens, dont personne ne veut ni ne peut se payer : un théâtre de l'absurde au beau milieu du Merkelland qui, selon une idée reçue, se distingue par le "pragmatisme" et le "réalisme", mais, à bien considérer ce château, s'avère une bêtise. » L'auteur souscrit à la suggestion d'artistes berlinois de « procéder à la démolition de cet édifice avant son inauguration » en ajoutant que « ce serait la meilleure solution des points de vue esthétique et, probablement, économique aussi⁵. »

Il est peu probable que Mme Merkel aspire à des critiques aussi assassines quant aux performances de son gouvernement. Cependant elle n'y échappera pas si la « grande RFA » ne se souvient pas prochainement de son engagement d'antan de mener à bien le projet de Grande Europe. On ne réclame pas aujourd'hui Guillaume II qui a voulu faire la leçon à l'Europe et la mettre au pas, mais Bismarck⁶, écrivait récemment le journaliste allemand Jakob Augstein. Il doit y avoir des Allemands qui n'ont pas oublié que l'amitié avec la Russie était l'un des préceptes de Bismarck.

1. *Ot Helsinki do Budapechta : Istoria SBSE/OBSE v dokumentakh 1973-1994. V 3 tomakh*, Moskva, Nauka, 1996, t. 1, s. 49-52. [De Helsinki à Budapest : l'histoire de la CSCE/OSCE en documents (1973-1994). En trois volumes, Moscou, Naouka, 1996, t. 1, p. 49-52.]

2. *Mikhail Gorbatchev et germanskiy vopros. Sbornik dokumentov 1986-1991*, Moskva, Ves mir, 2006, s. 343-355. [*Mikhail Gorbatchev et la question allemande. Recueil de textes, 1986-1991*, Moscou, Ves mir, 2006, p. 343-355.]
3. *Ot Helsinki do Budapechta...* [*De Helsinki à Budapest...*] t. 2, p. 304.
4. *Germano-sovetskiye dogovory. Bonn: Vedomstvo petchati i informatsii, 1990, s. 75.* [*Traités germane-russes. Bonn : Département de la presse et de l'information, 1990, p. 75.*]
5. <http://www.spiegel.de/kultur/gesellschaft/angela-merkel-und-das-stadtschloss-was-sie-gemeinsam-haben-fotostrecke-127261.html>
6. <http://www.spiegel.de/politik/deutschland/grichenland-deutschland-selbstverliebt-und-selbstgerecht-kolumne-a-1042772.html>

Mots clés : RDA, « grande RFA », Berlin-Ouest, Loi fondamentale de la RFA, Acte final.

Международная



ЖИЗНЬ

Des Américains sur la place Rouge

Je suis souvent prié de citer le moment le plus mémorable de ma carrière de plus de 30 ans, celle du diplomate américain responsable des relations entre mon pays et l'URSS, et ensuite la Russie. Certes, je ne saurais jamais oublier le froid sibérien sur la place Rouge que j'ai éprouvé à deux reprises, en 1984 et 1985, en accompagnant le vice-président George Bush aux obsèques des dirigeants soviétiques Youri Andropov et Constantin Tchernenko.

Je n'oublierai pas non plus la chaleur inattendue des entretiens entre Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev lors du sommet de 1988, et la signature par les présidents Dmitri Medvedev et Barack Obama du Traité de réduction des armes stratégiques offensives a marqué une étape, cet événement a apporté une immense satisfaction à moi et mes collègues américains et russes qui ont investi beaucoup d'efforts dans ces négociations.

Mais en ce qui me concerne personnellement, rien ne peut égaler l'émotion que j'ai éprouvée, étant ambassadeur des États-Unis en Fédération de Russie, lorsque je me suis levé de ma place sur la tribune en face du mur du Kremlin pour saluer les militaires américains en uniforme qui défilaient sur la place Rouge à l'occasion de la célébration des 65 ans de la Victoire dans la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, seulement cinq ans plus tard, les gouvernements des États-Unis et de la Russie sont en proie aux graves désaccords qui produisent un impact négatif sur la confiance qui doit être à la base des relations bilatérales constructives. Je suis convaincu qu'à un moment de tension et de mésentente, comme aujourd'hui, il importe



John Beyrle

*Ambassadeur
Extraordinaire et
Plénipotentiaire
des États-Unis en
Fédération de Russie
(2008-2011)*

de nous rappeler notre alliance datant de la Seconde Guerre mondiale, lorsque nos divergences avaient été autrement plus prononcées qu'aujourd'hui, et pour des raisons objectives, mais nous avons réussi quand même à trouver une approche pragmatique et productive de la coopération qui a servi nos intérêts personnels, mais aussi a permis de renverser le cours de l'Histoire.

Le défilé de 2010 n'a pas été la première Fête de la Victoire sur la place Rouge à laquelle j'ai assisté. Six ans plus tôt, alors assistant de l'ambassadeur américain à Moscou, j'ai suivi le défilé aux côtés de mon père.

Postés devant le mur du Kremlin et regardant les militaires marcher au pas, nous avons été impressionnés tous les deux par l'enthousiasme des Russes qui célébraient les grandes victoires remportées par leurs anciens combattants dans les batailles de Moscou, de Leningrad, de Stalingrad, de Koursk et ailleurs. Mon père avait ses raisons d'être ému... mais nous y reviendrons plus tard.

La Victoire que nous avons célébrée ce jour-là était la victoire commune de tous les Alliés. C'est leur interaction pendant la Seconde Guerre mondiale qui a joué un rôle décisif dans la défaite absolue de l'Allemagne nazie. Cependant mes voyages à travers la Russie à titre d'ambassadeur et mes traversées des États-Unis après mon retour chez moi ont été l'occasion de découvrir avec surprise que les gens, surtout les jeunes, n'ont presque aucune idée de cette coopération. Ici, aux États-Unis, nombre d'Américains ignorent que les USA et l'URSS ont lutté coude à coude contre l'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale. Et en Russie j'ai rencontré de nombreux étudiants qui ne savaient rien du rôle important des livraisons d'armes et de vivres américaines aux pays engagés dans la lutte contre Hitler, de la coopération avec le Royaume-Uni en 1940 à l'aide apportée à l'Union Soviétique en 1941.

Je le regrette sincèrement car le programme Prêt-Bail compte pour beaucoup dans les succès remportés par les

Alliés en Europe. Les États-Unis ont géré leurs priorités tout en accordant un soutien à l'Union Soviétique, aux côtés de la Grande-Bretagne et du Canada, et leurs devoirs d'alliés doivent être jaugés à cet aune. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, les Alliés ont dépêché dans des ports soviétiques 811 navires chargés de produits livrés au titre du programme Prêt-Bail. Les premiers convois de l'Arctique sont partis vers Arkhangelsk et Mourmansk en août 1941. Ils se heurtaient à une résistance allemande de plus en plus acharnée. Les pertes des Alliés en Arctique ont dépassé celles subies dans la partie nord de l'Atlantique. Elles se montent à 37% de l'ensemble des navires de surface alliés coulés sur tous les théâtres d'opérations de la Seconde Guerre mondiale.

À la fin de 1943, la mobilisation aux États-Unis a fourni des contingents suffisants d'hommes et de matériel pour les opérations en Europe. La stratégie américaine prévoyait une traversée de La Manche, mais c'est en conjuguant leurs efforts que les Alliés ont réuni les conditions pour la réussite de l'opération *Overlord*, à savoir leur supériorité aérienne et maritime et l'affaiblissement des troupes allemandes.

Ces conditions ont été réunies d'un commun effort. En 1943, les Forces navales du Royaume-Uni, des États-Unis et du Canada ont été en mesure d'assurer une protection fiable des voies maritimes reliant l'Amérique aux théâtres d'opérations pour transporter sans problèmes des cargaisons militaires et des troupes. Dans le même temps, l'intensification des bombardements alliés depuis l'Angleterre et les progrès des troupes soviétiques à l'Est ont causé à la Luftwaffe un manque considérable d'avions d'assaut à l'Ouest. Fait capital : l'offensive de l'Armée rouge à l'Est a obligé les Allemands qui ont essuyé de lourdes pertes à transférer d'importants effectifs de l'Ouest. Par ailleurs, les Résistants de France, de Belgique et d'Allemagne harcelaient les nazis sur les arrières.

En 1944, alors que l'Allemagne a déplacé nombre de ses usines à l'Est, hors d'atteinte des bombardiers alliés, l'interaction entre les États-Unis et l'URSS a permis

d'organiser des « bombardements navettes » : les avions décollaient de la Grande-Bretagne ou des bases des Alliés en Italie, effectuaient des frappes sur des cibles éloignées en Allemagne, se ravitaillaient sur des aérodromes soviétiques près de Poltava et réitéraient les frappes sur le chemin de retour.

La Coalition antihitlérienne a joué un rôle clé dans la victoire, mais les coalisés n'étaient pas unis. Les désaccords entre les Alliés occidentaux se poursuivaient tout au long de la guerre, surtout en ce qui concerne les dates, les endroits et l'envergure du Second front. Par ailleurs, les Alliés occidentaux et l'URSS étaient divisés par de nombreuses contradictions idéologiques et économiques très poussées. Et pourtant, la Coalition a résisté à ces tensions pour se concentrer sur l'objectif commun, à savoir la défaite de l'Allemagne nazie.

Cette Coalition n'a pas été un assemblage de pays qui résistaient ensemble au national-socialisme. L'expérience commune des frères d'armes des pays alliés qui ont détruit l'un des plus grands maux sur la terre a dépassé le cadre d'une alliance stratégique éphémère. Cette expérience se manifestait dans la poussière des tranchées et la boue des routes où s'enlisaient les soldats en marche, elle s'est gravée sur les visages des paras américains et britanniques qui s'embarquaient dans leurs avions, des soldats de l'Armée rouge prêts à mourir pour ne pas céder à l'ennemi les ruines de Stalingrad, des millions de Français célébrant la Libération, des combattants russes, américains et britanniques qui se sont rencontrés sur les bords de l'Elbe près de Torgau, en Allemagne.

La force de cette Coalition pourrait être illustrée par l'histoire d'un Américain, quoiqu'elle soit unique en son genre. J'aimerais terminer cet article par un bref récit de sa vie. Un jeune para américain dont l'unité était déployée en Angleterre, a atterri en France au petit matin du 6 juin parmi les premiers soldats alliés qui ont ouvert le Second front. Après deux jours de combats, il a été capturé par les

Allemands et a passé les six mois suivants dans des camps de prisonniers de guerre allemands. Deux évasions, deux échecs. Après la troisième évasion, d'un camp situé au bord de l'Oder, il s'est dirigé à l'Est où le tonnerre de l'artillerie soviétique se faisait entendre. Il a fini par être incorporé dans un bataillon de blindés soviétique en persuadant le chef de le laisser combattre jusqu'à la prise de Berlin.

Muni d'un fusil d'assaut, il est allé se battre, assis sur un blindé. Le fusil mitrailleur automatique qu'on lui a confié était le célèbre PPSH-41, l'arme principale de l'Armée de terre soviétique. Mais le blindé n'était pas un T-34. C'était un vieil ami de notre jeune Américain, un Sherman livré dans le cadre du programme Prêt-Bail, qui a fait un long chemin de l'usine de Detroit en passant par les ports de Mourmansk et Arkhangelsk. Armé d'un mitrailleur soviétique et assis sur un blindé américain arborant une étoile rouge sur sa tourelle, le para a combattu aux côtés de ses camarades soviétiques avant qu'il ne fût grièvement blessé lors d'un bombardement allemand. Des infirmiers soviétiques ont accouru vers le soldat américain gisant dans un ravin et ont arrêté l'hémorragie en lui sauvant la vie. Évacué vers une place arrière soviétique, il a rencontré le maréchal Joukov qui lui a délivré un laissez-passer. Finalement, l'Américain est parvenu jusqu'à l'ambassade des États-Unis à Moscou. Le 21 avril 1945, il a regagné sa maison au Michigan avant de célébrer à Chicago la victoire remportée en Europe.

Ce para mobilisé en Amérique qui a traversé l'Atlantique sous la protection des navires britanniques ravitaillant les combattants de la Résistance française, parachuté en Normandie le jour J et qui a combattu aux côtés de soldats soviétiques à l'Est, c'était mon père Joseph Beyrle.

Lorsque je pense au parcours de mon père, je comprend qu'il est impossible de surestimer la fraternité de combat qui s'est forgée entre des millions de soldats et marins constituant notre alliance stratégique, qui ont combattu l'ennemi commun sur terre, en mer et dans les airs. Si toutes les nations formant

la Coalition antihitlérienne n'avaient pas agi comme un seul homme, la victoire définitive ne serait restée qu'un rêve.

Pour atteindre leur objectif commun, à savoir la victoire dans la Seconde Guerre mondiale, les coalisés ont oublié pour un moment leurs graves divergences idéologiques. Aujourd'hui, nos désaccords sont moins nombreux et pas aussi profonds qu'auparavant. La Russie et ses partenaires occidentaux sont attachés aux idéaux démocratiques et aux principes de l'économie de marché. Tout comme pendant la Seconde Guerre mondiale, nous nous devons de focaliser nos efforts sur notre but commun, par exemple, sur l'éradication du terrorisme international, en poursuivant l'objectif final qui avait inspiré mon père, nos parents et nos aïeux : léguer à nos enfants et petits-enfants un monde qui soit meilleur que le nôtre.

Je tiens à remercier de tout mon cœur les combattants soviétiques, hommes et femmes, qui ont adopté mon père lorsqu'il était sans défense, qui lui ont donné à manger lorsqu'il avait faim, qui ont soigné ses blessures, qui l'ont aidé à gagner l'ambassade des États-Unis à Moscou et à retourner dans son pays sain et sauf. C'est à ces anciens combattants que j'ai pensé en admirant les militaires américains défilant sur la place Rouge. Et c'est peut-être pour cette raison que je crois toujours possible d'œuvrer pour rendre les relations entre nos gouvernements plus constructives et fructueuses. Parce que je n'ai jamais oublié le Jour de l'Elbe. Il est de notre devoir de rester fidèle à ce souvenir. Nous n'avons pas le droit d'oublier le potentiel des États-Unis et de la Russie qui sera libéré lorsque nous aurons surmonté nos désaccords pour travailler ensemble au nom de notre objectif commun.

Mots clés : Seconde Guerre mondiale, États-Unis et URSS, Second front.

Международная



ЖИЗНЬ



LA VIE INTERNATIONALE

Politique étrangère, diplomatie, sécurité nationale



Н.А.Симония, А.В.Торкунов

Глобализация



структурный кризис и мировое лидерство мифы и реальность

2013

Библиотека «Международной жизни»



国际生活

俄罗斯对外政策、外交和国家安全



INTERNATIONALES LEBEN

Probleme der Aussenpolitik, der Diplomatie und der nationalen Sicherheit



INTERNATIONAL AFFAIRS
МЕЖДУНАРОДНАЯ ЖИЗНЬ

Special Issue

BRIC
Brazil - Russia - India - China
EKATERINBURG
2009

BRIC 2010
BRIC in Brazil

BRIC
14 April 2011 - Geneva, Switzerland

BRICS
New Delhi

BRICS

BRICS 2014
Fortaleza - Brasil



الاحداث السياسية الدولية

قضايا السياسة الخارجية، والدبلوماسية، والأمن القومي



МЕЖДУНАРОДНАЯ ЖИЗНЬ

Проблемы внешней политики, дипломатии, национальной безопасности

С Новым, 2016 годом!

Росотрудничеству - 90!

Любовь Глебова

Руководитель Росотрудничества

V Всемирный конгресс соотечественников в Москве

Константин Климовский

Заместитель директора ДРС МДЦ России

Сунниты и шииты: противоречия

Сергей Иванов

Заведующий кафедрой Дипломатии МИД России

**IV Международная конференция
«Россия и Европа: актуальные проблемы
современной международной журналистики»**

Москва. Издается с января 1922 г.



INTERNATIONAL AFFAIRS

RUSSIA - ASEAN



www.INTERAFFAIRS.ru

International Affairs

A Russian Journal of World Politics,
Diplomacy and International Relations

In This Issue

Press Conference of Sergey Lavrov

On the New Security Architecture in Asia-Pacific

Russian Muslims and the "Arab Spring"

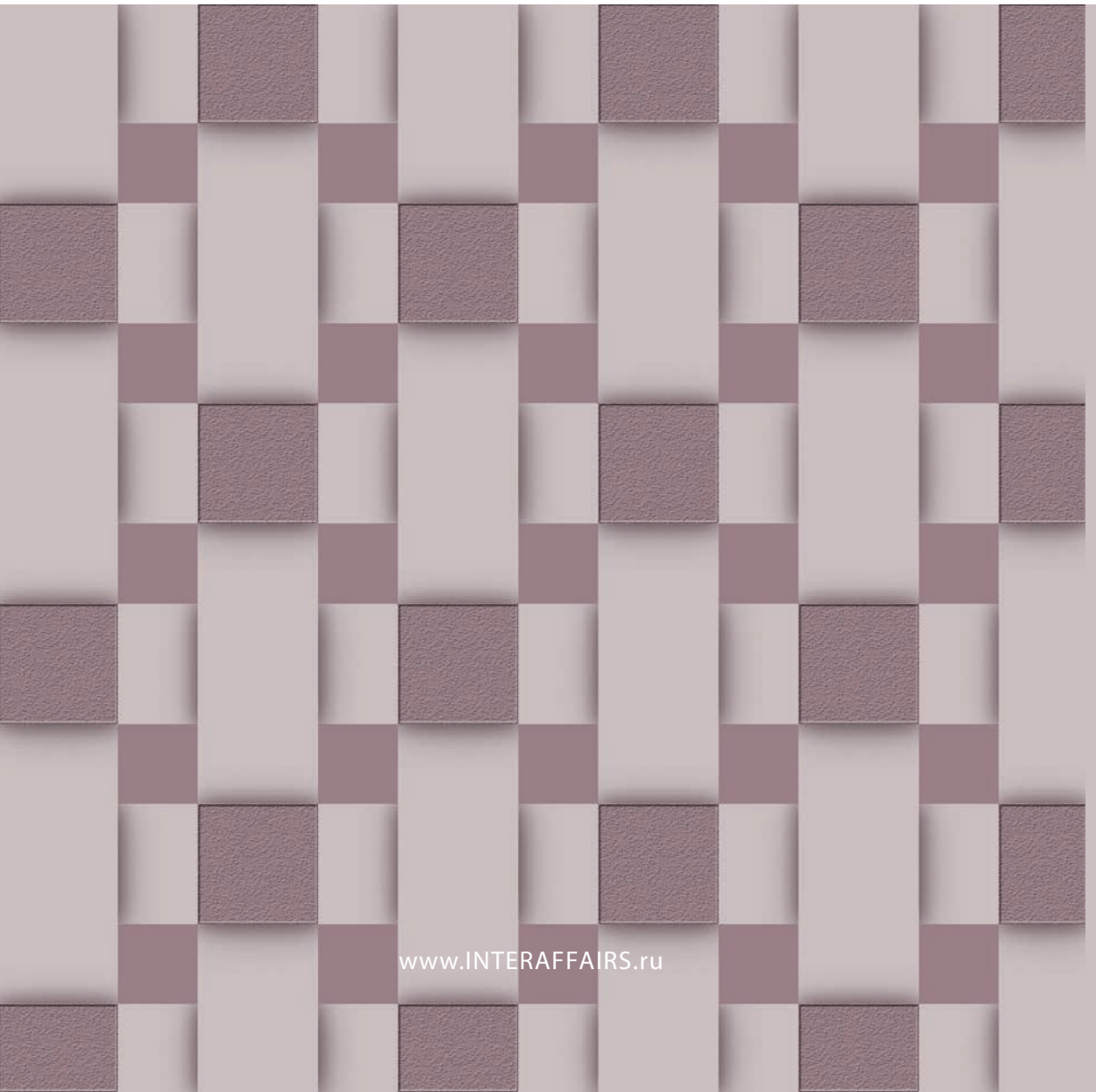
Eurasian Vector of Development

Citizen Voting Rights in the 2012 U.S. Election

The Little World War in South America

Stalingrad, an Imperative of History





www.INTERAFFAIRS.ru